

Projet de règlement grand-ducal déclarant zone protégée d'intérêt national sous forme de réserve naturelle, la zone humide « Dumontshaff » sise sur les territoires des communes de Schifflange, de Mondercange, et de Bettembourg

Nous Henri, Grand-Duc de Luxembourg, Duc de Nassau;

Vu la loi modifiée du 18 juillet 2018 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles, et notamment ses articles 2, 17, 34, 35 et 37 à 46;

Vu la décision du Gouvernement en conseil du 13 janvier 2017 relative au plan national concernant la protection de la nature 2017 – 2021 et ayant trait à sa première partie intitulée « Stratégie nationale Biodiversité » ;

Vu l'avis du Conseil supérieur pour la protection de la nature et des ressources naturelles ;

Vu les avis émis par les conseils communaux de Schifflange, de Mondercange et de Bettembourg après enquête publique ;

Vu la fiche financière ;

Vu les avis [de la Chambre d'agriculture, de la Chambre de commerce et de la Chambre des métiers];

Notre Conseil d'État entendu;

Sur le rapport de Notre Ministre de l'Environnement et de Notre Ministre des Finances, et après délibération du Gouvernement en Conseil ;

Arrêtons :

Art. 1er. Est déclarée zone protégée d'intérêt national sous forme de réserve naturelle, la zone humide « Dumontshaff », sise sur les territoires des communes de Schifflange, Mondercange et Bettembourg, partie de la zone protégée d'intérêt communautaire « Vallée supérieure de l'Alzette », référencée sous le code LU0002007.

Art. 2. La zone protégée d'intérêt nationale « Dumontshaff », d'une étendue totale de 119,23 hectares, se compose de deux parties

- 1° la partie A, d'une étendue de 68,91 hectares, est formée de fonds inscrits au cadastre des communes de Schifflange, section A de Schifflange, et de Mondercange, section E de Bergem;
- 2° la partie B, d'une étendue de 50,33 hectares, est formée de fonds inscrits au cadastre des communes de Schifflange, section A de Schifflange, de Mondercange, section E de Bergern, et de Bettembourg, section E de Noertzange.

Sont également inclus tous les fonds ne portant pas de numéros de parcellaire cadastral se trouvant à l'intérieur du périmètre de la zone protégée d'intérêt national.

La délimitation de la zone protégée d'intérêt national et de ses parties est indiquée sur les plans annexés.

Art. 3. Dans la partie A sont interdits :

- 1° les fouilles, les sondages, les travaux de terrassement, l'enlèvement de terre végétale, le déblai, le remblai ou l'extraction de matériaux;
- 2° le dépôt de déchets et de matériaux ;
- 3° les travaux susceptibles de modifier le régime des eaux superficielles ou souterraines, tels que le drainage, l'entretien de drainages existants, le changement du lit des ruisseaux et le curage, ainsi que le rejet d'eaux usées;
- 4° toute construction incorporée au sol ou non;
- 5° la mise en place d'installations de transport et de communication, de conduites d'énergie, de liquide ou de gaz, de canalisations ou d'équipements assimilés. Cette interdiction ne s'appliquant pas aux interventions nécessaires à l'entretien ou au renouvellement des installations existantes, ainsi qu'à la mise en place de conduites et de canalisations par fonçage ayant leurs puits d'entrée et de sortie en dehors des limites de la zone protégée d'intérêt national qui restent soumises à autorisation préalable du ministre ayant l'Environnement dans ses attributions, ci-après nommé « le ministre » ;
- 6° le changement d'affectation des sols, y compris la réduction, la destruction ou la détérioration de biotopes ou habitats visés par l'article 17 de la loi modifiée du 18 juillet 2018 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles;
 - 7° le retournement, le réensemencement ou le sursemis des prairies ou pâtures permanentes;

- 8° l'enlèvement, l'endommagement ou la destruction de plantes sauvages. La lutte mécanique ou thermique contre les adventices, dans le contexte de la conditionnalité de l'exploitation agricole, est autorisée;
- 9° la perturbation, la capture ou la destruction d'animaux sauvages indigènes non classés comme gibier, sans préjudice des dispositions afférentes de la législation sur la chasse;
- 10° l'appâtage du gibier;
- 11° la chasse aux oiseaux ;
- 12° l'emploi de la munition de plomb;
- 13° la circulation à l'aide de véhicules motorisés en dehors des voies goudronnées. Cette interdiction ne s'appliquant pas aux propriétaires des terrains, ni à leurs ayants droit, ;
- 14° la circulation à pied, à vélo et à cheval en dehors des sentiers balisés à cet effet. Cette interdiction ne s'applique pas aux propriétaires des terrains, ni à leurs ayants droit, ni aux visites guidées organisées dans le contexte de la sensibilisation environnementale encadrée par l'Administration de la nature et des forêts. Les activités susceptibles de nuire à l'environnement restent soumises à autorisation du ministre;
- 15° l'usage d'avions et de drones télécommandés ;
- 16° la circulation avec chien non tenu en laisse;
- 17° la fertilisation, le chaulage ou l'emploi de pesticides ;
- 18° la plantation de résineux ou d'essences allochtones.

Art. 4. Dans la partie B sont interdits :

- 1° les travaux de terrassement, l'enlèvement de terre végétale, le déblai, le remblai ou l'extraction de matériaux dépassant un volume de 250 m³;
- 2° le dépôt de déchets ;
- 3° toute construction incorporée au sol ou non, à l'exception d'abris agricoles sans impact significatif sur le site, la faune, la flore et le paysage, qui restent soumis à autorisation préalable du ministre;
- 4° la mise en place d'installations de transport et de communication, de conduites d'énergie, de liquide ou de gaz, de canalisations ou d'équipements assimilés. Cette interdiction ne s'applique pas aux interventions nécessaires à l'entretien ou au renouvellement des installations existantes, ainsi qu'à la mise en place de conduites et de canalisations par fonçage ayant leurs puits d'entrée et de sortie en dehors des limites de la zone protégée d'intérêt national qui restent soumis à autorisation préalable du ministre;
- 5° le retournement des prairies ou pâtures permanentes;
- 6° la fertilisation, le chaulage ou l'emploi de pesticides sur les parcelles appartenant à l'Etat ;
- 7° l'emploi de rodenticides ;
- 8° la chasse aux oiseaux ;
- 9° l'emploi de munition de plomb;
- 10° l'usage d'avions ou drones télécommandés.

Art. 5. Les dispositions énumérées aux articles 3 et 4 ne s'appliquent pas aux mesures et activités prises dans l'intérêt de la conservation, de la gestion ou la promotion pédagogique de la zone protégée d'intérêt national, dans l'intérêt de la recherche archéologique, de la conservation et restauration du patrimoine historique et culturel, ou dans l'intérêt de la prévention d'inondations. Ces mesures et activités restent toutefois soumises à l'autorisation du ministre.

Art. 6. Notre Ministre ayant l'Environnement dans ses attributions et Notre Ministre ayant les Finances dans ses attributions sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent règlement qui sera publié au Journal officiel du Grand-Duché de Luxembourg.

La Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable

Le Ministre des Finances

Exposé des motifs

Le présent projet de règlement grand-ducal vise de classer la zone humide « Dumontshaff » sise sur le territoire des communes de Schifflange, de Mondercange et de Bettembourg, située entre les localités de Schifflange, Foetz, Bergem et Noertzange, en tant que zone protégée d'intérêt national sous forme de réserve naturelle, conformément aux articles 2 et 38 à 46 de la loi modifiée du 18 juillet 2018 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles. A cet effet, un dossier de classement a été établi qui sera la base de la procédure de classement prévue par la loi.

Le classement de la zone protégée « Dumontshaff » s'inscrit pleinement dans la politique nationale en matière de protection de la nature telle que fixée par le « Plan National pour la Protection de la Nature », approuvé en date du 13 janvier 2017 par le Conseil de Gouvernement.

La future réserve naturelle fait intégralement partie de la zone de protection spéciale Natura2000 « LU0002007 — Vallée supérieure de l'Alzette » qui a été désignée dans le cadre de la mise en œuvre de la « Directive Oiseaux » (2009/147/CE). Ce site est une véritable zone noyau de ladite zone Natura2000 et par ce, le classement de ce site est à considérer comme mesure réglementaire pour la mise en œuvre de ladite zone Natura 2000 en vertu des articles 34, 35 et 37 de ladite loi modifiée du 18 juilelt 2018, et comme telle sera grevée de servitudes et de charges prévues par l'article 42 de la même loi.

L'intérêt principal de ce site réside dans la présence de nombreuses espèces d'oiseaux inféodées aux zones humides de la plaine alluviale, et de leurs habitats de prédilection, dont notamment les prairies maigres à humides, roselières, vasières, ripisylves, eaux stagnantes et courantes. L'espèce phare est certainement la Cigogne blanche, dont plusieurs individus visitent annuellement la zone en période de migration, et depuis quelques années, un couple y niche.

La future zone protégée couvre une superficie totale de 119,23 ha et constitue une zone humide dans la zone inondable de l'*Alzette* et de ses affluents, la *Mess* et la *Kiemelbaach*. Depuis la renaturation de l'Alzette en 2005, l'état écologique et hydromorphologique de la zone s'est nettement amélioré.

De plus amples informations quant à la valeur écologique de la zone humide « Dumontshaff » figurent dans le dossier de classement ci-joint, élaboré par l'Administration de la nature et des forêts.

Commentaires des articles

Ad article 1er: Cet article formule l'objectif du présent règlement grand-ducal qui est la désignation d'une zone appelée « Dumontshaff » en tant que zone protégée d'intérêt national sous forme de réserve naturelle en vertu de la loi modifiée du 18 juillet 2018 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles. Il précise la situation géographique de la zone en précisant les communes concernées. En plus, cet article indique que la zone sous question fait partie d'une zone protégée d'intérêt communautaire et en conséquence le présent règlement grand-ducal est à interpréter en tant que mesure réglementaire de ladite zone d'intérêt communautaire.

Ad article 2 : Cet article indique la surface en hectares de la réserve naturelle proposée et qu'elle est constituée de deux parties, une première étant référencée en tant que « partie A » et une deuxième en tant que « partie B ». L'article précise les sections cadastrales visées par rapport aux communes concernées. Il précise également que certaines surfaces incluses dans la réserve naturelle ne portent pas de numéro cadastral, cependant sont également visées par la désignation de la zone protégée d'intérêt national. Finalement, cet article indique que la délimitation de la réserve naturelle est précisée sur base de plans annexés au règlement grand-ducal dont un indique la délimitation par rapport au plan topographique et le deuxième indique le parcellaire cadastrale concerné par la désignation de la zone.

Ad article 3 : L'article 3 liste les différentes servitudes grevées aux fonds et interdictions imposées aux propriétaires, exploitants ou visiteurs dans la partie A de la zone protégée.

Ad 1^{er} à 3^e point : ces trois points interdisent les différents types d'activités de mouvement de sol et de sous-sol, de dépôt ou d'enlèvement de matériaux ou encore d'utilisation des eaux ou de changement du régime hydrique impactant ou risquant d'impacter - directement ou indirectement - les biotopes, habitats d'espèces et espèces, ainsi que la beauté du paysage. Une exception pour l'entretien des drainages existants est prévue, mais reste soumis à l'autorisation du ministre.

Ad 4º point: il interdit les différentes constructions qui impactent ou risquent d'impacter directement ou indirectement - les biotopes, habitats d'espèces et espèces, ainsi que la beauté du paysage.

Ad 5° point : à l'instar du 4° point, ce point interdit l'installation de moyens de transport ou de communication, tout en prévoyant des exceptions pour les installations déjà existantes ainsi que pour la mise en place de conduites et de canalisations par fonçage ayant leurs puits d'entrée et de sortie en dehors des limites de la zone protégée d'intérêt national. Ces exceptions restent cependant soumises à autorisation.

Ad 6° point : il interdit le changement d'affectation des sols tout en précisant que la destruction, dégradation ou réduction de fonds présentant des biotopes ou habitats protégés en vertu de ladite loi du 18 juillet 2018 est interdite.

Ad 7º point : il réglemente l'exploitation agricole en interdisant le labourage ou le renouvellement des prairies permanentes qui correspondent aux habitats des espèces à protéger, même temporaire.

Ad 8° point : il interdit toute atteinte aux plantes sauvages. Une exception est prévue pour les travaux réalisés dans le cadre des pratiques agricoles afin de respecter la conditionnalité dans le cadre de l'exploitation agricole.

Ad 9^e point : il interdit toute perturbation, capture - temporaire ou définitive – ou destruction de tout animal indigène dans la réserve naturelle ; la chasse n'étant pas visée par ce point.

Ad 10° point : l'exercice de la chasse restant permis dans la zone, ce tiret règlemente la chasse en interdisant l'appâtage du gibier qui consiste dans l'apport d'une alimentation d'attrait non transformée en petites quantités dans le seul et unique but d'un tir immédiat ou rapproché.

Ad. 11^e point : il interdit la chasse aux oiseaux, ceci dans un souci d'éviter tout impact direct ou indirect sur des espèces d'oiseaux protégées et non-chassables dans cette réserve d'intérêt ornithologique particulier.

Ad. 12^e point : il interdit l'emploi de munition de plomb pour éviter tout impact négatif sur la santé des oiseaux suite à l'ingestion accidentelle de ce type de munition.

Ad 13° et 14° points: ces points réglementent la circulation dans la zone qui impacterait ou risquerait d'impacter - directement ou indirectement - les biotopes, habitats d'espèces et espèces ou qui risqueraient de perturber plus précisément la faune. Différentes exceptions sont précisées visant notamment les propriétaires des terrains de la zone et leurs ayants droit, la circulation des engins sylvicoles et les activités de promotion pédagogique et de sensibilisation encadrées par l'Administration de la nature et des forêts.

Ad 15^e point : il interdit l'usage d'engins volants et télécommandés dans la réserve naturelle.

Ad 16° point: il interdit la circulation avec le chien non tenu en laisse.

Ad 17e point: il interdit l'utilisation de différentes substances nocives pour les biotopes, les habitats d'espèces et les espèces. La fertilisation risque d'homogénéiser la flore en donnant un avantage aux plantes ubiquistes et généralistes. Les pesticides impactent directement voire indirectement les espèces protégées: les herbicides portent atteinte à la flore, les insecticides détruisent les insectes et impactent les autres animaux insectivores, les rodenticides portent atteinte au rongeurs et indirectement à leurs prédateurs (rapaces et carnivores) et les fongicides sont connus d'impacter indirectement différentes espèces d'insectes. Le chaulage impacte directement notamment les bas-marais acides et les zones humides.

Ad 18° point ; il réglemente l'exploitation forestière en interdisant la plantation de résineux et d'essences allochtones qui risqueraient d'impacter ou dégrader des habitats protégés tels que zones humides, prairies permanentes et forêts de feuillues.

Ad article 4: L'article 4 liste les différentes servitudes grevées aux fonds et interdictions imposées aux propriétaires, exploitants ou visiteurs dans la partie B de la zone protégée.

Ad 1^{er} et 2^e point : ces points interdisent les différents types d'activités de mouvement de sol et de sous-sol, de dépôt ou d'enlèvement de matériaux ou encore d'utilisation des eaux ou de changement du régime hydrique impactant ou risquant d'impacter - directement ou indirectement - les biotopes, habitats d'espèces et espèces, ainsi que la beauté du paysage. Des exceptions par rapport aux points 1-3 de l'article 3 sont prévues, à savoir, en ce qui concerne les différents types d'activités de mouvement de sol et de sous-sol, une limite autorisée d'un volume de 250 m3 au maximum restant possible, mais soumis à autorisation.

Ad 3° point : à l'instar du point 4 de l'article 3, ce point interdit les différentes constructions qui impactent ou risquent d'impacter - directement ou indirectement - les biotopes, habitats d'espèces et espèces, ainsi que la beauté du paysage, à l'exception des installations d'affut de chasse et des abris agricoles qui restent soumis à autorisation.

Ad 4º point : ce point interdit l'installation de moyens de transport ou de communication, tout en prévoyant des exceptions pour les installations déjà existantes ainsi que pour la mise en place de conduites et de canalisations par fonçage ayant leurs puits d'entrée et de sortie en dehors des limites de la zone protégée d'intérêt national. Ces exceptions restent cependant soumises à autorisation.

Ad 5^e point : il réglemente l'exploitation agricole en interdisant le labourage des prairies permanentes (habitats des espèces protégées), même temporaire.

Ad 6° et 7° point : il interdit l'utilisation de différentes substances nocives pour les biotopes, les habitats d'espèces et les espèces sur les parcelles appartenant à l'Etat. La fertilisation risque d'homogénéiser la flore en donnant un avantage aux plantes ubiquistes et généralistes. Les pesticides impactent directement voire indirectement les espèces protégées : les herbicides portent atteinte à la flore, les insecticides détruisent les insectes et impactent les autres animaux insectivores, les rodenticides portent atteinte au rongeurs et indirectement à leurs prédateurs (rapaces et carnivores) et les fongicides sont connus d'impacter indirectement différentes espèces d'insectes. Le chaulage impacte directement notamment les bas-marais acides et les zones humides.

Ad. 8º point : il interdit la chasse aux oiseaux, ceci dans un souci d'éviter tout impact direct ou indirect sur des espèces d'oiseaux protégées et non-chassables dans cette réserve d'intérêt ornithologique particulier.

Ad. 9° point : il interdit l'emploi de munition de plomb pour éviter tout impact négatif sur la santé des oiseaux suite à l'ingestion accidentelle de ce type de munition.

Ad 10° point : il interdit l'usage d'engins volants et télécommandés dans la réserve naturelle.

Ad. article 5 : Cet article prévoit la possibilité de déroger aux servitudes, interdictions et réglementations disposées par les articles 3 et 4 s'il s'agit de mesures ou activités de conservation et de gestion prises dans l'intérêt de la zone, ou de la promotion pédagogique visant la zone protégée, ou encore s'il s'agit de mesures en faveur de la restauration du patrimoine archéologique ou historique, ainsi qu'aux mesures anti-crues à prendre éventuellement. L'autorisation du ministre reste requise pour toutes ces dérogations.

Ad. article 6 : Cet article comporte la formule exécutoire.

FICHE FINANCIERE

Intitulé du projet : Projet de règlement grand-ducal déclarant zone protégée d'intérêt national sous forme de réserve naturelle, la zone humide « Dumontshaff » sise sur les territoires des communes de Schifflange, de Mondercange, et de Bettembourg

Ministère initiateur : Ministère du Développement durable et des Infrastructures, Département de l'Environnement

Suivi du projet par : Monsieur Gilles Biver

Tél.: 2478-6834

Courriel: gilles.biver@mev.etat.lu

En complément à la note, à l'exposé des motifs et au dossier de classement, il convient de relever que les interdictions et réglementations prévues par l'avant-projet de règlement grand-ducal n'impliqueront, en ce qui concerne les mesures de gestion proprement dites, la mise à disposition que de faibles moyens financiers.

Les mesures de conservation et de gestion courantes et déjà existantes - instaurées dans le cadre de la miseen-œuvre de la gestion d'une zone Natura2000 - se focalisent surtout sur l'extensification de l'exploitation agricole, et surtout sur la gestion, voire la restauration des habitats qui sont à l'origine de la déclaration de cette zone protégée.

Les dépenses relatives à la désignation proprement dite de la zone protégée d'intérêt national seront imputées sur les crédits ordinaires de l'Administration de la nature et des forêts, et sont estimées comme suit :

- 1) Mise en place d'une signalisation et d'infrastructures pédagogiques : 10.000 € (montant unique) ;
- 2) Suivi scientifique: 3.000 € (tous les 6 ans).

Conseil supérieur pour la Protection de la Nature [Extrait du] Rapport de la réunion du 28 septembre 2016

Présents :

M. Tom Conzemius

M. Gilles Biver

M. Guy Colling

Mme Nora Welschbillig

Mme Nora Elvinger

M. Ben Geib

M. Jan Herr

M. Pascal Pelt

M. Winfried van Loë (invité Privatbësch)

Mme Karin Riemer (secrétaire)

Excusés:

M. Roger Schauls

M. Hubert de Schorlemer

M. Henri Wurth

[...]

3. Dossier de classement de la future réserve naturelle « Dumontshaff »

L'objectif du classement de cette partie de la zone Natura 2000 « LU0002007 Vallée supérieure de l'Alzette » en réserve naturelle est la préservation des zones humides restantes, respectivement des zones humides créées par le projet de la renaturation de l'Alzette au lieu-dit « Dumontshaff ».

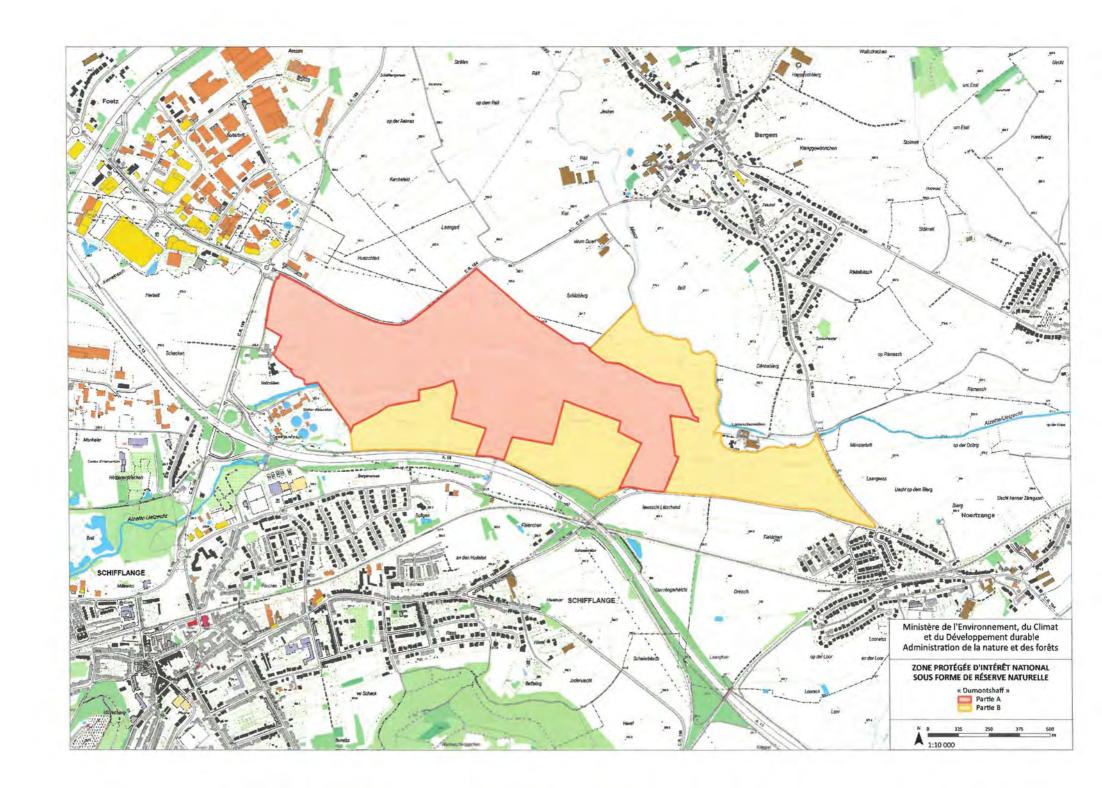
Le CSPN donne un avis positif pour le classement de la réserve naturelle « Dumontshaff ».

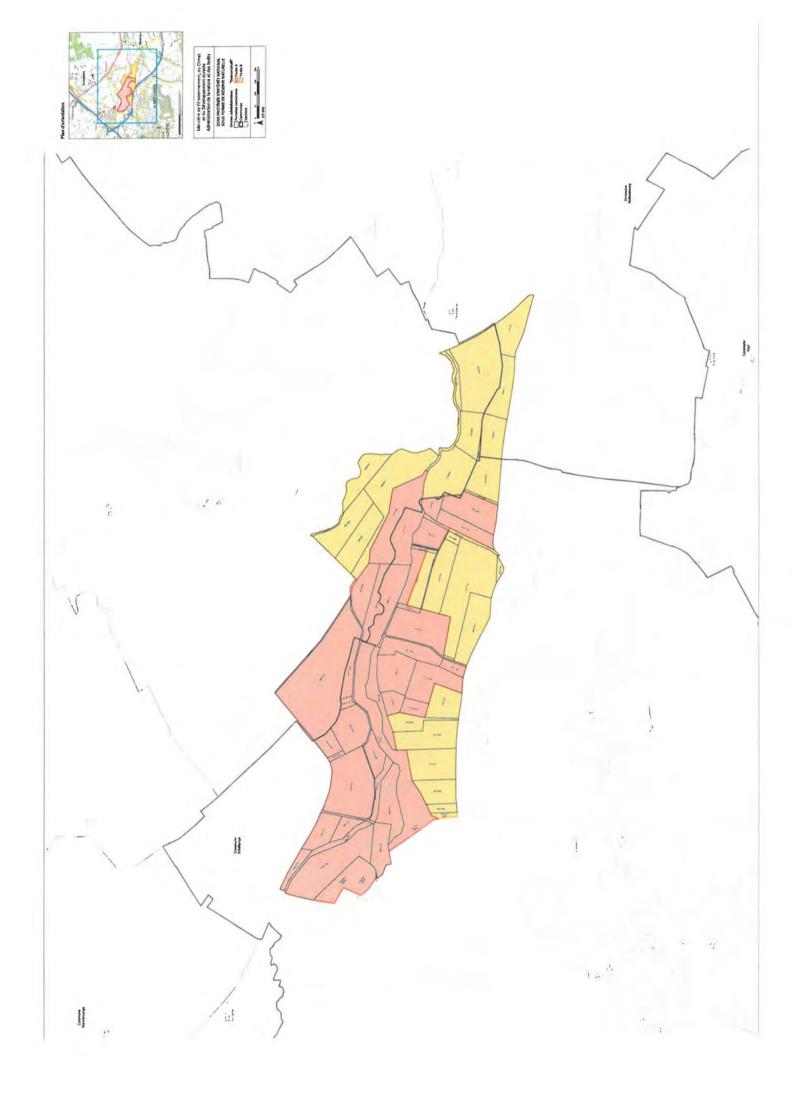
[...]

6. Remarques générales

 L'orientation actuelle selon laquelle souvent uniquement une zone noyau est classée en réserve naturelle suit un principe minimaliste qui sert à peine à préserver les biotopes présents au sein de la réserve, cette approche ne suffit pas à restaurer des biotopes appauvris, voire à créer des nouveaux biotopes. Cependant, vu les nombreux problèmes et le peu de résultats obtenus avec des zones tampons larges, il semble légitime de suivre

- cette politique pour le moment et de se concentrer pleinement sur les zones NATURA 2000 pour la restauration d'habitats.
- De manière générale, il reste à clarifier ce qui est possible dans les zones noyau et zones tampon pour ce qui est des sursemis. Il a été convenu qu'un wording uniforme devrait être formulé et appliqué pour toutes les réserves naturelles. De la même manière il a été suggéré d'étendre les dégâts de sangliers aux dégâts de gibiers et de permettre une ouverture pour inclure également les dégâts dus aux intempéries ou encore aux sècheresses.
- Il semble important au CSPN de se doter d'un système général d'information, d'orientation et de guidage pour toutes les réserves naturelles. En effet, il semble primordial que les visiteurs d'une réserve naturelle soient informés sur le simple fait d'entrer dans une telle réserve, de savoir qu'ils sont dans un endroit sensible avec éventuellement des restrictions. Cependant il ne faudra pas mettre l'accent sur les restrictions, mais bien sur les intérêts naturels de chaque réserve. Ceci semble évidemment encore plus important pour les endroits, telle que la réserve naturelle « Leiffrächen », avec un taux de visiteurs élevé. Des panneaux unifiés à travers le Grand-Duché donneraient d'ailleurs plus d'impact.





Dossier de classement

2017

Réserve Naturelle

«Dumontshaff» ZPIN16





Dossier de classement « Dumontshaff »

ZPIN 16

<u>Impressum</u>

Koordination:

Administration de la nature et des forêts Service de la nature 81, Avenue de la Gare L-9233 Diekirch

Kontaktperson : Jan HERR jan.herr@anf.etat.lu www.emwelt.lu



Unter Mitarbeit von:

Oeko-Buro

3, Place des BruyèresL-3701 RumelangeLuxemburg

Fertigstellung des Dossiers: 2017

Inhaltsverzeichnis

1. KURZBESCHREIBUNG UND ANLASS	FÜR DIE
UNTERSCHUTZSTELLUNG	1
2. RÄUMLICHE LAGE, BEGRENZUNG U	IND GRÖßE2
Lage und Begrenzung	2
Grösse und Flächenanteile	4
Verwaltungstechnische Einbindung	4
Katasterpläne	5
3. ALLGEMEINE BESCHREIBUNG	6
Abiotische Faktoren	6
Geologie und Geomorphologie	6
Böden	6
Hydrologie	7
Grundwasser	
Fließgewässer	7
Klima	9
Flächennutzung	9
Nutzungsformen	9
Ganzjahresbeweidung	10
Freizeitnutzung	12
Schutzziele	13
Natura 2000	
Biotope und Lebensräume	
Fauna	16

	Vögel	16
	Groβer Feuerfalter (<i>Lycaena dispar</i>)	
	Libellen und Heuschrecken	
F	Flora	24
4.	SCHÄDEN UND BEDROHUNGEN	26
Kon	nventionelle Landwirtschaft	26
Was	sserqualität	26
Dire	ekte Störungen der Fauna	27
5.	ZUKÜNFTIGE NUTZUNG, PFLEGE UND GESTALTUN	NG DES
NA	ATURSCHUTZGEBIETES	28
Lan	ndwirtschaftliche Extensivierungsmaβnahmen	29
V	Weiterführung der extensiven Ganzjahresbeweidung	29
E	Extensive Wiesennutzung	29
E	Extensive Grünlandnutzung	30
E	Extensivierungen im Acker	30
Ren	naturierung der Alzette	31
Anl	lage von Stillgewässern	31
Erh	nalt und Ausweitung des Schilfbestands	32
Ver	rbesserung der Wasserqualität	32
Sen	sibilisierung und Besucherlenkung	32
6.	LITERATUR	34
7.	ANHÄNGE	36

Anhänge:	
Anhang 1:	Karten
Anhang 2:	Artenlisten

1

1. Kurzbeschreibung und Anlass für die Unterschutzstellung

Das Gebiet "Dumonsthaff" wurde schon 1981 in der DIG auf der Liste der potentiellen

Naturschutzgebiete geführt. Auch im nationalen Naturschutzplan von 2007 (PNPN) und im

neuen nationalen Naturschutzplan von 2017 (PNPN2) figuriert das Gebiet weiterhin unter

den prioritär auszuweisenden nationalen Naturschutzgebieten (ZPIN 16). Da es sich

innerhalb eines europäischen Vogelschutzgebiets befindet, dient das Naturschutzgebiet

auch als reglementarische Umsetzung dieser Natura 2000 Zone (Anhang 1 – Karte 1).

Der Anlass für die Bestrebungen zur Unterschutzstellung des Gebietes "Dumontshaff"

bestand anfangs darin, den in der Alzetteaue gelegene Feuchtgebietskomplex aus

Schilfröhricht, kleinem Teich, nassen Hochstaudenfluren, Seggenwiesen und

Grauweidengebüsch zu erhalten. In diesen wenigen Restflächen von ursprünglich in der

Auelandschaft der Alzette charakteristischen Biotopen waren z.B. noch Teichrohrsänger

und Sumpfrohrsänger als Brutvögel anzutreffen. Da durch Drainagemaßnahmen die

entsprechenden Biotope weiträumig systematisch trocken gelegt wurden, galt diesen

Restflächen ein besonderer Schutz.

Im Rahmen eines LIFE+ Projektes wurde im Winterhalbjahr 2004/2005 ein Fließgewässer-

Renaturierungsprojekt im Bereich des zukünftigen Naturschutzgebietes durchgeführt, das

neben der Alzette auch den dort einmündenden Kiemelbaach mit einbezog.

Die in die Talaue tief eingeschnittenen begradigten Flussbetten wurden im Rahmen der

Renaturierung in eine breite, flache Mulde umgeformt, innerhalb derer sich die Gewässer

im natürlichen Thalweg ihren freien Lauf suchen können. Die ursprünglich bis an die

Steilufer der Alzette reichenden landwirtschaftlichen Nutzungsflächen, meist intensiv

genutzte Wiesen und Weiden, wurden im Kernbereich der Aue in das

Renaturierungsprojekt mit einbezogen und in extensive Ganzjahresweiden überführt, die

jetzt mit Galloway-Rindern bewirtschaftet werden.

ANF: Ausweisungsdossier Dumontshaff Schifflange – Mondercange – Bettembourg 2

Das geplante Schutzgebiet umfasst eine Fläche von insgesamt 119,5 ha. Es handelt sich

um ein Feuchtgebiet im Überschwemmungsbereich der Alzette und seiner Nebenbäche,

der Mess und der Kiemelbaach. Nach Abschluss der Renaturierung der Alzette im Winter

2005 hat sich der ökologische Zustand des Gebietes stark verbessert.

Die Renaturierung und die aktuelle Landnutzungn waren Anlass für eine Aufteilung des

geplanten Naturschutzgebietes in zwei Zonen:

eine Kernzone (Partie A): 76,3ha

eine Pufferzone (Partie B): 43,2ha

Dabei umfasst die Kernzone (Partie A) vor allem die eigentlichen Feuchtbereiche mit

eutrophem Stillgewässer, feuchten Hochstaudenfluren, mageren Glatthaferwiesen, Groß-

seggenriede, Röhrichten, Fliessgewässern, Calthion-Flächen und Nassbrachen. Die Puffer-

zone (Partie B) beinhaltet die zum Teil höher gelegenen angrenzenden landwirtschaftli-

chen Flächen, deren Bewirtschaftung aber Bereiche der Kernzone beeinflussen kann (An-

hang 1 – Karte 2).

2. Räumliche Lage, Begrenzung und Größe

Lage und Begrenzung

Eine frühere Fassung der Ausweisungsakte wurde 2009 erstellt. Diese basierte größten-

teils auf den Grenzen wie sie 1981 in der DIG vorgeschlagen wurden. Das vorgeschlagene

Gebiet umfasste 2009 eine Fläche von insgesamt 175,4 ha. Nachdem das Gebiet öffentlich

den Besitzern und Bewirtschaftern vorgestellt wurde, wurde aufgrund der verschiedenen

Einwände der Bewirtschafter eine neue Grenzziehung vorgenommen. Damit hat sich die

Fläche des Gebiets stark reduziert, was vor allem auf die kleinere Partie B zurückzuführen

ist. Auch die Kernzone (Partie A) wurde teilweise neu definiert um aktuellen Gegebenhei-

ANF: Ausweisungsdossier Dumontshaff Schifflange – Mondercange – Bettembourg ten (wie Vorkommen von Biotopen und Staatsflächen) Rechnung zu tragen Anhang 1 – Karte 3).

Tabelle 1: Veränderung der Flächenverhältnisse des Naturschutzgebiets Dumontshaff bedingt durch die Anpassung der Grenzziehung seit 2009.

	Fläche (ha)			
	2009	2016		
Partie A	81,8	76,3		
Partie B	93,6	43,2		
Total:	175.4	119,5		

Das nun geplante Naturschutzgebiet liegt im Südwesten des Großherzogtums an der Grenze zwischen den Gemeinden Mondercange, Schifflange und Bettembourg. Der nördliche Teil gehört dabei zur Ortschaft Bergem, Gemeinde Mondercange, der südliche zu Schifflange, während nur ein sehr kleiner Teil im äußersten Osten zu Noertzange, Gemeinde Bettembourg, gehört.

Im Nordwesten dient der C.R. 164 als Grenze. Im Nordosten reicht das Gebiet bis an die Mess. Im Osten grenzt es an die "Lameschermillen", die aber außerhalb liegt. Im Süden wird sie von der Zone non-aedificandi entlang der Collectrice du Sud bzw. dem C.R. 168 begrenzt. Die westliche Grenze bilden die Kläranlage bzw. der "Dumontshaff" heran, die außerhalb liegen (Anhang 1 – Karte 2).

Das Gebiet umfasst hauptsächlich die Feuchtgebiete im Überschwemmungsbereich der Alzette. Zwei andere Naturschutzgebiete liegen in unmittelbarer Umgebung: das Feuchtgebiet "Am Brill" in Schifflingen und das Feuchtgebiet "Am Bauch" in Foetz. Außerdem liegt das Gebiet Dumonsthaff innerhalb der Natura 2000 Vogelschutzzone « LU0002007 Vallée supérieure de l'Alzette » (Anhang 1 – Karte 1).

Die geographischen Koordinaten nach dem Gauß-Krüger-System sind:

Nördliche Breite: 64,5° Östliche Länge: 69,5°

Grösse und Flächenanteile

Die Gesamtfläche des zukünftigen Naturschutzgebietes beträgt 119,6 ha.

Territorium der Gemeinde Mondercange: 36,2 ha

Territorium der Gemeinde Schifflange: 78,1 ha

Territorium der Gemeinde Bettembourg: 5,2 ha

Tabelle 2. Eigentumsverhältnisse im Naturschutzgebiet Dumontshaff

Eigentümer		Flächen (ha)			
	Partie A	Partie B	Total	% der Gesamtfläche	
Gemeinde	17,2	3,3	20,4	17,1	
Staat	17,6	2,7	20,3	17,0	
Gemeindesyndikate natur&ëmwelt -	0,5	0,0	0,5	0,4	
fhN	5,0	0,0	5,0	4,1	
Privat	36,2	37,2	73,4	61,4	
Total	76,3	43,2	119,6	100,0	

(Anhang 1 – Karte 4)

Verwaltungstechnische Einbindung

Verwaltungstechnisch ist das geplante Naturschutzgebiet Bestandteil:

- Gemeinden: Mondercange, Schifflingen, und Bettembourg
- Naturverwaltung: Arrondissement Sud und Triages Kayl, Sanem, Bettembourg

Katasterpläne

Die Fläche des geplanten Naturschutzgebietes umfasst folgende Katastersektionen

(Anhang1 - Karte 4):

Commune de Mondercange section E Bergem

Commune de Schifflange section A Schifflange

Commune de Bettembourg section E Noertzange

6

3. Allgemeine Beschreibung

Abiotische Faktoren

Geologie und Geomorphologie

Geologisch ist das Gebiet von den Schichten des Oberen Lias mit den Unterstufen des

Toarciums geprägt. Diese Stufe ist nach Lucius wiederum in zwei Unterschichten unterteilt

(Anhang 1 - Karte 5).

Die Posidonienschiefer, die im unteren Teil (lo1) Bitumen enthalten und deren hangende

Horizonte nach dem Vorkommen bestimmter Leitfossilien in Kalkknollen werden als Bi-

fron-Schichten (lo2) bezeichnet. Die folgende Jurensis-Stufe setzt sich ebenfalls aus ver-

schiedenen Schichten zusammen, von denen nur der Voltzi-Mergel mit dem Crassus-

Horizont an der Basis (lo3) auftritt.

Im Bereich der fossilen und historischen Flussbewegungen von Alzette und Mess treten

nacheiszeitliche Alluvien auf, die als Flusssedimente bis in jüngste Zeit abgelagert werden.

Sie liegen als Auflage über den Voltzimergeln bzw. den Bifron-Schichten. Daneben treten

in Form von Rasenerzkonkretionen jungtertiäre Ablagerungen auf. An den Rändern der

Überschwemmungsgebiete findet man auch alluvial abgelagerte Höhenlehme.

Ganz im Norden wird eine Schicht des Oberen Domerium tangiert, das zum Pliensbachium

gehört. Die hier vorliegenden Spinatus-Schichten (lm3b), die eine mergelige und sandige

Fazies zeigen, bilden einen Grundwasserleiter, der in Tiefen über 35 m ansteht. Oberflä-

chennah treten Schichtwasserhorizonte in Tiefen zwischen 3 m und 5 m unter Gelände

auf.

Böden

Während die leicht gewellte Lias-Ebene von schweren tonigen Böden (Braunerden, Para-

braunerden und Pelosole, die mehr oder weniger stark vergleyt sind) bedeckt ist, liegen in

den Auen vorwiegend lehmige Alluvialböden von bis zu 3,50 Mächtigkeit vor.

Je nach Lage und Untergrund weisen die Böden starke Tendenzen zu Staunässebildung

(Vergleyung) auf.

7

Hydrologie

<u>Grundwasser</u>

Das Gebiet liegt im Bereich der Schwemmlandebenen der Flüsse Mess und Alzette, die

etwas weiter flussabwärts zusammenfließen. In dieser angeschwemmten Bodenschicht

liegt knapp unter der Oberfläche eine Grundwasserschicht da sich unter der Alluvialschicht

wasserstauende Schichten befinden.

<u>Fließgewässer</u>

Die Alzette, die in diesem Bereich früher begradigt war, wurde im Winterhalbjahr

2004/2005 renaturiert und fließt heute wieder in naturnahen Zustand durch das Gebiet.

Damit wurde ein Teil der Feuchtwiesen entlang der Alzette wieder hergestellt, die auf der

Ferraris Karte von 1778 noch großflächig zu sehen sind (Anhang 1 – Karte 6). Die Alzette-

Aue im geplanten Naturschutzgebiet ist heute charakterisiert durch ein flaches, breites

Hauptbett der Alzette im Thalweg sowie, im östlichen Bereich, mehrere kleine

Nebenarme, die mit der Alzette in Verbindung stehen. Angrenzend an die Alzette liegen

Feuchtwiesen bedingt durch hohen Grundwasserspiegel und häufige

Überschwemmungen. Auch der Kiemelbaach, der von Foetz aus ins Naturschutzgebiet

läuft und dort in die Alzette ausschüttet, wurde auf einer Länge von rund 600 m

renaturiert.

Durch die Renaturierung beider Fließgewässer wurden folgende Zielsetzungen verfolgt:

- Ökologie: durch die Verlegung des Baches in den natürlichen Thalweg und die

Verschüttung des künstlichen Alzette-Grabens am Rande der Aue wurden feuchte und

amphibische Zonen wiederhergestellt, indem der Fluss einen Teil seines natürlichen

Bettes zurückerhielt und der Grundwasserspiegel anstieg (siehe Luftbildaufnahme

Titelbild). Diese Maßnahme wirkte sich sehr positiv auf die Entwicklung der typischen

Vegetation der Feuchtgebiete aus und förderte die Ansiedlung einer angepassten

Fauna.

Natürliche Wasserretention: da sich das Wasser auch schon bei kleineren Hochwasser-Ereignissen schnell in der Aue ausbreiten kann ohne über einen tiefen künstlichen Kanal direkt flussabwärts evakuiert zu werden, kann sich das Wasser jetzt in der Aue aufstauen und nachher verlangsamt abfließen. Damit verringert sich das Hochwasserrisiko für urbanisierte Bereiche flussabwärts (z.B. Bettemburg).



Abb. 1: Bei starken Regenfällen oder Schneeschmelze bietet die Alzetteaue wichtige Wasseretentionsflächen die Überschwemmungen flussabwärts verhindern - © Jan Herr

- Selbstreinigungskraft des Gewässers: die Renaturierung fördert die Selbstreinigungskraft des Gewässers. Durch die erhöhte Wasseroberfläche und Turbulenzen wird der Austausch von Sauerstoff zwischen Luft und Wasserkörper gefördert. Dies fördert den Abbau von organischem Material durch Mikroorganismen. Außerdem bewirken die Wasserpflanzen der amphibischen Zonen eine Aufnahme von Nährstoffen aus dem Wasser bzw. regen den Abbau von Nährstoffen an.
- Attraktiveres Landschaftsbild: das Wiederherstellen einer funktionsfähigen Aue mit einem frei fließendem Gewässer und der Ausbildung einer natürlichen Vegetation trägt zu einem attraktiveren Landschaftsbild bei.

9

Klima

Das luxemburgische Klima ist gekennzeichnet durch je ein Niederschlagsmaximum im

Sommer und im Herbst, einer gemäßigten Temperaturamplitude und einer relativ kurzen

kalten Jahreszeit. Die Hauptwindrichtung ist Südwest. Das Klima ist somit subatlantisch.

Die durchschnittliche jährliche Lufttemperatur liegt bei 8,0 bis 8,5 Grad. In Richtung Lias-

Ebene und Alzettetal nimmt die durchschnittliche Jahrestemperatur um ca. 0,5 Grad zu.

Auch nehmen die Niederschläge (ca. 800 mm/Jahr) aufgrund der Leelage deutlich ab (bis

zu 25 Regentage weniger) und es gibt deutlich weniger Frosttage (80-90) im Vergleich zur

Minette (90-100).

Das allgemeine Klima wird vor allem bei relativer Windstille, also austauscharmen Wetter-

lagen durch geländeklimatische Effekte beeinflusst. Hierbei spielen lokale Luftaustausch-

prozesse eine wichtige Rolle, deren Ursachen in der unterschiedlich starken nächtlichen

Abkühlung bodennaher Luftschichten zu sehen sind.

Das geplante Naturschutzgebiet besitzt ein kühl-feuchtes Klima, das geprägt ist durch

häufige Dunst-, Nebel- und Taubildung sowie ständige Frischluftbildung. Die Ursache

hierfür liegt in der unmittelbaren Nähe zur Doggerhochfläche begründet. Die stärker

abkühlenden und somit schwerer werdenden Luftschichten auf der Doggerhochfläche

fließen, der Schwerkraft folgend, hangwärts und talwärts ab. Sie sammeln sich schließlich

in der Alzetteaue und können dort zu beachtlichen Abkühlungen führen, die sich insbe-

sondere im Winterhalbjahr durch Nebelbildung bemerkbar machen bzw. zu erhöhter

Bodenfrostgefahr führen können.

Flächennutzung

Nutzungsformen

Rund 85 % der Fläche des Naturschutzgebiets gilt als prämienfähige landwirtschaftliche

Nutzfläche. Allerdings ist auch der Großteil der ehemaligen Baumschule, sowie des Fluss-

lauf der Alzette in die Beweidung integriert. Im Kerngebiet des Naturschutzgebiets domi-

niert das Dauergrünland auf 81% der Fläche. Der Großteil dieses Grünlands wird auch aktuell schon extensiv bewirtschaftet (hauptsächlich extensive Viehweiden). Äcker sind in der Kernzone so gut wie nicht vorhanden.

In der Pufferzone dominiert das konventionell genutzte Dauergrünland, aber auch Äcker sind hier auf rund 30% der Fläche stark vertreten (siehe Tabelle 2).

Tabelle 3. Landnutzung im Naturschutzgebiet Dumontshaff

Nutzung	Partie A		Partie B		Parties A+B	
	ha	%	ha	%	ha	%
Acker	0,1	0,2	13,3	30,8	13,4	11,2
Grünland/Acker	0,1	0,2	0,9	2,1	1,0	0,9
Dauergrünland konventionell	14,7	19,2	20,0	46,2	34,7	29,0
Dauergrünland extensiv	47,2	61,8	6,3	14,6	53,5	44,7
Ehemalige Baumschule	4,2	5,5	0,0	0,0	4,2	3,5
Andere (Flusslauf, Stillgewässer, etc)	10,0	13,1	2,7	6,2	12,7	10,6
Summe	76,3	100	43,2	100	119,5	100

Ganzjahresbeweidung

Ein Teil der Feuchtwiesen in der geplanten Kernzone werden in Form der extensiven Ganzjahresweide von Galloway-Rindern beweidet (insgesamt 45 ha). Die Viehdichte beträgt maximal 0,8 GVE/ha. Wegen der geringen Viehdichte wächst das Gras im Frühling schneller als die Tiere es abweiden können.

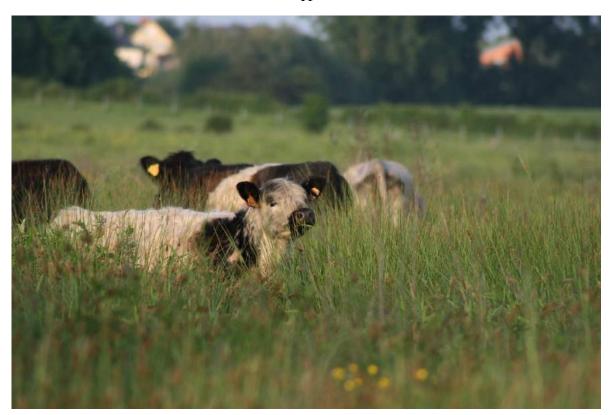


Abb. 2: Dank der niedrigen Viehdichte können die Galloway Rinder das Gras im Frühjahr weniger schnell abweiden als es aufwächst - © Jan HERR

Über den Sommer werden bevorzugt Süßgräser abgeweidet. So entsteht eine mosaikartige Grasnarbe mit über- und unterbeweideten Bereichen. Im Winter, wenn die Süßgräser nach und nach ganz abgeweidet sind, weiden die Galloways zunehmend die Sauergräser (also die typische Vegetation der Feuchtgebiete) ab. Außerdem werden verstärkt junge Gehölze verbissen. Damit bewirkt die Ganzjahresbeweidung in der Alzetteaue, dass Bereiche die bei einer reinen Sommerbeweidung nicht von den Tieren genutzt werden trotzdem abgeweidet werden. So wird einer möglichen Verbuschung entgegengewirkt und das Offenland wird, mitsamt seinen charaktergebenden Flora und Fauna, erhalten (Herr 2010, Parries et al 2014).

Da die renaturierte Alzette nicht aus der sehr extensiven Beweidung ausgeklammert wurde, entstehen durch Fraß und Tritt im feuchten Uferbereich Strukturen die der Biodiversität förderlich sind, indem sie Keimstellen für Pionierpflanzen, Schlammflächen für Watvögel oder Deckung für Amphibien bieten (Herr 2010). Auch wenn der direkte Einfluss der hier praktizierten extensiven Beweidung auf die Wasserqualität der Alzette noch nicht untersucht wurde, ist auf Grund der niedrigen Nutzungsintensität der Feuchtbereiche und des Flusslaufes durch die Galloways (Parries et al. 2014), sowie genereller Erkenntnisse aus anderen Studien (Herr 2010), nicht von einem negativen Einfluss auszugehen.



Abb. 3: GPS Daten zeigen dass der Flusslauf und die Feuchtbereiche verhältnismässig wenig von den Galloways genutzt werden - © ANF

Freizeitnutzung

2011 wurde von der Naturverwaltung im Gebiet ein 4,5 km langer Lehrpfad angelegt der es Besuchern erlaubt durch das gesamte Gebiet (außer den Feuchtflächen im Osten des Gebiets) zu wandern. Der Weg kann eigenständig genutzt werden, es werden aber auch regelmäßig vom Naturschutzzentrum "Ellergronn" der Naturverwaltung Führungen durchs Gebiet angeboten. Zum Lehrpfad gehört ein Aussichtsturm aus Holz der es Besuchern

erlaubt sich aus der Höhe eine Aussicht über die renaturierte Flussaue zu verschaffen. Außerdem erhält man auf mehreren im Gebiet aufgestellten Tafeln Informationen über die Vögel, die Renaturierung und die landwirtschaftliche Nutzung. Passend zum Lehrpfad wurde ein Faltblatt und eine Broschüre erstellt die im Naturschutzzentrum "Ellergronn" zu beziehen sind (Administration de la nature et des forêts 2011).



Abb. 4: Ein 4,5 km langer Lehrpfad führt durch das Naturschutzgebiet Dumonsthaff - © ANF

Schutzziele

Natura 2000

Das geplante Naturschutzgebiet ist wichtiger Bestandteil des Vogelschutzgebietes LU0002007 "Vallée supérieure de l'Alzette". Das Natura 2000 Gebiet hat eine Größe von 1230 ha und erstreckt sich entlang des Tals der Alzette von Esch/Alzette bis nach Hesperange. Die Ausweisung des Naturschutzgebiets entspricht einer reglementarischen Maßnahme um die Zielsetzungen des Natura 2000 Gebiets umzusetzen. Das nationale Naturschutzgebiet kann demnach als "Kernzone" oder "Hotspot" des europäischen Vogel-

14

schutzgebiets betrachtet werden.

Das Vogelschutzgebiet schließt Teile der Gemarkungen von Esch/Alzette, Mondercange,

Schifflange, Bettemburg, Roeser und Hesperange ein. Das Schutzgebiet umfasst in erster

Linie den Oberlauf der Alzette. Außer dem geplanten Naturschutzgebiet Dumonsthaff gibt

es in dem Natura 2000 Gebiet noch fünf weitere schon ausgewiesene Naturschutzgebiete:

Am Bauch (Mondercange), Am Pudel (Esch/Alzette), Am Brill (Schifflange), Stréissel (Bet-

temburg), Roeserbann (Roeser, Hesperange).

Ein Natura 2000 Managementplan wurde im Jahr 2004 ausgearbeitet (Administration des

Eaux et Forêts 2004). Eine Überarbeitung des besagten Managementplans ist für Ende

2017 geplant.

Die Schutzziehle innerhalb des Naturschutzgebiets Dumontshaff leiten sich demnach

größtenteils von den Schutzziehlen des Natura 2000 Gebiets ab.

Biotope und Lebensräume

Das Naturschutzgebiet kann eine hohe Dichte an geschützten Biotopen aufweisen (An-

hang 1 - Karte 7). Insgesamt sind 37% der Fläche des Gebiets mit Biotopen bedeckt (Ta-

belle 3). Diese gliedern sich in zwei Kategorien:

1) National nach Artikel 17 des Naturschutzgesetzes geschützte Biotope (BK) und Le-

bensräume von geschützten Arten:

Es handelt ich dabei ausschließlich um Biotope des Feuchtgrünlands (Grosssegen-

riede BK04, Sumpfdotterblumenwiesen BK10 und Nassbrachen BK11) und der Ge-

wässer (Fliessgewässer BK12 und Stillgewässer BK08). Der Großteil dieser Biotope

ist auf die Renaturierung der Alzette zurückzuführen. Darüberhinaus unterliegen

generell Lebensräume die von geschützten Arten genutzt werden einem strengen

Schutz, so auch am Dumontshaff.

2) Lebensraumtypen nach Anhang I der Habitatdirektive

Auch wenn Lebensraumtypen des Anhang I der Habitatdirektive nicht als solches Ziel des Vogelschutzgebiets sind, spielen die vier hier im Gebiet vorkommenden Anhang I Lebensräume trotzdem eine wichtige Rolle, teils auch als Lebensraum für Ziearten des Vogelschutzgebiets.

Der Schutz dieser Biotope und Lebensräume spielt dank ihrer landesweiten Seltenheit im nationalen Naturschutzgebiet automatisch eine prioritäre Rolle. Darüber hinaus bieten sie aber auch den durch das Vogelschutzgebiet geschützten Vögeln Lebensraum und sind so automatisch auch Schutzziel des Natura 2000 Gebiets (siehe Kapitel Vögel S. 15).

Dominiert wird das Gebiet von mageren Glatthaferwiesen und Röhrichten, die sich auf die Kernzone konzentrieren. Bei den Röhrichten handelt es sich zum großen Teil um Wasserschwaden-Röhrichte (Glyceria). Hochwüchsige Schilf- und Rohrkolbenröhrichte sind im Gebiet weniger verbreitet.

Genaue Beschreibungen der in Tabelle 3 aufgelisteten Biotoptypen findet man im "Leitfaden zu Bewirtschaftung der nach Artikel 17 des Naturschutzgesetzes geschützten Offenlandbiotope" (Ministère du développement durable et des infrastructures & Ministère de l'agriculture, de la viticulture et de la protection des consommateurs 2014) sowie in der rezent durchgeführten Biotopkartierung im Gebiet Dumontshaff (natur&mwelt/Fondation Hellef fir d'Natur 2015).

Tabelle 4: National geschützte Biotope und Lebensräume von gemeinschaftlichem Interesse des Naturschutzgebiets Dumonsthaff

Biotoptyp	Fläche (ha)				
		Partie A	Partie B	Gesamt	% Gesamtfläche Naturschutzgebiet
Eutrophe Stillgewässer	3150	0,22	0,00	0,22	0,19
Fließgewässer mit fluten-					
der Wasservegetation	3260	2,81	0,00	2,81	2,35
(Ranunculion fluitantis)					
Feuchte Hochstaudenfluren	6430	0,49	0,02	0,51	0,43
Magere Glatthaferwiese	6510	12,51	3,34	15,85	13,26
Großseggenriede	BK04	1,34	0,00	1,34	1,12
Röhrichte	BK06	9,15	0,00	9,16	7,66
Stillgewässer	BK08	0,05	0,05	0,10	0,08
Sumpfdotterblumenwiesen	BK10	3,08	0,38	3,45	2,89
Nassbrachen	BK11	2,87	0,46	3,33	2,79
Fließgewässer	BK12	0,35	0,00	0,35	0,29
Total Biotop:		32,9	4,3	37,1	31,1

Fauna

<u>Vögel</u>

Das "Règlement grand-ducal du 4 janvier 2016 modifiant le règlement du 30 novembre 2012 portant désignation des zones de protection spéciale A - N° 258" gibt für das Vogelschutzgebiet *LU0002007 Vallée supérieure de l'Alzette* 42 Vogelarten als Brutvögel bzw. Durchzügler oder Überwinterer an. Hierunter finden sich 18 Vogelarten, die nach Anhang I der Vogelschutzdirektive 2009/147/EC einem besonderen, europaweiten, Schutzstatus unterliegen. Weitere 15 Arten sind als ziehende Vogelarten gemäß Art. 4 Abs. 2 der EU-Vogelschutzdirektive eingestuft. Eine Gesamtartenliste sowie eine Karte mit Fundpunkten der nachgewiesenen Arten befinden sich im Anhang 2.

Lebensräume für Vögel

Da der Schutz dieser Vogelarten ebenfalls den Schutz und die Wiederherstellung derer Lebensräume benötigt, zielt das Natura 2000 Gebiet "Vallée supérieure de l'Alzette" auch darauf ab folgende Lebensräume zu schützen:

- Dauergrünland mit spätem bis sehr spätem ersten Schnitt
- Feuchtgrünländer
- Feuchtgebiete
- Schlammflächen
- Schilfflächen
- Brachen und Brachestreifen
- mosaikartige Vorkommen von Weiden, Wiesen und Mähweiden in der Landschaft.

Der Schutz und die Entwicklung dieser Lebensräume sollen demnach auch auf engem Raum im Naturschutzgebiet Dumonsthaff im Vordergrund stehen.



Abb. 5: Feuchtgrünland zählt zu den wichtegsten Lebensräumen für Vögel im Naturschutzgebiet - © Guy Hoffmann

Wertgebende Vogelarten

Das Gebiet Dumontshaff kann seiner Rolle als Vogelschutzgebiet absolut gerecht werden.

Insgesamt wurden im Gebiet zwischen 2011 und 2016 130 Vogelarten nachgewiesen. Der

Wert des Gebiets erkennt man auch dadurch, dass es das ganze Jahr über Vögeln Lebens-

raum bietet. In der Tat wird das Gebiet sowohl von Brutvögeln, wie auch von Durchzüg-

lern, Wintergästen und Nahrungsgästen genutzt (Anhang 1 - Karte 8).

Bemerkenswert für das Gebiet Dumonsthaff ist das Vorkommen des Weißstorches. Schon

2004 wurde er als eine der Hauptzielarten des Gebiets im Natura 2000 Managementplan

gehandelt. Seit der Renaturierung wurde die Art regelmäßig im Gebiet festgestellt. In den

Anfangsjahren handelte es sich vor allem um Gruppen von bis zu 15 juvenilen Jungstör-

chen die im Frühjahr auf der Migration Richtung Norden im geplanten Naturschutzgebiet

über mehrere Tage Halt machten. Im Frühjahr 2013 kam es zum ersten Mal zu einer Brut

von Weißstörchen an der Lameschermillen, auf einer seit mehreren Jahren vorhandenen

Plattform. Seither kam es hier jedes Jahr zu einer Brut oder einem Brutversuch. Die Stör-

che nutzen die Feuchtwiesen und -weiden im Gebiet zur Nahrungssuche, beschränken sich

aber nicht auf den renaturierten Bereich der Alzette am Dumonsthaff.

Ein 2008 und 2011 durchgeführtes Vogel-Monitoring hat gezeigt wie wertvoll die renatu-

rierten und extensiv bewirtschafteten Bereiche des Dumonsthaff für die Vogelwelt sind. In

der Tat konnten Reviere von wiesenbrütenden Vögeln, wie Schafstelze und Wiesenpieper,

nur noch hier kartiert werden, während die restlichen Grünlandbereiche rund um Bergem

von Wiesenvögeln unbesiedelt waren (Centrale ornithologique, 2011).





Abb. 6: (a) Seit der Renaturierung wird das Gebiet wird von durchziehenden Jungstörchen heimgesucht - © Jan Herr; (b) 2013 haben erstmals Störche im Gebiet gebrütet - © Patric Lorgé.

Das Gebiet Dumontshaff wird allerings auch von Vogel-Arten genutzt die nicht in den Feuchtflächen brüten. Sie brüten in an die Aue angrenzenden, trockeneren Standorten, nutzen die Aue aber zur Nahrungssuche.



Abb. 7: Die Schafstelze ist eine von mehreren Vogelarten die in den extensiv genutzten Grünlandern des Gebiets brüten - © Guy Hoffmann

Tabelle 5: Wertgebende Vogelarten der Vogelschutzzone, die auch innerhalb des Naturschutzgebietes Dumontshaff nachgewiesen wurden (Quelle: COL, Süßmilch).

EU-Code	Art	VS-RL	RL Lux.	Status	Quelle
A297	Acrocephalus scirpaceus Teichrohrsänger	Art. 4 (2)	4	n, m, vu, ra, sp	COL
A247	Alauda arvensis Feldlerche	Art. 4 (2)	3	n, m, vu, ra	COL
A229	Alcedo atthis Eisvogel	Anhang I	4	n, vu, ra	COL
A257	Anthus pratensis Wiesenpieper	Art. 4 (2)	2	n, m, vu, ra	COL
A136	Charadrius dubius Flussregenpfeifer		4	n, m, ra,	Süß- milch

EU-Code	Art	VS-RL	RL Lux.	Status	Quelle
A030	<i>Ciconia ciconia</i> Weißstorch	Anhang I		m, vu, ra	COL
A113	Coturnix coturnix Wachtel	Art. 4 (2)	2	n, m, vu, ra	COL
A122	<i>Crex crex</i> Wachtelkönig	Anhang I	1	n, di, vu, sp	COL
A381	Emberiza schoeniclus Rohrammer		4	n, vu, ra, sp	Süß- milch
A153	<i>Gallinago gallinago</i> Bekassine	Art. 4 (2)	0	[n], m, h, di, vu, sp	COL
A338	<i>Lanius collurio</i> Neuntöter	Anhang I	4	n, vu, ra	COL
A073	<i>Milvus migrans</i> Schwarzmilan	Anhang I	4	n, ra	COL
A074	<i>Milvus milvus</i> Rotmilan	Anhang I	3	n, vu, ra	COL
A260	<i>Motacilla flava</i> Wiesenschafstelze	Art. 4 (2)	2	n, m, vu, ra	COL
A112	<i>Perdix perdix</i> Rebhuhn		2	n, vu, ra	COL
A151	<i>Philomachus pugnax</i> Kampfläufer	Anhang I		m, vu, ra, sp	COL
A235	<i>Pircus viridis</i> Grünspecht			n, vu, ra	COL
A118	<i>Rallus aquaticus</i> Wasserralle	Art. 4 (2)	4	n, m, h, vu, ra, sp	COL
A275	<i>Saxicola rubetra</i> Braunkehlchen	Art. 4 (2)	1	n, m, di, vu	COL
A166	<i>Tringa glareola</i> Bruchwasserläufer	Anhang I		m, ra, sp	COL
A162	<i>Tringa totanus</i> Rotschenkel	Art. 4 (2)		m, ra, sp	COL
A142	<i>Vanellus vanellus</i> Kiebitz	Art. 4 (2)	1	n, m, di, vu	COL

<u>Groβer Feuerfalter (Lycaena dispar)</u>

Neben den Vogelarten des Anhangs I der Vogelschutzdirektive listet der Standarddaten-

bogen (Eunis) zwei Arten des Anhangs II (Großer Feuerfalter und Kammmolch) der Habi-

tatdirektive auf, wovon aber nur der Große Feuerfalter im Dumontshaff nachgewiesen

wurde.

Im Zuge von stichprobenartigen Kontrollen entlang der Alzette wurde der Große Feuerfal-

ter seit der Renaturierung regelmäßig (2006, 2007, 2009, 2012) im Naturschutzgebiet

Dumontshaff festgestellt (Oekobüro 2012; Ecotop 2009). Die Art lebt in Feuchtwiesen,

Feuchtbrachen und an Gewässerrändern, wo auch die Raupenfutterpflanzen (vor allem

Rumex-Arten) wachsen. Auf der Roten Liste wird die Art als "stark gefährdet" geführt. Die

Populationsdichte ist sehr gering. Ihr Verbreitungsschwerpunkt liegt vor allem im südli-

chen Gutland.

Auch wenn im Zuge von stichprobenartigen Kontrollen kein Fortpflanzungsnachweis

(durch Ei- oder Larvenfund) gelang, ist eine Reproduktion des Großen Feuerfalters im

Naturschutzgebiet anzunehmen. Im Umfeld der Feuchtgebiete existieren auf größerer

Fläche geeignete Larvalhabitate, etwa entlang von Säumen oder Staudenbrachen der

vorhandenen Wiesenflächen, welche geeignete Bestände der bevorzugten Raupenpflan-

zen als Larvalhabitate aufweisen. Auch die blüten- und damit nektarreichen Vegetations-

bestände entlang von Böschungen und Wegrändern besitzen eine hohe Eignung als Nah-

rungslebensraum sowie als Vernetzungskorridor für umhervagabundierende Falter. Für

die Erhaltung lokaler Populationen ist eine gute Vernetzung der Teilhabitate von hoher

Bedeutung, da die Reproduktionshabitate oft kleinflächig und instabil sind.



Abb. 8: Der Große Feuerfalter (*Lyaena dispar*) wird auf Anhang II der FFH-Richline geführt und wurde auch im Dumontshaff nachgewiesen - © Roland Proess

<u>Libellen und Heuschrecken</u>

Vom Büro Ecotop wurden Untersuchungen zur Heuschrecken- und Libellenfauna im Bereich der Alzetterenaturierung erstellt (Ecotop 2009, 2013). Die nachgewiesenen Arten sind im Anhang 2 aufgeführt.

Seit der Renaturierung der Alzette und der Kiemelbaach hat die Artenanzahl der Libellen im Gebiet stark zugenommen. Wurden 2004 nur 5 Liebellenarten im Gebiet nachgewiesen, ist diese Zahl 2009 bis auf 22 Arten gestiegen. Die jährlich anzutreffende Anzahl an Arten hat sich zwischen 2006 und 2013 auf zwischen 20 und 22 Arten eingependelt. Kumuliert wurden über diesen Zeitraum bereits 30 verschiedene Arten im Gebiet festge-

stellt. Hier handelt es sich hauptsächlich um Arten der Stillgewässer. Leider ist die schlechte Wasserqualität der Alzette wohl das grösste Hindernis für die Vermehrung der Libellen im Gebiet (Ecotop, 2013).

Flora

Im Rahmen des vorliegenden Ausweisungsdossiers wurde im Sommerhalbjahr 2007 eine Kartierung der Vegetationsstrukturtypen durchgeführt und nebenbei eine Artenliste der höheren Pflanzen erstellt. Die Artenliste ergab damals 180 Arten. Einige dieser Arten sind heute nicht mehr anzutreffen. Es handelt sich um Pionierarten die sich nach der Renaturierung eingestellt hatten, danach aber durch die natürliche Sukkzession verschwunden sind. Die Entwicklung der Flora und Vegetation wurde aber seit der Renaturierung mehrfach untersucht (u.a. Wehke 2006, Moes & Zimmer 2008, Fondation Hëllef fir d'Natur 2009). Diese Daten sind zusammengefasst in der Broschüre "Zone naturelle Dumontshaff"

(Administration de la nature et des forêts 2011). Den aktuellen Zustand der Vegetation beschreibt Wehke (natur&ëmwelt/Fondation Hëllef fir d'Natur 2015; siehe Artenliste in Anhang 2). Insgesamt wurden im Jahr 2015 schon 269 Pflanzenarten im Gebiet kartiert. Darunter befinden sich verschiedene sehr seltene Arten wie z.B. der Zungen-Hahnenfuss (Ranunculus lingua) der in Luxemburg lange als ausgestorben galt und jetzt auf einer Fläche von rund 100 m² fast homogen wächst.



Abb. 9: Der Zungen-Hahnenfuss galt in Luxemburg als ausgestorben bis er im Gebiet Dumontshaff wieder nachgewiesen werden konnte - © Roland Proess

Tabelle 6: Liste der sehr seltenen oder in Luxemburg vom Aussterben bedrohten Pflanzen die zwischen 2009 und 2015 im Naturschutzgebiet Dumonsthaff nachgewiesen wurden.

		Rote Liste
Wiss. Artname	Dt. Artname	(nach Colling, 2005)
Carex riparia	Ufer-Segge	EN (endangered)
Dactylorrhiza incarnata	Fleischfarbenes Knaben- kraut	CR
Nasturtium officinale	Echte Brunnenkresse	EN
Oenanthe fistulosa	Röhriger Wasserfenchel	CR (critically endangered)
Ranunculus lingua	Zungen-Hahnenfuß	RE (regionally extinct)
Ranunculus sceleratus	Gift-Hahnenfuß	EN
Schoenoplectus tabernae- montani	Salz-Teichsimse	CR
Scrophularia auriculata	Wasser-Braunwurz	CR
Senecio aquaticus agg.	Artengruppe Wasser- Greiskraut	EN
Typha angustifolia	Schmalblättriger Rohrkolben	EN
Veronica anagallis- aquatica	Blauer Wasser-Ehrenpreis	CR
Veronica catenata	Roter Wasser-Ehrenpreis	CR
Veronica scutellata	Schild-Ehrenpreis	EN

4. Schäden und Bedrohungen

Konventionelle Landwirtschaft

Die wahrscheinlichste Beeinträchtigung einer positiven Entwicklung des Naturschutz-

gebietes, wie sie im Maßnahmenteil als Idealentwicklung beschrieben wird, stellt die

Weiterführung der bisher betriebenen, konventionell-intensiven Landwirtschaft in der

Pufferzone (Partie B) dar. 2015 getätigte Nachkartierungen von Biotopen, die im Zuge der

Erstellung des nationalen Biotopkatasters kartiert wurden (2009 oder 2012), haben

gezeigt, dass die aktuelle Nutzung diese Biotope zum Teil stark beeinträchtigt hat.

Teilweise konnte deren Verschwinden oder deren Verschlechterung festgestellt werden.

Dies betraf vor allem die mageren Galtthaferwiesen der Pufferzone.

Die konventionelle Ackernutzung sowie Grünlandnutzung (mit Einsatz von Pestiziden und

Dünger) in der südlichen Hälfte des Gebiets kann dazu beitragen, dass Nährstoffe und

Pestizide Richtung Kernzone (Partie A) ausgewaschen werden. Auch bieten diese Äcker

momentan wenig bis keinen Lebensraum und Futter für wichtige Zielarten der

Vogelschutzzone und des Naturschutzgebiets (z.B. Ackervögel wie Feldlerche, Wachtel).

Wasserqualität

Die Wasserverwaltung misst jährlich physiko-chemische Parameter der

Oberflächengewässer. Die Messdaten von 2016 zeigen, dass die Physiko-chemischen

Messwerte der Alzette aktuell als mäßig eigestuft werden können (Stufung: sehr gut – gut

- mäßig) (Tabelle 6). Dies ist vor allem auf zu hohe Ammonium-, Nitrit- und Phosphatwerte

zurückzuführen. Auch der biochemische Sauerstoffbedarf liegt leicht über der 3 mg/L

Grenze. Der biologische Zustand (Mikroorganismen) des Gewässers ist ebenfalls als

schlecht zu bewerten (Stufung: sehr gut - gut - mäßig - unzureichend - schlecht)

(mündliche Mitteilung, Wasserverwaltung 2016)

ANF: Ausweisungsdossier Dumontshaff Schifflange – Mondercange – Bettembourg

Tabelle 7: Messdaten physiko-chemischer Parameter an zwei Messtationen flussaufwärts und einer Messstation flussabwärts des Naturschutzgebiets Dumonsthaff (Administration de la gestion de l'eau 2016) (rot: mäβig, grün: gut; Werte in mg/L).

Messstation	Ammonium NH4	Nitrites NO2	o-Phosphate P	Nitrates NO3	Oxygène dissous	Demande biochim. O ₂ . (DBO)
Esch Grenze Schifflange	1,02	0,43	0,27	10,30	7,28	3,34
STEP	0,63	0,36	0,21	8,45	7,53	3,83
Dumontshaff			Pas	de données		
Noerzange	1,01	0,54	0,28	11,17	6,63	3,66

Die physiko-chemischen Werte sind schon mäßig wenn die Alzette nach Luxemburg hereinfließt (Messstation "Esch Grenze"). Diese Qualität verbessert sich kaum bis zur Messstation "Schifflange STEP", also bis kurz vor der Kläranlage. In Noertzange (etwa 1 km flussabwärts der Lameschermillen) sind die Werte leicht schlechter als in Schifflange. Dies ist sicherlich auch auf den Einfluss der Kläranlage auf das Gewässer zurückzuführen.

Diese starke Verschmutzung der Alzette stellt einen nachhaltigen negativen Einfluss auf das Fließgewässer- und Feuchtwiesenökosystem dar. Die ausgesprochen nährstoffreichen Sedimentfrachten verfälschen darüber hinaus das Vegetationsgefüge im Überschwemmungsbereich.

Direkte Störungen der Fauna

Störungen können auch von Besuchern des Gebietes auf empfindliche Brutvögel und Wintergäste ausgehen. Dies trifft vor allem auf die östlichen Bereiche des Gebiets zu wo sich der Großteil der Vögel der Feuchtgebiete und extensiven Grünländern aufhält. Solche Störungen können sowohl von Menschen wie auch von Hunden ausgehen die nicht an der Leine geführt werden. Letztere sind aber auch hinsichtlich der Beweidung mit Rindern problematisch.



Abb. 10: Häufige, durch Menschen und Hunde bewirkte, Störungen können sich negativ auf die Vögel auswirken – hier Krickenten beim Aufflug - © Guy Hoffmann

5. Zukünftige Nutzung, Pflege und Gestaltung des Naturschutzgebietes

Generell soll sich die landwirtschaftliche Nutzung des Gebiets, sowie weitere Pflege- und Gestaltungsmaßnahmen an den bestehenden und zukünftigen Natura 2000 Managementplänen orientieren. Diese legen die übergeordneten Zielsetzungen fest und schlagen konkrete Maßnahmen für verschiedene thematisch abgegrenzte Zonen fest. Die Managementpläne werden im Prinzip alle 10 Jahre angepasst.

In der vorliegenden Ausweisungsakte werden flächenscharfe Maßnahmen vorgeschlagen die konkret dazu dienen sollen die Langzeitziele der Vogelschutzzone zu erreichen (Anhang 1 - Karte 9). Die Umsetzung dieser Maßnahmen beruht teilweise auf obligatorischen Verboten die per Règlement grand-ducal im Ramen der Gebietsausweisung festgelegt werden (z.B. unterlassene Düngung und Pestizideinsatz), hauptsächlich aber auch auf

Maßnahmen die nur im Einvernehmen zwischen Flächeneigentümern, Bewirtschaftern

und den zuständigen Verwaltungen umgesetzt werden können. Es handelt sich also bei

den folgenden Maßnahmen um Vorschläge wie die optimale Nutzung des Gebiets ausse-

hen könnte.

Biodiversitätsverträge zur Bewirtschaftung liegen bereits in nicht unerheblichem Umfang

vor und sollten in Zukunft verlängert bzw. auch auf weiteren Flächen durchgeführt wer-

den. Für das zukünftige Naturschutzgebiet werden darüber hinaus folgende Maßnahmen

vorgeschlagen:

Landwirtschaftliche Extensivierungsmaßnahmen

Weiterführung der extensiven Ganzjahresbeweidung

Dank der extensiven Ganzjahresbeweidung mit max. 0,8 GVE/ha hat sich der Großteil der

Kernzone in eine abwechslungsreiche und artenreiche Auenlandschaft entwickelt, in der

sich artenreiches Feuchtgrünland, kleine Auwaldbereiche, Gehölzgruppen, Schilfgebiete

und Hochstaudenfluren mosaikartig abwechseln. Diese Ganzjahresbeweidung sollte auf

der aktuellen Fläche weitergeführt werden. Nimmt der Gehölzanteil zuviel zu, können

auch Entbuschungsmassnahmen vorgesehen werden um den offenland-Charakter der Aue

zu gewährleisten.

Extensive Wiesennutzung

Flachlandmähwiesen und Feuchtwiesen die im Zuge des Biotopkatasters als Biotop (6510

oder BK10) kartiert wurden, sollten in Zukunft idealerweise als Mähwiesen weitergenutzt

werden und nach den Vorgaben des Biotopkatasterleitfadens bewirtschaftet werden

(unterlassene Düngung und später Schnitt). So können diese Wiesenbiotope erhalten

werden und bilden außerdem wichtige Lebensräume für Vögel des extensiven Grünlands

wie z.B. Wiesenpieper und Schafstelze. Die Umsetzung der Maßnahme kann über Bio-

diversitätsprämien gefördert werden.

Extensive Grünlandnutzung

Grünland das aktuell nicht als Biotop kartiert ist sollte in Zukunft generell extensiv bewirt-

schaftet werden. Hier kann situationsbedingt Beweidung (ganzjährig oder saisonal), Mahd

und Mähweide zum Einsatz kommen. Somit tragen diese Flächen dem allgemeinen Ziel

des Erhalts und der Förderung des mosaikartig ausgeprägten extensiven Grünlands als

Lebensraum für Vögel (z.B. Rotmilan) bei.

Extensivierungen im Acker

Äcker werden von verschiedenen Zielarten des Vogelschutzgebiets als Lebensraum zum

Brüten, zur Futtersuche oder für Deckung genutzt. Zu diesen Arten zählen vor allem Vögel

wie Feldlerche, Rebhuhn, Wachtel, Kornweihe, teilweise aber auch Kiebitz die im Acker

brüten oder auf Nahrungssuche gehen. Wichtig sind Fehlstellen zum Nestbau, sowie das

Vorhandensein von einer hohen Diversität an Insekten und Samen zum Decken des Fut-

terbedarfs. Strukturelemente im Acker sind wichtig um diesen Arten Deckung und Schutz

vor Fressfeinden zu bieten. Folgende Maßnahmen können gezielt im Acker mit Hilfe von

Biodiversitätsverträgen umgesetzt werden:

a) Feldlerchenfenster – Bereiche von 24 m2 pro Fenster die nicht eingesät werden

und so der Feldlerche die Möglichkeit zum Nisten geben. Diese können ansonsten

wie der Rest des Ackers mit bewirtschaftet werden.

b) Blühstreifen – sie werden meist im Randbereich der Äcker eingesät. Durch die ho-

he Dichte und Diversität an Blüten- und Kulturpflanzen und den Verzicht auf Pesti-

zideinsatz im Bereich des Streifens, charakterisieren sie sich durch eine hohe

Diversität an Insekten (z.B. Bestäuber wie Wildbienen), und Samen die für eine

Reihe von Vögeln eine wichtige Nahrungsressource bieten. Da diese Blühstreifen

meist mehrjährig sind, bilden sie zudem Strukturen im ansonsten ausgeräumten

Acker die Vögeln und anderen Tieren (z.B. Hasen) das ganze Jahr über Deckung

bieten.

c) Brachestreifen und -flächen - Wiesenbrachen angelegt als Streifen entlang oder

innerhalb von Äckern dienen Dank der unterlassenen Nutzung als Deckungs- und

Nahrungslebensräume für Kleinsäuger und Vögel, die wiederum von Greifvögeln

wie Rot- und Schwarzmilan abgesucht werden.

Auch wenn der Ackerwildkräuterschutz nicht direktes Ziel des Natura2000 Gebiets ist, so

ist diese Ackerbegleitflora mittlerweile in Luxemburg so selten geworden, dass jegliche

Maßnahmen um diese zu fördern wichtig sind. Dies trifft besonders auf nationale Natur-

schutzgebiete zu die hier einen wichtigen Beitrag leisten können. Folgende Maßnahme

sollte gezielt auf Äckern eingesetzt werden:

d) Ackerrandstreifen – diese werden nicht gedüngt und nicht mit Pflanzenschutzmit-

teln gespritzt. Sie werden jedoch wie der Rest des Ackers mit Getreide eingesät

und umgepflügt. Belässt man diese Randstreifen über mehrere Jahre an gleicher

Stelle können sich Ackerwildkräuter entwickeln. Da diese Randstreifen auch viele

Insekten anziehen, dienen Sie außerdem als Nahrungslebensraum für Vögel.

Renaturierung der Alzette

Die Renaturierung der Alzette, die momentan bis zu Lameschermillen geht, könnte fluss-

abwärts entlang der Mühle auf einer Länge von etwa 600 m fortgesetzt werden. Ziel wäre

es das Wasser teilweise in den Tiefpunkt der Aue zurückzuverlegen. Da die Flächen nur

teilweise dem Staat gehören, wäre diese Maßnahme natürlich nur umsetzbar wenn mit

den betroffenen Grundbesitzern und Bewirtschaftern entsprechende Einigungen gefun-

den werden können.

Anlage von Stillgewässern

Die Anlage von Stillgewässer ist im Zuge der Renaturierung der Alzetteaue nicht durchge-

führt worden. Der bereits vor einigen Jahren angelegte Tümpel im Osten des Gebietes

zeigt, zu welch artenreichen Lebensräumen sich offene Wasserflächen entwickeln können.

Gerade für Amphibien und Libellen, aber auch für Wasservögel wie Teichralle und Bläss-

huhn sowie Krick- und Stockente spielen sie eine wichtige Rolle. Im Bereich der Alzetteaue

könnten 2-4 weitere Stillgewässer auf öffentlichen Flächen, möglichst mit Anbindung an

den Grundwasserspiegel, angelegt werden. Diese Tümpel könnten auch dem Kammmolch

als Trittsteinbiotope dienen.

Der bestehende Tümpel wird aktuell durch die im Uferbereich stehenden Weidengebü-

sche stark beschattet. Diese Gebüsche sollten teilweise, zumindest am süd-westlichen

Ufer, auf den Stock gesetzt werden um die Beschattung des Gewässers zu reduzieren.

Erhalt und Ausweitung des Schilfbestands

Der einzige richtige Schilfbestand im Naturschutzgebiet sollte unbedingt erhalten werden.

Ideal wäre es den Bestand in der Fläche etwas zu vergrößern, was durch eine Ausdehnung

der Umzäunung und einem Zurückdrängen der Weidengebüsche im Schilfbestand zu

erreichen wäre. Profitieren würden hierdurch unter anderem Teichrohrsänger und Rohr-

ammer.

Verbesserung der Wasserqualität

Um die Wasserqualität der Alzette im Naturschutzgebiet zu verbessern ist es notwendig

die Kläranlage auszubauen damit das Wasser, das zurück in die Alzette geleitet wird, von

bestmöglicher Qualität ist. Um diesen Ausbau nicht zu erschweren wurden die angrenzen-

den Aufschüttungsflächen auch nicht mit ins Naturschutzgebiet integriert.

Sensibilisierung und Besucherlenkung

Die Sensibilisierung der lokalen und regionalen Bevölkerung in Sachen Naturschutz zählt

zu den Aufgaben eines Naturschutzgebiets. Auch nach der angestrebten Ausweisung soll

das Gebiet Dumontshaff den Besuchern zugänglich bleiben, sei es um gezielt ornithogischen Interessen nachzugehen, oder einfach nur die für Luxemburg einmalige Auenlandschaft zu genießen. Damit die Besucher die Vogelwelt aber nicht allzu sehr stören, soll eine gezielte Besucherlenkung auch in Zukunft die Norm sein. Der östliche Teil des Gebiets (Feuchtzonen) soll den Besuchern weiterhin unzugänglich bleiben. Da im Rest des Gebiets schon ein interessanter Lehrpfad besteht gibt es keinen direkten Bedarf weitere Wege auszuschildern und anzulegen. Wichtig ist, dass die bestehende Infrastruktur (Zäune, Stege, Aussichtsturm, Informationstafeln) regelmäßig gewartet werden damit der Weg attraktiv und lehrreich bleibt.

6. Literatur

- Administration des Eaux et Forêts du G.-D. de Luxembourg (Hrsg.) 1995:
- Naturräumliche Gliederung Luxemburgs Ausweisung ökologischer Regionen für den Waldbau, mit Karte der Wuchsgebiete und Wuchsbezirke. 65 S.
- Administration des Eaux et Forêts (2004): Plan de gestion pour la zone de protection spéciale LU0001115 « Vallée supérieur de l'Alzette »: http://www.environnement.public.lu/conserv_nature/dossiers/Natura_2000/Liste _nationale_des_Zones_Habitats/index.html
- Administration de la Nature et des Forêts (Hrsg.) 2011: Brochure: Zone naturelle Dumontshaff. 113 S.
- Ecotop (2009): Untersuchung zur Heuschrecken- und Libellenfauna im Bereich der Alzetterenaturierung bei Schifflingen.
- Ecotop (2013): Untersuchung zur Libellenfauna im Bereich der Alzetterenaturierung bei Schifflingen.
- Centrale ornithologique, 2011: Monitoring der Avifauna des Vogelschutzgebietes "Dumontshaff" Vergleich 2008 & 2011. 27 S.
- Colling, G. 2005: Red List of the Vascular Plants of Luxembourg Travaux scientifiques du Museé national d'histoire naturelle Luxembourg 42. 77 S.
- Fondation Hëllef fir d'Natur (2008): Vegetationskartierung der renaturierten Alzette zwischen Dumontshaff und Lameschermillen. Auswertung und vergleichende Gegenüberstellung der Erhebungen aus den Jahren 2006 bis 2008. Unveröffentlichtes Gutachen erstellt im Auftrag der Administration de la Nature et des Forêts. 15 S. + Anh.
- Fondation Hëllef fir d'Natur (2009): Floristische-, Lebensraum- und Vegetationskartierung der renaturierten Alzette zwischen Dumontshaff und Lameschermillen (2009). Unveröffentlichtes Gutachen erstellt im Auftrag der Administration de la Nature et des Forêts-. 20 S.

- Herr, J. (2010): Le pâturage extensif permanent en zone humide conséquences pour la biodiversité et la qualité de l'eau. Mémoire de stage, Administration de la nature et des forêts.
- Kiebacher, T., Kuborn, F. (2009): Floristische-, Lebensraum- und Vegetationskartierung der renaturierten Alzette zwischen Dumontshaff und Lameschermillen 2009. Unveröff. Bericht im Auftrag der Fondation Hëllef fir d'Natur. 20 S.
- Ministère de l'Environnement, Administration des Eaux et Forêts 1997: Dossier de Classement Reserve Naturelle Dumontshaff. Erstellt durch Oeko-Bureau, Rumelange. 37 S. und Anhang.
- Ministère du développement durable et des infrastructures & Ministère de l'agriculture de la viticulture et de la protection des consommateurs (2014). Leitfaden zu Bewirtschaftung der Artikel 17 des Naturschutzgesetzes geschützten Offenlandbiotope. 28 S und Anhang.

 http://www.environnement.public.lu/conserv nature/dossiers/Cadastre des biot opes/cadastre biotopes milieux ouverts/guide orientation Leitfaden PDF.pdf
- Natur&Emwelt/Fondation Hëllef fir d'Natur 2015: Vegetation und Biotoptypen der oberen Alzetteaue zwischen Dumontshaff und Lameschermillen. Unveröffentlichtes Gutachen erstellt im Auftrag der Administration de la Nature et des Forêts.
- Parries, J.-M., Herr, J., Moes, M., Moes, G., Schaich, H. (2014): Raum-zeitliches Nutzungsverhalten von Galloway-Rindern auf einer Ganzjahresstandweide. In: Naturschutz und Landschaftsplanung 46 (6): 184-192

7. Anhänge

Anhänge

Anhang 1: Karten

Anhang 2: Listen der im Gebiet vorkommenden Tieren und Pflanzen

Anhang 1

Karten

Karte Nr. 1: Übersichtskarte (M: 1: 14.000)

Karte Nr. 2: Topographische Karte (M: 1:8.000)

Karte Nr. 3: Vorschlag Gebietsgrenzen 2009 / 2016 (M: 1:6500)

Karte Nr. 4: Kataster und Eigentumsverhältnisse (M: 1:6500)

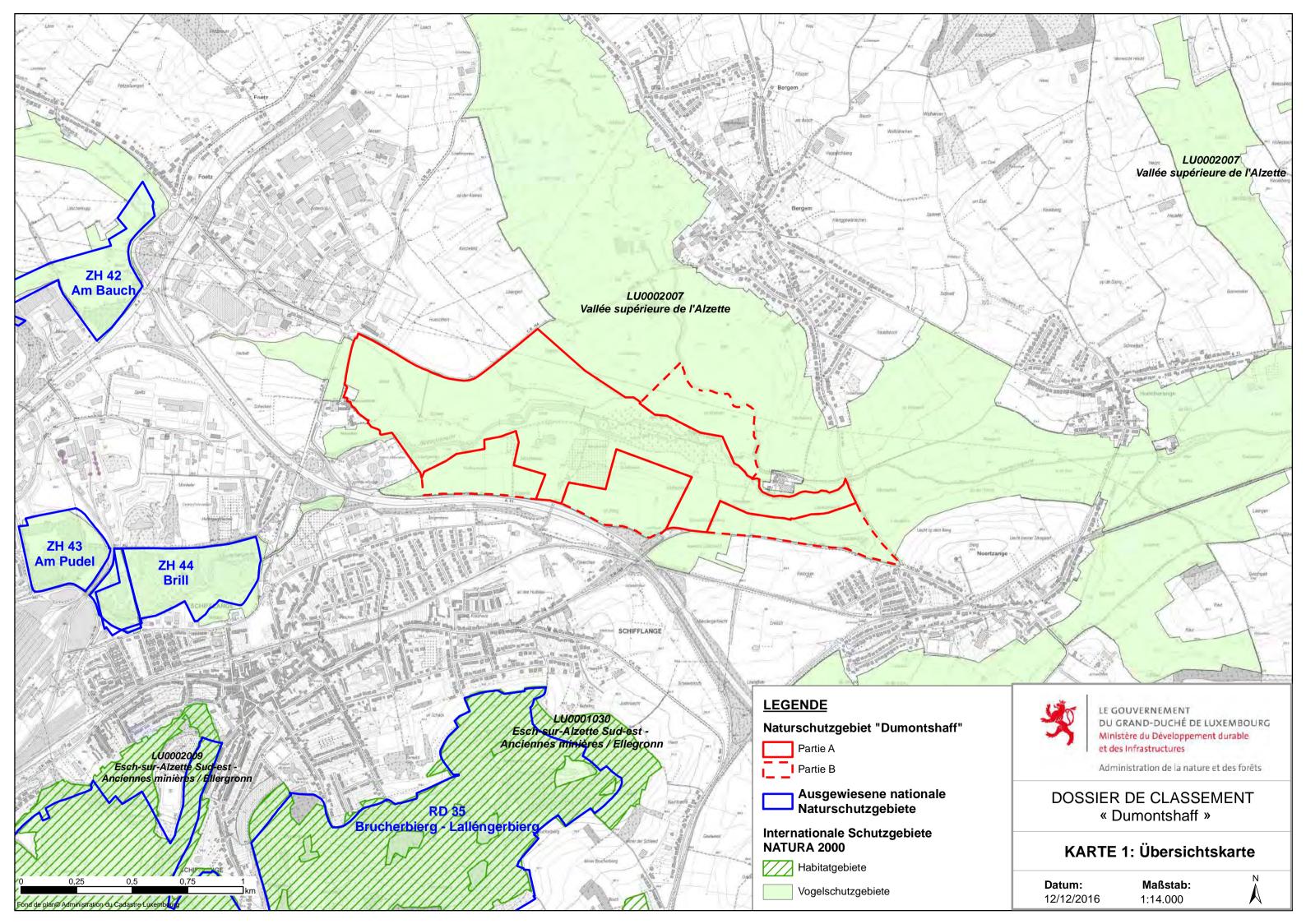
Karte Nr. 5: Geologie (M: 1: 10.000)

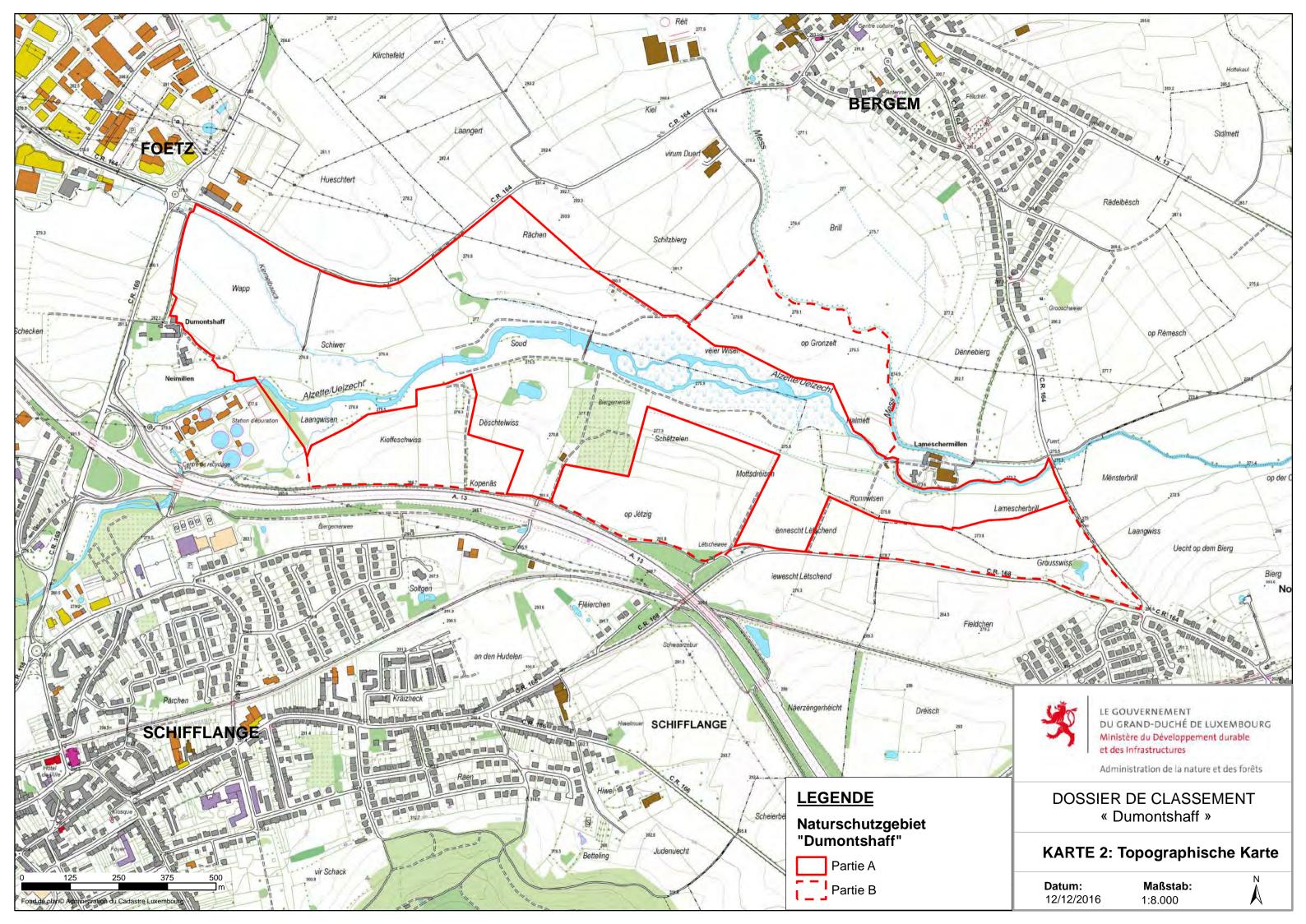
Karte Nr. 6: Ferraris-Karte 1778 (M:1: 9.500)

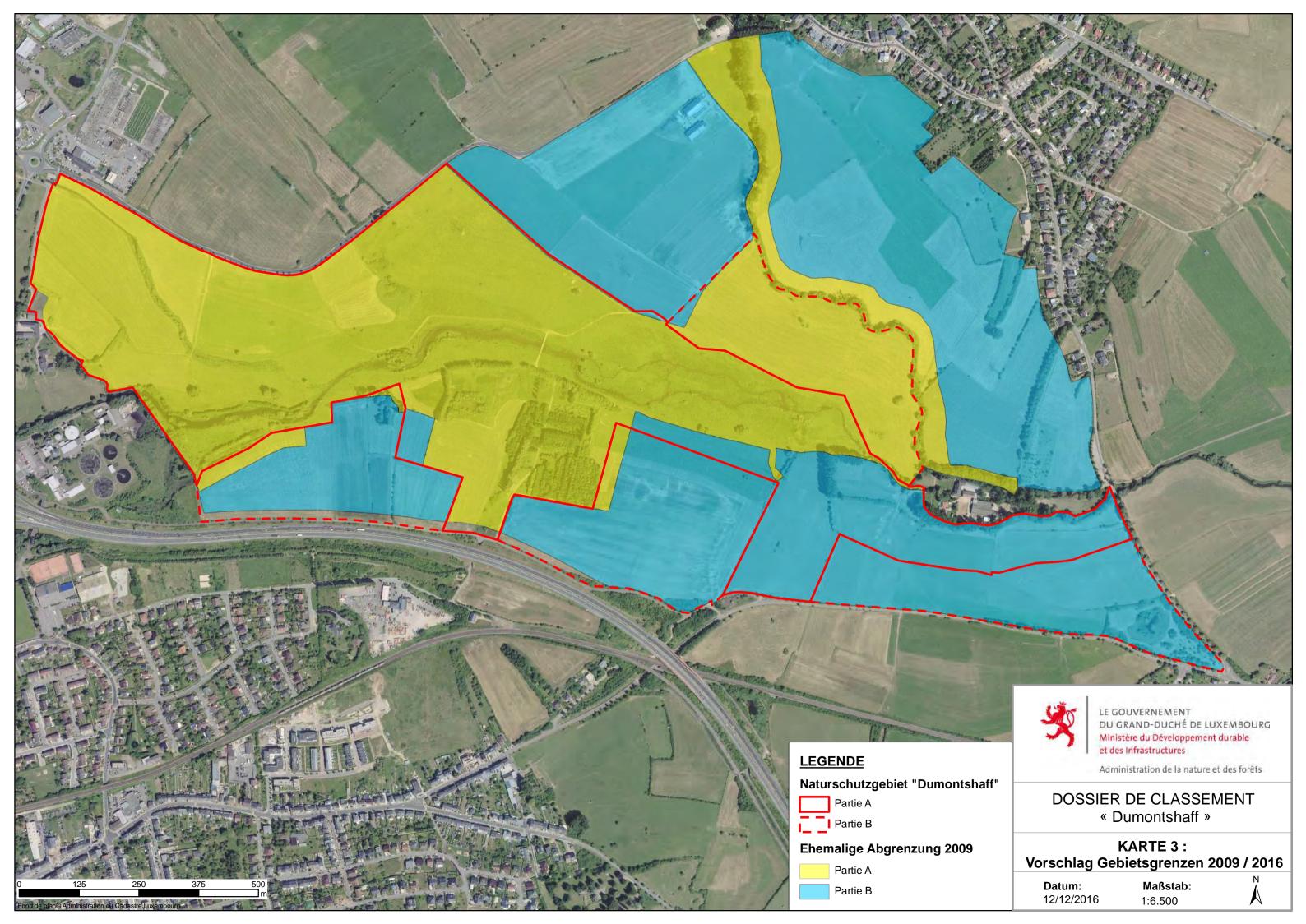
Karte Nr. 7: Geschützte Biotope und Lebensräume (M: 1:7.000)

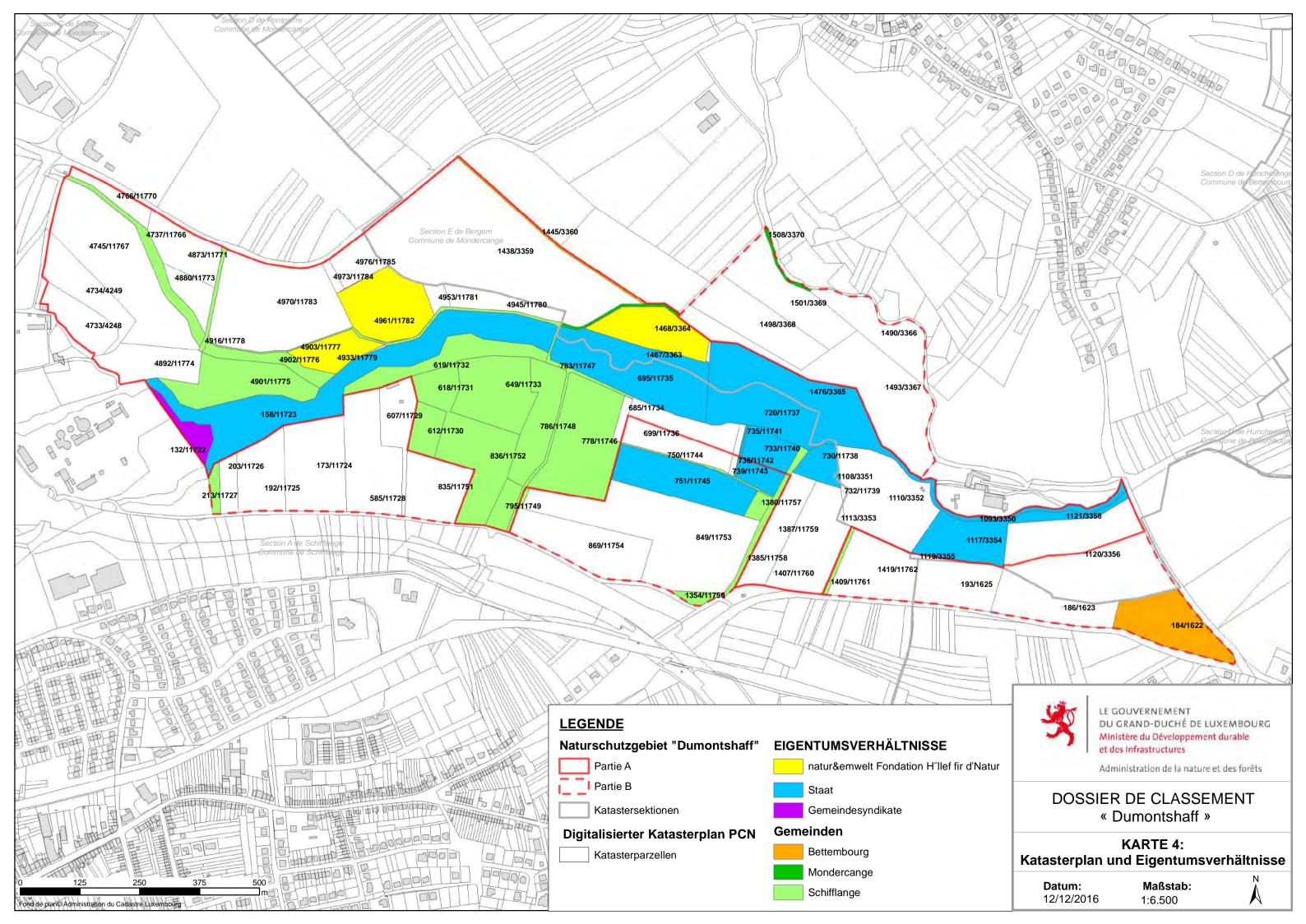
Karte Nr. 8: Vogelbeobachtungen (M: 1: 6.200)

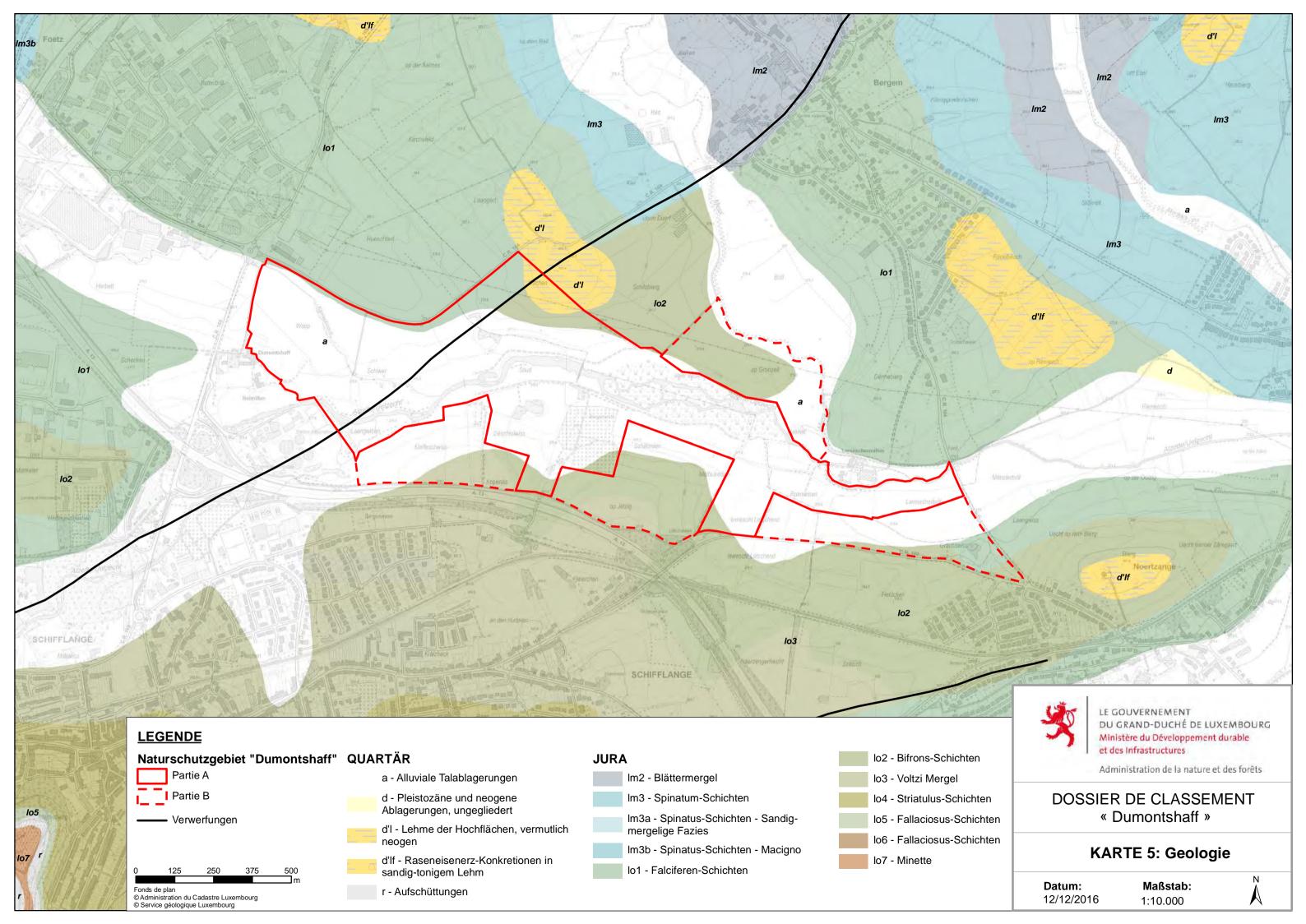
Karte Nr. 9: Maßnahmen (M: 1:6.500)

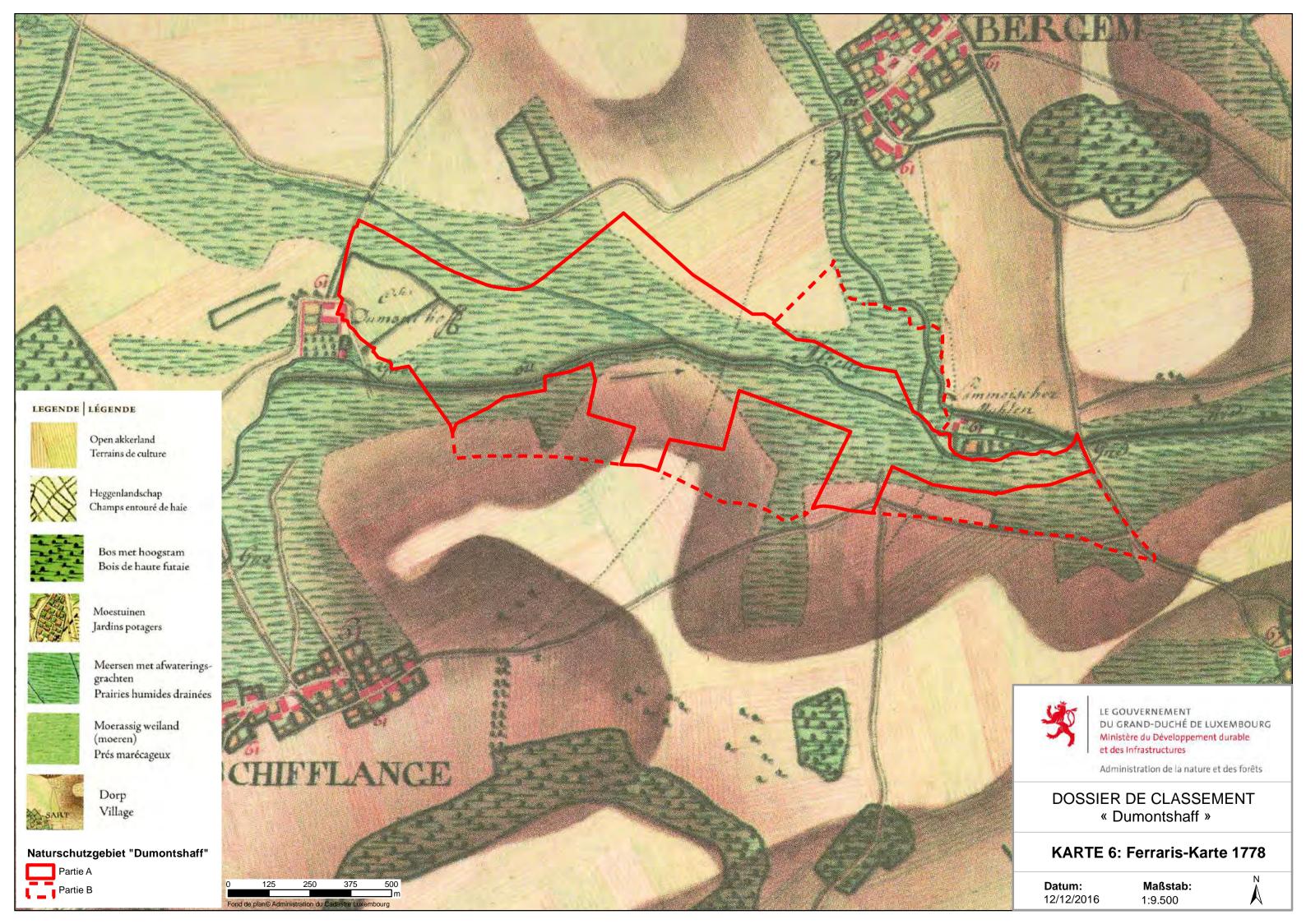


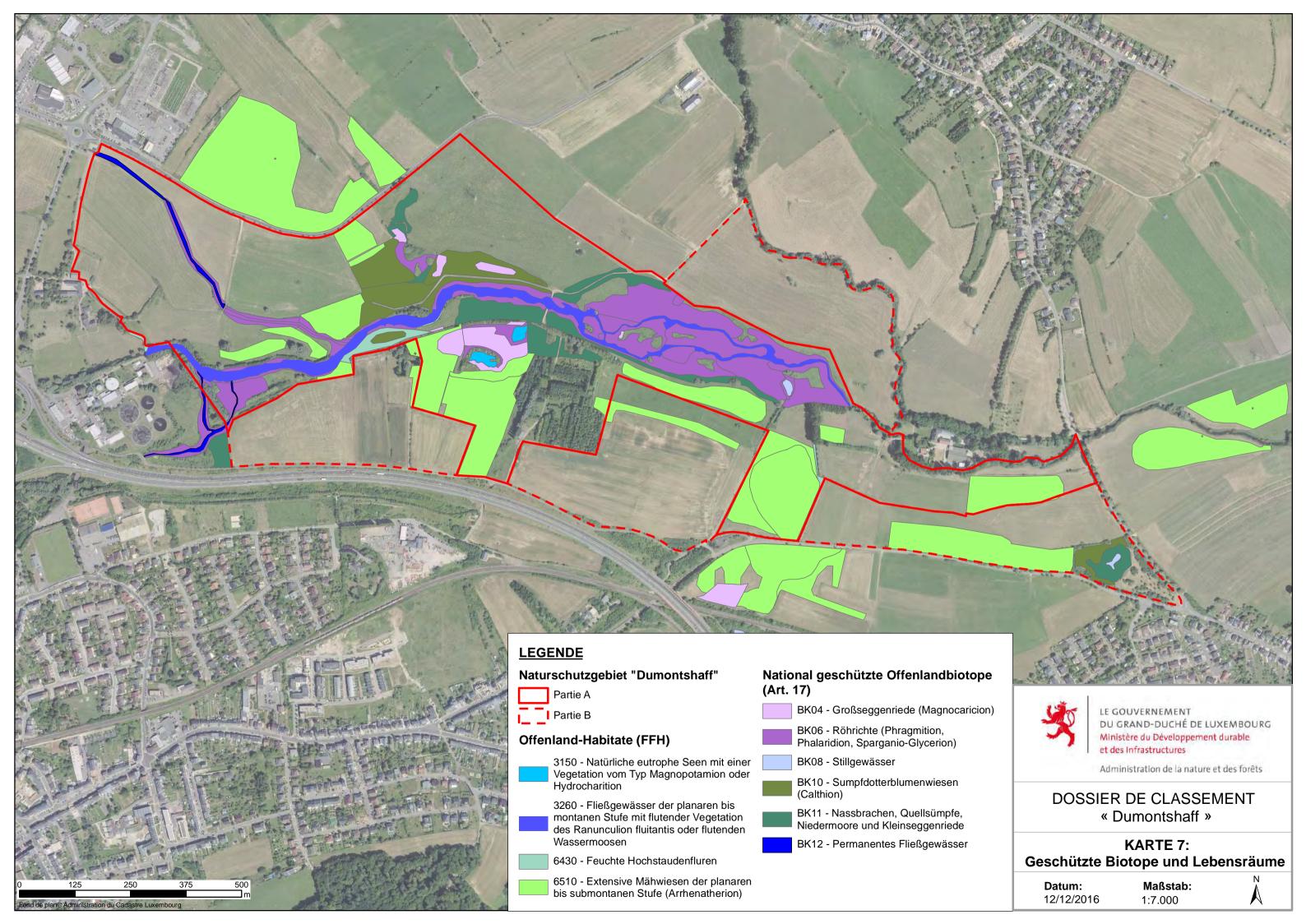


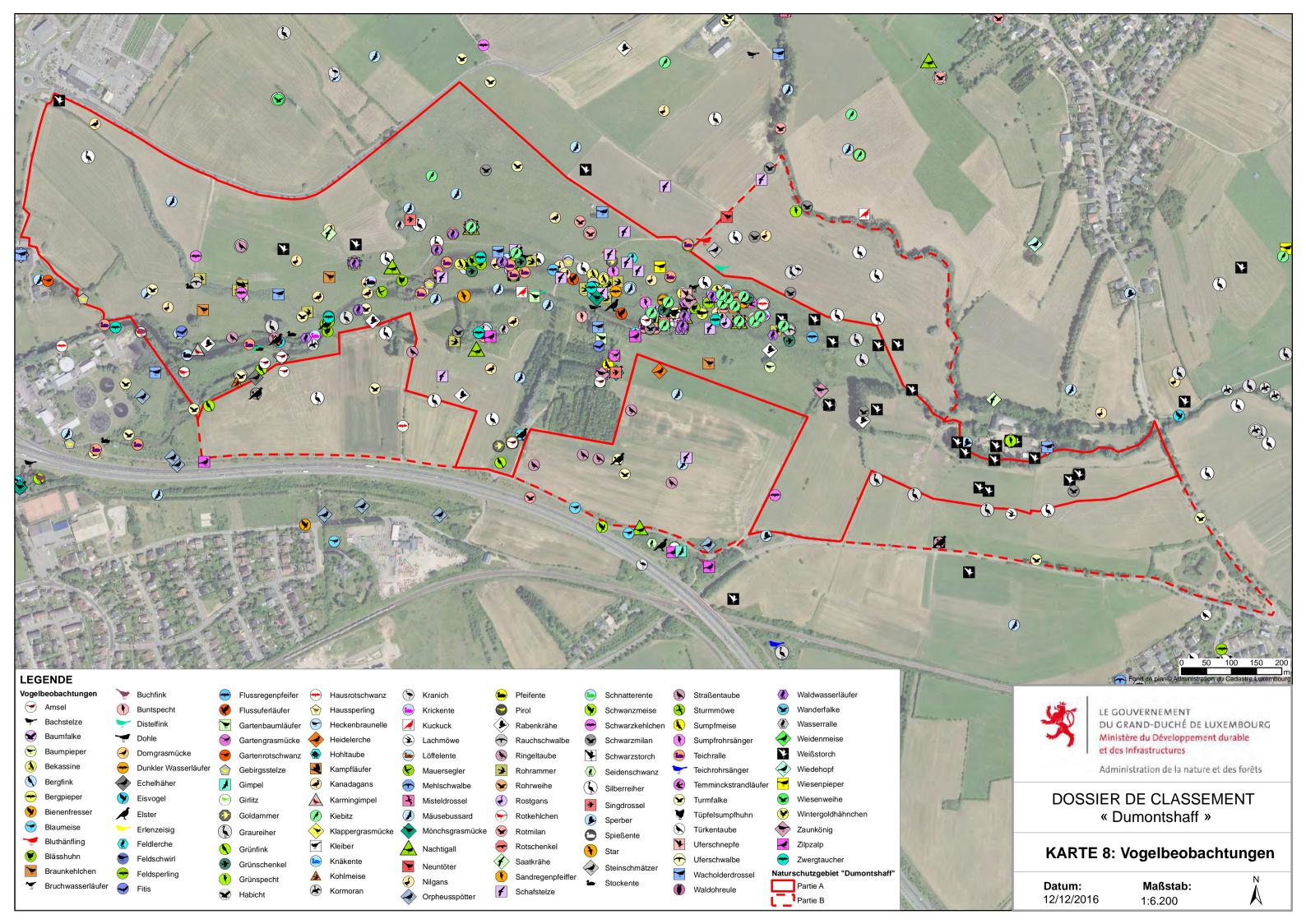


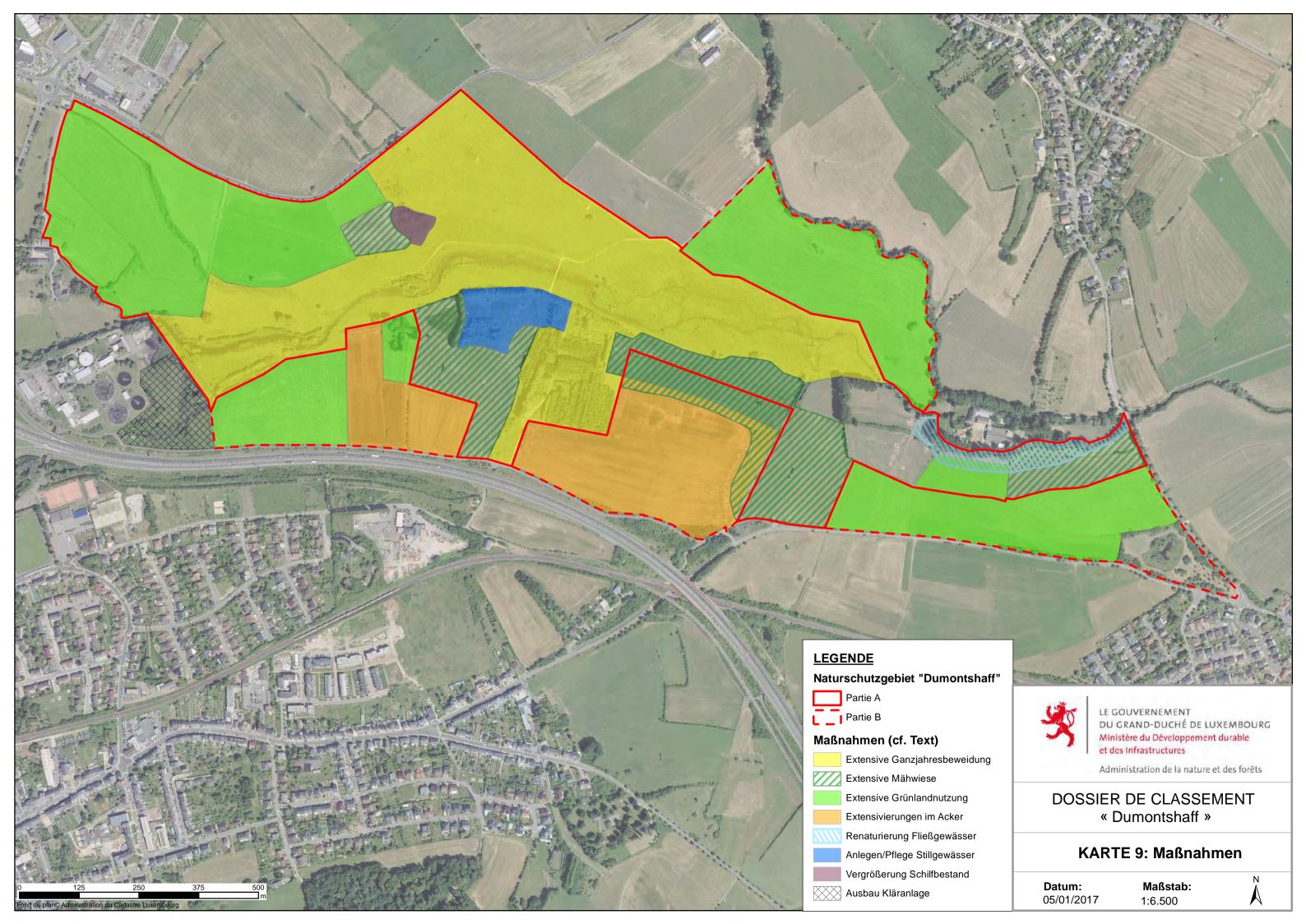












Anhang 2

Liste der im Gebiet vorkommenden höheren Pflanzen

Quelle: Natur&Emwelt/Fondation Hëllef fir d'Natur 2015

Art				
latein	deutsch	Gefärdung RL		
Acer campestre	Feld-Ahorn			
Acer pseudoplatanus	Berg-Ahorn			
Acer saccharinum	Silber-Ahorn			
Achillea millefolium agg.	Artengruppe Wiesen-Schafgarbe			
Achillea ptarmica	Gewöhnliche Sumpf-Schafgarbe			
Aesculus hippocastanum	Gewöhnliche Roßkastanie			
Agrimonia eupatoria	Kleiner Odermennig			
Agrostis capillaris	Rotes Straußgras			
Agrostis stolonifera agg.	Artengruppe Weißes Straußgras			
Ajuga reptans	Kriechender Günsel			
Alchemilla vulgaris agg.	Artengruppe Gewöhnlicher Frauenmantel			
Alisma plantago-aquatica	Gewöhnlicher Froschlöffel			
Alliaria petiolata	Knoblauchsrauke			
Alnus glutinosa	Schwarz-Erle			
Alnus incana	Grau-Erle			
Alopecurus geniculatus	Knick-Fuchsschwanzgras			
Alopecurus pratensis agg.	Alopecurus pratensis agg.			
Angelica sylvestris	Wald-Engelwurz			
Anthoxanthum odoratum	Gewöhnliches Ruchgras			
Anthriscus sylvestris	Wiesen-Kerbel			
Arctium lappa	Große Klette			
Arctium minus	Kleine Klette			
Arctium tomentosum	Filzige Klette			
Arctium x neumanii				
Arenaria serpyllifolia	Quendelblättriges Sandkraut			
Arrhenatherum elatius	Glatthafer			
Artemisia vulgaris	Gewöhnlicher Beifuß			
Atriplex patula	Spreizende Melde			
Atriplex prostrata	Spieß-Melde			
Barbarea vulgaris	Gewöhnliches Barbarakraut			

Gänseblümchen Bellis perennis

Berula erecta VU Schmalblättriger Merk

Betula pendula Hänge-Birke

Bidens frondosa Schwarzfrüchtiger Zweizahn

Bidens tripartita Dreiteiliger Zweizahn Brassica nigra Schwarzer Senf

Bromus hordeaceus agg. Artengruppe Weiche Trespe

Bromus racemosus Trauben-Trespe Bromus sterilis Taube Trespe Bromus tectorum Dach-Trespe

Caltha palustris Sumpfdotterblume NT

Calystegia sepium agg. Artengruppe Gewöhnliche

Zaunwinde

Capsella bursa-pastoris Gewöhnliches Hirtentäschel

Cardamine pratensis agg. Artengruppe Wiesen-Schaumkraut

Carduus crispus Krause Distel Carex acuta Schlank-Segge Carex acutiformis Sumpf-Segge Carex disticha Zweizeilige Segge Carex hirta Behaarte Segge

Carex muricata agg. Artengruppe Sparrige Segge

Carex otrubae Hain-Segge

ΕN Carex riparia Ufer-Segge

Carpinus betulus Hainbuche

Centaurea jacea agg. Artengruppe Wiesen-Flockenblume

Cerastium fontanum agg. Artengruppe Gewöhnliches

Hornkraut

Cerastium spec. Hornkraut

Knolliger Kälberkropf Chaerophyllum bulbosum

Schöllkraut Chelidonium majus

Chenopodium album Weißer Gänsefuß

Chenopodium ficifolium Feigenblättriger Gänsefuß Chenopodium polyspermum Vielsamiger Gänsefuß Cirsium arvense Acker-Kratzdistel Cirsium oleraceum Kohl-Kratzdistel Cirsium palustre Sumpf-Kratzdistel

Cirsium vulgare Gewöhnliche Kratzdistel

Herbst-Zeitlose Colchicum autumnale Convolvulus arvensis Acker-Winde Kornelkirsche Cornus mas Cornus sanguinea Blutroter Hartriegel Corylus avellana Haselnuß

Crataegus monogyna Eingriffliger Weißdorn

Crepis biennis Wiesen-Pippau

Crepis capillaris Kleinköpfiger Pippau
Cynosurus cristatus Wiesen-Kammgras
Dactylis glomerata Wiesen-Knäuelgras

Daucus carotaWilde MöhreDeschampsia cespitosaRasen-SchmieleDigitalis purpureaRoter FingerhutDipsacus fullonumWilde Karde

Eleocharis palustris agg. Artengruppe Gewöhnliche

Sumpfbinse

Elymus repens Kriech-Quecke

Epilobium angustifolium Schmalblättriges Weidenröschen

Epilobium ciliatum

Epilobium hirsutum

Epilobium parviflorum

Epilobium tetragonum

Epilobium tetragonum s. lamyi

Epipactis helleborine agg.

Drüsiges Weidenröschen

Kleinblütiges Weidenröschen

Vierkantiges Weidenröschen

Graugrünes Weidenröschen

Artengruppe Breitblättrige

Stendelwurz

Equisetum palustre Sumpf-Schachtelhalm Erigeron annuus Einjähriger Feinstrahl

Euonymus europaea Gewöhnliches Pfaffenhütchen

Eupatorium cannabinumWasserdostFestuca arundinaceaRohr-SchwingelFestuca pratensisWiesen-Schwingel

Festuca rubra Gewöhnlicher Rot-Schwingel

Filipendula ulmariaEchtes MädesüßFraxinus excelsiorGewöhnliche Esche

Galeopsis tetrahit agg. Artengruppe Stechender Hohlzahn
Galium aparine agg. Artengruppe Kletten-Labkraut
Galium mollugo agg. Artengruppe Wiesen-Labkraut

Galium palustre Sumpf-Labkraut

Geranium dissectum Schlitzblättriger Storchschnabel

Geranium pusillum Kleiner Storchschnabel

Geranium robertianum agg. Artengruppe Stink-Storchschnabel

Geum urbanum Gewöhnliche Nelkenwurz Glechoma hederacea agg. Glechoma hederacea agg.

Glyceria fluitans agg. Artengruppe Flutender Schwaden

Glyceria maxima Großer Schwaden VU

Glyceria notata Gefalteter Schwaden

Heracleum sphondylium Wiesen-Bärenklau

Hippuris vulgaris R

Holcus lanatus Wolliges Honiggras

Hordeum secalinum Roggen-Gerste VU

Hordeum vulgare Gerste

Hypericum perforatum Echtes Johanniskraut

Inula conyzae Dürrwurz

Iris pseudacorus Sumpf-Schwertlilie VU

Juglans regia Walnuß

Juncus articulatus Glieder-Binse

Juncus bufonius Gewöhnliche Kröten-Binse

Juncus effususFlatter-BinseJuncus inflexusBlaugrüne BinseJuncus tenuisZarte BinseLactuca serriolaKompaß-LattichLamium albumWeiße TaubnesselLamium maculatumGefleckte Taubnessel

Lamium purpureum Purpurrote Taubnessel i.w.S.

Lapsana communis Rainkohl

Lathyrus pratensisWiesen-PlatterbseLemna minorKleine Wasserlinse

Lemna trisulca Dreifurchige Wasserlinse VU

Leontodon autumnalis Herbst-Löwenzahn

Leucanthemum vulgareMagerwiesen-MargeriteLigustrum vulgareGewöhnlicher LigusterLinaria vulgarisGewöhnliches Leinkraut

Linaria vulgaris agg. Artengruppe Gemeines Leinkraut

Lolium perenne Ausdauerndes Weidelgras

Lotus corniculatus agg. Artengruppe Gewöhnlicher Hornklee

Lotus pedunculatusSumpf-HornkleeLychnis flos-cuculiKuckucks-LichtnelkeLycopus europaeusUfer-WolfstrappLysimachia nummulariaPfennigkraut

Lysimachia vulgaris Gewöhnlicher Gilbweiderich

Lythrum salicaria

Malus domestica

Malva alcea

Malva moschata

Matricaria discoidea

Blut-Weiderich

Garten-Apfel

Rosen-Malve

Moschus-Malve

Strahlenlose Kamille

Medicago lupulina Hopfenklee

Medicago sativa agg. Artengruppe Saat-Luzerne

Melissa officinalisZitronen-MelisseMentha aquaticaWasser-MinzeMentha arvensisAcker-MinzeMentha verticillataQuirl-Minze

Myosotis arvensisAcker-VergißmeinnichtMyosotis scorpioidesSumpf-Vergißmeinnicht

Nasturtium officinaleEchte BrunnenkresseENOenanthe fistulosaRöhriger WasserfenchelCR

Oenothera biennis agg. Artengruppe Zweijährige Nachtkerze

Papaver dubium Saat-Mohn

Papaver rhoeas Klatsch-Mohn NT

Persicaria amphibiaWasser-KnöterichPersicaria hydropiperWasserpfefferPersicaria lapathifoliaAmpfer-KnöterichPersicaria maculosaFloh-KnöterichPhalaris arundinaceaRohr-Glanzgras

Phleum pratense agg. Artengruppe Wiesen-Lieschgras

Phragmites australis Schilf

Plantago lanceolata Spitz-Wegerich

Plantago major s. intermedia Vielsamiger Breit-Wegerich Plantago major s. major Gewöhnlicher Breit-Wegerich

Platanus x hispanicaGewöhnliche PlatanePoa annuaEinjähriges Rispengras

Poa compressa Zusammengedrücktes Rispengras

Poa nemoralis Hain-Rispengras

Poa pratensis agg. Artengruppe Wiesen-Rispengras

Poa trivialisGewöhnliches RispengrasPolygonum aviculare agg.Artengruppe Vogel-Knöterich

Populus nigraSchwarz-PappelPopulus x canadensisHybrid-PappelPotamogeton crispusKrauses Laichkraut

Potamogeton pectinatus agg. Artengruppe Kamm-Laichkraut

Potentilla anserinaGänse-FingerkrautPotentilla reptansKriechendes Fingerkraut

Prunella vulgarisKleine BraunellePrunus aviumVogel-KirschePrunus cerasiferaKirschpflaume

Prunus domestica Pflaume

Prunus spinosa Gewöhnliche Schlehe
Pyrus communis agg. Artengruppe Birnbaum

Quercus robur Stiel-Eiche

Ranunculus acrisScharfer HahnenfußRanunculus ficariaScharbockskraut

Ranunculus lingua Zungen-Hahnenfuß RE

Ranunculus repens Kriechender Hahnenfuß

Ranunculus sceleratus Gift-Hahnenfuß EN

Rhinanthus minor Kleiner Klappertopf
Ribes rubrum Rote Johannisbeere

Rorippa palustris Gewöhnliche Sumpfkresse Rosa canina agg. Artengruppe Hunds-Rose

Rubus caesius Kratzbeere

Rubus fruticosus agg. Artengruppe Echte Brombeere

Rumex acetosaGroßer SauerampferRumex conglomeratusKnäuelblütiger Ampfer

Rumex crispus Krauser Ampfer

Rumex obtusifolius Stumpfblättriger Ampfer

Rumex sanguineus Hain-Ampfer

Rumex x pratensis

Salix alba Silber-Weide Sal-Weide Salix caprea Salix cinerea Grau-Weide Salix fragilis Bruch-Weide Salix purpurea Purpur-Weide Salix triandra Mandel-Weide Salix viminalis Korb-Weide Salix x rubens Fahl-Weide

Sambucus nigra Schwarzer Holunder

Schoenoplectus tabernaemontani Salz-Teichsimse CR

Scirpus sylvaticus Wald-Simse

Scrophularia auriculata Wasser-Braunwurz CR

Scrophularia nodosa Knotige Braunwurz

Scrophularia umbrosa Geflügelte Braunwurz VU

Scutellaria galericulata Sumpf-Helmkraut

Senecio aquaticus agg. Artengruppe Wasser-Greiskraut EN

Senecio erucifolius Raukenblättriges Greiskraut

Senecio jacobaea Jakobs-Greiskraut

Senecio vulgaris Gewöhnliches Greiskraut

Silene latifolia Weiße Lichtnelke Sinapis alba Sinapis alba L.

Solanum dulcamara Bittersüßer Nachtschatten

Sonchus asper Rauhe Gänsedistel

Sonchus oleraceus Kohl-Gänsedistel
Sorbus aucuparia Vogelbeere

Sparganium erectum Aufrechter Igelkolben

Stachys sylvaticaWald-ZiestStellaria aquaticaWasserdarm

Stellaria media agg. Artengruppe Vogelmiere

Symphytum officinale Arznei-Beinwell
Taraxacum Sec. Alpina; Hamata et Kuhblume

Ruderalia

Thlaspi arvenseAcker-HellerkrautTilia platyphyllosSommer-LindeTragopogon pratensisWiesen-BocksbartTrifolium hybridumSchweden-KleeTrifolium pratenseWiesen-KleeTrifolium repensWeiß-Klee

Tripleurospermum perforatum Geruchlose Kamille
Trisetum flavescens Wiesen-Goldhafer

Triticum aestivum Weizen
Tussilago farfara Huflattich

Typha angustifolia Schmalblättriger Rohrkolben EN

Typha latifolia Breitblättriger Rohrkolben

Ulmus glabra Berg-Ulme

Urtica dioica Große Brennnessel

Valeriana officinalis agg.Artengruppe Arznei-BaldrianValerianella locustaGewöhnlicher Feldsalat

Veronica anagallis-aquatica agg. Artengruppe Wasser-Ehrenpreis

CR

Veronica arvensis Feld-Ehrenpreis

Veronica beccabunga Bachbungen-Ehrenpreis

Veronica catenataRoter Wasser-EhrenpreisCRVeronica scutellataSchild-EhrenpreisEN

Veronica serpyllifoliaThymian-EhrenpreisViburnum lantanaWolliger Schneeball

Viburnum opulus Gewöhnlicher Schneeball Vicia cracca Gewöhnliche Vogel-Wicke

Vicia hirsuta Behaarte Wicke

Vicia sativa agg.Artengruppe Futter-WickeVicia tetrasperma agg.Artengruppe Viersamige Wicke

Vicia villosa Zottige Wicke Viscum album s.l. Laubholz-Mistel

RE: Regionally Extinct; CR: Critically Endangered; EN: Endangered; VU: Vulnerable; NT: Near

Threatened; R: Extremely Rare

Anhang 2

Liste der im Gebiet nachgewiesenen Vogelarten

Quelle: Centrale ornithologique, 2016

Art		Status	Gefährdung RL
latein	deutsch		
Accipiter gentilis	Habicht	N	VU (vulnerable)
Accipiter nisus	Sperber	B(g)	
Acrocephalus palustris	Sumpfrohrsänger	B, Mi	
Acrocephalus scirpaceus	Teichrohrsänger	B, Mi	NT (near threatened)
Actitis hypoleucos	Flussuferläufer	Mi	
Aegithalos caudatus	Schwanzmeise	B(g)	
Alauda arvensis	Feldlerche	B(g)	VU
Alcedo atthis	Eisvogel	B(g), N	NT
Alopochen aegyptiaca	Nilgans	B(g), N, Wi	
Anas acuta	Spießente	Mi	
Anas clypeata	Löffelente	Mi	
Anas crecca	Krickente	Mi, Wi	
Anas penelope	Pfeifente	Mi, Wi	
Anas platyrhynchos	Stockente	B(g), Wi	
Anas querquedula	Knäkente	B?, Mi	
Anas strepera	Schnatterente	Mi, Wi	
Anser fabalis	Saatgans	Mi, Wi	
Anthus pratensis	Wiesenpieper	B, Wi, N	CR (critically endangered)
Anthus spinoletta	Bergpieper	Mi, Wi	
Anthus trivialis	Baumpieper	Mi	NT
Apus apus	Mauersegler	B, Mi, N	NT
Ardea cinerea	Graureiher	B(g), Wi, N	NT
Asio otus	Waldohreule	B(g), N	
Bombycilla garrulus	Seidenschwanz	Wi	
Branta canadensis	Kanadagans	B(g), N, Wi	
Buteo buteo	Mäusebussard	B(g), N	
Calidris temminckii	Temminckstrandläufer	Mi	
Carduelis cannabina	Bluthänfling	B(g)	NT
Carduelis carduelis	Distelfink	B(g)	
Carduelis chloris	Grünfink	B(g)	

Carduelis spinus	Erlenzeisig	Mi, Wi	
Carpodacus erythrinus	Karmingimpel	Mi	
Certhia brachydactyla	Gartenbaumläufer	B(g)	
Charadrius dubius	Flussregenpfeifer	B, Mi, N	EN (endangered)
Charadrius hiaticula	Sandregenpfeiffer	Mi	
Ciconia ciconia	Weißstorch	B, Mi, N	
Ciconia nigra	Schwarzstorch	Mi	VU
Circus aeruginosus	Rohrweihe	Mi	
Circus pygargus	Wiesenweihe	Mi	
Coloeus monedula	Dohle	B(g), N	
Columba livia f. domestica	Straßentaube	B(g), N	
Columba oenas	Hohltaube	Mi, N	
Columba palumbus	Ringeltaube	B(g), Mi, N	
Corvus corone	Rabenkrähe	B(g), N	
Corvus frugilegus	Saatkrähe	B(g), N	
Coturnix coturnix	Wachtel	B, Mi	EN
Crex crex	Wachtelkönig	B, Mi	CR
Cuculus canorus	Kuckuck	B, Mi	EN
Delichon urbicum	Mehlschwalbe	B, Mi, N	NT
Dendrocopos major	Buntspecht	B(g)	
Dryobates minor	Kleinspecht	B(g), N	NT
Emberiza citrinella	Goldammer	B(g)	NT
Emberiza schoeniclus	Rohrammer	B(g), Wi	NT
Erithacus rubecula	Rotkehlchen	B(g), Mi	
Falco peregrinus	Wanderfalke	B(g), N	VU
Falco subbuteo	Baumalke	Mi	NT
Falco tinnunculus	Turmfalke	B(g), N	
Fringilla coelebs	Buchfink	B(g), Mi, N	
Fringilla montifringilla	Bergfink	Mi, Wi	
Fulica atra	Blässhuhn	B(g)	
Gallinago gallinago	Bekassine	Mi, Wi	E (extinct)
Gallinula chloropus	Teichralle	B(g)	
Garrulus glandarius	Echelhäher	N	
Grus grus	Kranich	Mi	
Hippolais polyglotta	Orpheusspötter	B, Mi	
Hirundo rustica	Rauchschwalbe	B, Mi, N	NT
Lanius collurio	Neuntöter	B?, Mi	NT
Larus canus	Sturmmöwe	N	
Larus ridibundus	Lachmöwe	N	
Limosa limosa	Uferschnefe	Mi	
Locustella naevia	Feldschwirl	B, Mi	

Lullula arborea	Heidelerche	Mi	EN
Luscinia megarhynchos	Nachtigall	B, Mi	
Merops apiaster	Bienenfresser	Mi	
Milvus migrans	Schwarzmilan	B?, Mi, N	NT
Milvus milvus	Rotmilan	B?, Mi, N	VU
Motacilla alba	Bachstelze	B(g), Mi, N	
Motacilla cinerea	Gebirgsstelze	B, Mi, Wi, N	
Motacilla flava flava	Schafstelze	B, Mi, N	EN
Motacilla flava thunbergi	Schafstelze	Mi	
Oenanthe oenanthe	Steinschmätzer	Mi	CR
Oriolus oriolus	Pirol	Mi	VU
Pandion haliaetus	Fischadler	Mi	
Parus cristatus	Haubenmeise	B(g), N	
Parus caeruleus	Blaumeise	B(g)	
Parus major	Kohlmeise	B(g)	
Parus montanus	Weidenmeise	B(g)	NT
Parus palustris	Sumpfmeise	B(g)	
Passer domesticus	Haussperling	B(g)	NT
Passer montanus	Feldsperling	B(g)	NT
Phalacrocorax carbo	Kormoran	Mi, Wi, N	
Perdix perdix	Rebhuhn	В?	CR
Philomachus pugnax	Kampfläufer	Mi	
Phoenicurus ochruros	Hausrotschwanz	B, Mi	
Phoenicurus phoenicurus	Gartenrotschwanz	B, Mi	NT
Phylloscopus collybita	Zilpzalp	B, Mi	
Phylloscopus trochilus	Fitis	B, Mi	
Pernis apivorus	Wespenbussard	Mi, N	
Pica pica	Elster	B(g), N	
Picus viridis	Grünspecht	B(g)	
Porzana porzana	Tüpfelsumpfhunh	Mi	
Prunella modularis	Heckenbraunelle	B(g)	
Pyrrhula pyrrhula	Gimpel	B(g)	
Rallus aquaticus	Wasserralle	B?, Mi	NT
Regulus regulus	Wintergoldhähnchen	B(g)?	
Riparia riparia	Uferschwalbe	Mi, N	EN
Saxicola rubetra	Braunkehlchen	Mi	Е
Saxicola rubicola	Schwarzkehlchen	B, Mi	
Serinus serinus	Girlitz	B?	NT
Sitta europaea	Kleiber	B(g)	
Streptopelia decaocto	Türkentaube	B(g)	
Sturnus vulgaris	Star	B(g), Wi, N	

Sylvia atricapilla	Mönchsgrasmücke	B, Mi	
Sylvia borin	Gartengrasmücke	B, Mi	
Sylvia communis	Dorngrasmücke	B, Mi	
Sylvia curruca	Klappergrasmücke	B, Mi	
Tachybaptus ruficollis	Zwergtaucher	B(g)	NT
Tadorna ferruginea	Rostgans	Gefangenschaftsflüchtling?	
Tringa erythropus	Dunkler Wasserläufer	Mi	
Tringa glareola	Bruchwasserläufer	Mi	
Tringa nebularia	Grünschenkel	Mi	
Tringa ochropus	Waldwasserläufer	Mi, Wi	
Tringa totanus	Rotschenkel	Mi	
Troglodytes troglodytes	Zaunkönig	B(g)	
Turdus merula	Amsel	B(g)	
Turdus philomelos	Singdrossel	В	
Turdus pilaris	Wacholderdrossel	B, Wi	
Turdus viscivorus	Misteldrossel	B(g)	
<i>Upupa epops</i>	Wiedehopf	Mi	
Vanellus vanellus	Kiebitz	B(g), M, Wi	CR

Status	
В	Brutvogel
B(g)	Brutvogel (ganzjährig im Gebiet)
Mi	Migration
Wi	Wintergast
N	Nahrungsgast

Anhang 2

Liste der im Gebiet nachgewiesenen Libellen und Heuschrecken

Quelle: Ecotop, 2013

Heuschrecken

Art	
latein	deutsch
Familie Tettigoniidae	Laubheuschrecken
Conocephalus fuscus & dorsalis	Langflügelige & kurzflügelige Schwertschrecke
Tettigonia viridissima	Grünes Heupferd
Metrioptera bicolor	Zweifarbige Beißschrecke
Metrioptera roeselii	Roesels Beißschrecke
Familie Acrididae	Feldheuschrecken
Stethophyma grossum	Sumpfschrecke
Chrysochraon dispar	Große Goldschrecke
Chorthippus albomarginatus	Weißrandiger Grashüpfer
Chorthippus biguttulus	Nachtigall-Grashüpfer
Chorthippus brunneus	Brauner Grashüpfer
Chorthippus dorsatus	Wiesengrashüpfer
Chorthippus parallelus	Gemeiner Grashüpfer

Libellen

Art		Gefährdung RL
latein	deutsch	
Familie Calopterygidae	Prachtlibellen	
Calopteryx splendens	Gebänderte Prachtlibelle	
Calopteryx virgo	Blauflügel-Prachtlibelle	
Familie Lestidae	Teichjungfern	
Lestes barbarus	Südliche Binsenjungfer	
Lestes dryas	Glänzende Binsenjungfer	
Lestes sponsa	Gemeine Binsenjungfer	
Lestes viridis	Gemeine Weidenjungfer	
Sympecma fusca	Gemeine Winterlibelle	
Familie Coenagrionidae	Schlanklibelle	
Ischnura elegans	Große Pechlibelle	
Ischnura pumilio	Kleine Pechlibelle	
Pyrrhosoma nymphula	Adonislibelle	
Coenagrion puella	Hufeisen-Azurjungfer	
Enallagma cyathigerum	Becher-Azurjungfer	
Familie Corduliidae	Falkenlibellen	
Cordulia aenea	Falkenlibelle	
Somatochlora metallica	Glänzende Smaragdlibelle	
Familie Aeshnidae	Edellibellen	
Anax imperator	Große Königslibelle	
Aeshna mixta	Herbst-Mosaikjungfer	
Aeshna affinis	Südliche Mosaikjungfer	
Aeshna isoceles	Keilfleck-Mosaikjungfer	R
Aeshna cyanea	Blaugrüne Mosaikjungfer	
Familie Gomphidae	Flußjungfern	
Onychogomphus forcipatus	Kleine Zangenlibelle	
Familie Libellulidae	Segellibellen	
Libellula depressa	Plattbauch	
Libellula fulva	Spitzenfleck	EN
Libellula quadrimaculata	Vierfleck	
Crocothemis erythraea	Feuerlibelle	
Orthetrum brunneum	Südlicher Blaupfeil	
Orthetrum cancellatum	Großer Blaupfeil	
Sympetrum flaveolum	Gefleckte Heidelibelle	VU
Sympetrum fonscolombii	Frühe Heidelibelle	
Sympetrum sanguineum	Blutrote Heidelibelle	
Sympetrum striolatum	Große Heidelibelle	
Sympetrum vulgatum	Gemeine Heidelibelle	

Extrait du registre aux délibérations du conseil communal de la commune de Bettembourg



Séance publique du	21 décembre 2018	
Date de l'annonce publique:	13 décembre 2018	
Date de la convocation des conseillers:	13 décembre 2018	

Présents: Monsieur Laurent ZEIMET, bourgmestre ; Mesdames Josée LORSCHÉ et Christine DOERNER, échevines ; Monsieur Gusty GRAAS, échevin ; Messieurs Roby BIWER, Guy FRANTZEN et Claude FOURNEL, conseillers ; Madame Sylvie JANSA, conseillere ; Messieurs Jeff GROSS, Alain GILLET, Patrick HUTMACHER, Marco ESTANQUEIRO et Jean Marie JANS, conseillers ; Madame Joanne RODESCH-KOMMES, conseillère ; Monsieur Patrick KOHN, conseiller ; Monsieur Damien NEY, secrétaire.

Excusé:

Point de l'ordre du jour N° 5.2.

Objet RESERVE NATURELLE « DUMONTSHAFF » - AVIS

Le conseil communal.

Ouï les explications de Madame l'échevine Josée Lorsché au sujet du projet de règlement grand-ducal déclarant zone protégée d'intérêt national sous forme de réserve naturelle la zone humide « Dumontshaff » sise sur le territoire des communes de Schifflange, de Mondercange et de Bettembourg ;

Considérant que le projet s'inscrit dans une stratégie durable en termes de protection de la nature et de la diversité biologique ainsi que de la mise en place de zones humides ;

Considérant que ladite zone a fait l'objet d'une renaturation de l'Alzette dans le cadre d'un projet LIFE+ en hiver 2004-2005, il s'avère nécessaire de classer cette zone en réserve naturelle pour ainsi renforcer la protection de sa faune et de sa flore s'y étant développées depuis la renaturation ;

Considérant que la zone se trouve à l'intérieur d'une zone Natura 2000, la réserve naturelle y adjacente est censée renforcer encore davantage les effets de la règlementation européenne existante ;

Considérant que depuis les années 1980, la zone « Dumontshaff » est considérée comme zone potentiellement favorable d'être classée sous le statut de protection de la nature. Tant le plan de protection national de 2007 (PNPN) que le plan actuel de protection de la nature (PNPN2) soulignent l'importance du classement de cette zone sous protection nationale (ZPIN 16);

Considérant l'exploitation agricole extensive par des agriculteurs et l'atout pour l'économie locale ;

Considérant que d'une façon générale, la commune de Bettembourg soutient tous les efforts nationaux visant une meilleure protection de la nature et favorisant le développement de la biodiversité;

Que partant le collège des bourgmestre et échevins propose au conseil communal d'aviser favorablement le classement de la zone humide « Dumontshaff » en zone protégée d'intérêt national sous forme de réserve naturelle ;

Vu la réunion d'information publique du 9 mai 2018 et ayant eu lieu à Schifflange ;

Vu la publication du projet pendant 30 jours, du 1er juin au 2 juillet 2018 inclus ;

Considérant que l'administration communale de Bettembourg n'a été saisie d'aucune note, réclamation ou observation de la part d'un particulier ;

Vu la directive-cadre de l'eau du 23 octobre 2000 ;

Vu la loi du 18 juillet 2018 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles et plus particulièrement son article 42 ;

Vu la loi communale du 13 juin 1988 telle qu'elle a été modifiée ;

Après délibération,

décide à l'unanimité des voix

d'aviser favorablement le classement de la zone humide « Dumontshaff » en zone protégée d'intérêt national sous forme de réserve naturelle.



Certificat de publication

Ministère du Développement durable et des Infrastructures
Département de l'environnement Entré le:
- 2 -01- 2019



eis gemeng

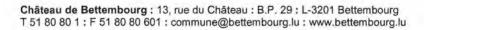
Le soussigné bourgmestre de la commune de Bettembourg certifie par la présente que le projet de règlement grand-ducal déclarant zone protégée d'intérêt national sous forme de réserve naturelle la zone humide « Dumontshaff » sise sur le territoire des communes de Schifflange, de Mondercange et de Bettembourg, a été affichée aux lieux à ce destinés dans la commune de Bettembourg pendant 30 jours, du 1^{er} juin 2018 au 2 juillet 2018 inclus.

Le présent certificat a été établi conformément à l'article 42 de la loi modifiée du 19 janvier 2004 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles.

Fait à Bettembourg, le 19 novembre 2018.

Damien NEY
Secrétaire Communal

Laurent ZEIMET Bourgmestre







eis gemeng



Château de Bettembourg: 13, rue du Château; B.P. 29: L-3201 BETTEMBOURG

MINISTERE DU DEVELOPPEMENT DURABLE ET DES INFRASTRUCTURES 4, Place de l'Europe L-1499 LUXEMBOURG

Dossier traité par: Caroline Calmes tél. 51 80 80 248 Réf. interne: Avis réserve naturelle «Dumontshaff» Bettembourg, le 23 octobre 2018

Concerne: AVIS RESERVE NATURELLE « DUMONTSHAFF »

Madame, Monsieur,

Par la présente, nous aimerions vous informer que le projet sous rubrique a été porté à la connaissance du public pendant 30 jours et présenté aux intéressés lors d'une réunion d'information publique datant du 9 mai 2018 et ayant eu lieu à Schifflange. Dans ce contexte, la commune de Bettembourg n'a été saisie d'aucune note, réclamation ou observation de la part d'un particulier.

Quant à l'appréciation de ce projet qui s'inscrit dans une stratégie durable en termes de protection de la nature et de la diversité biologique ainsi que de la mise en place de zones humides, la commune de Bettembourg émet un avis favorable tenant compte des considérations suivantes:

Depuis les années 1980, la zone « Dumontshaff » a été considérée comme zone potentiellement favorable d'être classée sous le statut de protection de la nature. Tant le plan de protection national de 2007 (PNPN) que le plan actuel de protection de la nature (PNPN2) soulignent l'importance du classement de cette zone sous protection nationale (ZPIN 16). Tandis que la zone susmentionnée se trouve à l'intérieur d'une zone Natura 2000, la réserve naturelle y adjacente est censée renforcer encore davantage les effets de la règlementation européenne existante.

Ladite zone ayant fait l'objet d'une renaturation de l'Alzette dans le cadre d'un projet LIFE+ en hiver 2004-2005, il s'avère nécessaire de classer cette zone en réserve naturelle pour ainsi renforcer la protection de sa faune et de sa flore s'y étant développées depuis la renaturation.

De façon générale, la commune de Bettembourg soutient tous les efforts nationaux visant une meilleure protection de la nature et favorisant le développement de la biodiversité. Par conséquent, elle félicite les responsables du Ministère du développement durable et des infrastructures de leur initiative de vouloir classer la zone « Dumontshaff » sous le statut de réserve naturelle.

Nous vous prions d'agréer, Madame, Monsieur, l'expression de nos sentiments distingués.

Damien NEY

Secrétaire Communal

Laurent ZEIMET

Bourgmestre

Grand-Duché de Luxembourg



Commune de MONDERCANGE Secrétariat

Date de l'annonce publique de la séance: 31.05.2019

Date de la convocation des conseillers:

31.05.2019

Point de l'ordre du jour: No.: 17)

<u>Délibération du Conseil</u> <u>Communal de Mondercange</u>

Séance publique du 7 juin 2019

Présents:

M. FÜRPASS, bourgmestre;
Mme ARENDT ep. KEMP, M. KIHN, échevins;
Mme BAUSTERT-BERENS, Mme BASTIAN-JUCHEM,
M. BIEVER, Mme BOEVER-THILL,
M. FANCELLI, M. GASPAR, M. QUINTUS,
Mme SCHWEICH, M. VAN RIJSWIJCK, conseillers;
M. HUREMOVIC, secrétaire communal ff;

Excusé: M. CLEMES, conseiller;

Objet: Avis sur le projet de règlement grand-ducal déclarant zone protégée d'intérêt national sous forme de réserve naturelle, la zone humide « Dumontshaff » sise sur le territoire des communes de Schifflange, Mondercange et Bettembourg

Le Conseil Communal,

Vu le dossier du projet de règlement grand-ducal déclarant zone protégée d'intérêt national sous forme de réserve naturelle, la zone humide « Dumontshaff » sise sur le territoire des communes de Schifflange, Mondercange et Bettembourg, tel que communiqué par Madame la Ministre de l'Environnement en date du 26 février 2018 ;

Considérant qu'endéans le délai prévu par l'enquête publique du 1er juin 2018 au 2 juillet 2018, 3 réclamations écrites sont parvenues à la commune de Mondercange ;

Entendu que la commune de Mondercange a été saisie de 3 réclamations émanent de propriétaires fonciers ou exploitants des terrains concernés par le projet de règlement ; que les réclamations portent sur les droits d'intervention sur leurs terrains ainsi que sur les conséquences du débordement permanent du ruisseau « Kiemelbaach », notamment le dépôt de sédiments pollués sur les terres exploitées jusqu'à présent ;

Considérant les interventions et réclamations faites de vive voix lors de la séance d'information publique en date du 8 mai 2018 et lors d'une entrevue avec les réclamants en date du 19 décembre 2018 ;

Vu la loi modifiée du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain ;

Vu la loi modifiée du 19 janvier 2004 concernant la protection de la nature et de ressources naturelles, et tout particulièrement 2, 15 et 34 à 45 ;

Vu la loi communale modifiée du 13 décembre 1988 ; Après délibération, Ministère de l'Environnement, du Climat et du Développement durable Entré le

- 1 JUIL. 2019

à l'unanimité des voix d é c i d e

d'émettre son avis sur le projet de règlement grand-ducal déclarant zone protégée d'intérêt national sous forme de réserve naturelle, la zone humide « Dumontshaff » sise

sur le territoire des communes de Schifflange, Mondercange et Bettembourg comme suit :

Avis du conseil communal de Mondercaange sur le projet de règlement grandducal déclarant zone protégée d'intérêt national sous forme de réserve naturelle, la zone humide « Dumontshaff » sise sur le territoire des communes de Schifflange, Mondercange et Bettembourg

Le conseil communal félicite les auteurs du dossier de classement pour le degré de précision des informations reprises, surtout en ce qui concerne la faune et la flore présentes sur les sites concernés. Il est incontestable que la partie du territoire visé, avec ses prairies humides, pâtures extensives et roselières, englobe des biotopes rares et uniques au Luxembourg. Les biotopes typiques de la plaine alluviale sont propices au développement de maintes espèces menacées. Le classement en réserve naturelle témoigne de la volonté de protéger ces biotopes.

Le périmètre de la réserve naturelle projetée englobe des terres agricoles et empiète sur des parcelles exploitées par le Centre équestre « Lameschermillen » et sur des parcelles susceptibles d'accueillir une production maraîchère.

Il y a lieu de soulever que le sentier didactique « Dumontshaff » est également bien fréquenté par les citoyens intéressés.

L'espace concerné a donc une triple fonction: terre d'accueil pour des espèces rares et menacées, terre de production de produits alimentaires et lieu de récréation pour les citoyens.

Il s'agit de concilier les différentes utilisations sans bouleverser la finalité du classement en zone protégée.

La zone ne connaît actuellement pas de véritables problèmes de cohabitation entre espaces naturels, exploitation agricole et activités humaines.

Il faudrait toutefois soulever le problème du débordement régulier du « Kiemelbaach » qui n'a toutefois aucune relation avec la déclaration en réserve naturelle de la zone.

Afin de renforcer la cohabitation en place, il s'impose de veiller à bien équilibrer la règlementation de la réserve naturelle pour qu'elle ne soit pas trop rigide et risquerait par ainsi de préjudicier les exploitations en place ou projetées.

A ce sujet, il y a lieu de relever que les prairies situées au Sud de la « Lameschermillen » servent au pâturage des équidés du centre équestre. Lesdites prairies ne sont jamais fauchées et en l'absence de rénovation des terrains concernés par chaulage puis réensemencement, l'équilibre graminées/adventices est rompu au profit des adventices. Il en résulte des pâtures impropres à la consommation pour les équidés. Partant, nous estimons qu'il faudrait, soit exclure les surfaces en question de la réserve naturelle, soit prévoir une disposition spécifique pour lesdites surfaces permettant le chaulage et l'ensemencement sur lesdites surfaces.

Le sentier didactique aménagé tend à sensibiliser le public pour la nature et dans ce cas précis pour la renaturation de l'Alzette et les biotopes typiques de la plaine alluviale, mais aussi pour le pâturage extensif. Il faudrait veiller à ce que le visiteur de la réserve naturelle ait une certaine liberté de circulation dans le respect de la nature et des exploitations dans la zone.

Finalement, comme il ressort du dossier de classement « Dumontshaff » que la qualité physio-chimique de l'eau du « Kiemelbaach » est dans un état assez grave, la commune demande aux autorités étatiques de bien vouloir entreprendre ensemble avec les communes concernées des mesures d'amélioration de la qualité d'eau.

Au vu des considérations qui précèdent, le conseil communal de Mondercange propose de modifier le projet de règlement grand-ducal comme suit :

- Art 2. La zone protégée d'intérêt <u>national</u> « Dumontshaff » d'une étendue de 119,50 (à revoir suite à la rectification éventuelle des limites proposée) ha,
- 1° la partie A, d'une étendue de 76,32 ha (à adapter suite à la rectification éventuelle des limites proposée) formée par les parcelles cadastrales suivantes :
 - a) Commune de Schifflange, section A de Schifflange :
-, 4733/4248, 4734/4249 (à biffer car renommées suite à un morcellement) à remplacer par 4733/12343, 4734/12341 (les parcelles 4733/12342, 4733/12343, 4734/12340 ne seront pas intégrées dans le réserve naturelle afin d'y permettre une exploitation maraîchère)
 - b) Commune de Mondercange, section E de Bergem :
- à rajouter les parcelles 1526/3371 et 1445/3360, incluses dans la partie graphique du projet de RGD, mais non reprises dans la partie écrite
- 2° la partie B, d'une étendue de 43,24 ha (à adapter suite à la rectification éventuelle des limites proposée) formée par les parcelles cadastrales suivantes :

Art 3. Dans la partie A sont interdits :

.....

7° le retournement, le réensemencement ou le sursemis des prairies ou pâtures permanentes ;

Cette disposition préjudicie l'exploitation du centre équestre. Ainsi, nous proposons soit d'exclure les prairies pâturées en l'occurrence les parcelles 730/1138 ; 732/11739 et 1419/11762 de la réserve naturelle sises sur le territoire de la commune de Schifflange et les parcelles 1108/3351 ; 1110/3352 ; 1113/3353 ; 1117/3354 ; 1119/3355 de la réserve naturelle sises sur le territoire de la commune de Mondercange, et les parcelles 193/1625 et 186/1623 de la réserve naturelle sises sur le territoire de la commune de Bettembourg soit d'inscrire une dérogation à l'article 5.

De plus, les articles 3 et 4 risquent de préjudicier les propriétaires et exploitants des surfaces adjacentes au cours d'eau du « Kiemelbaach ». Le débordement régulier du Kiemelbaach suite à une forte sédimentation qui, en conséquence, a modifiée l'hydrologie du cours d'eau, risque d'inonder régulièrement des surfaces agricoles fauchées et d'y déposer des sédiments pollués. Il s'avère que des dispositions trop strictes, notamment l'interdiction d'effectuer des travaux de remblai ou de déblai et l'extraction de matériaux tels que des sédiments, de même que le curage des cours d'eau risqueraient d'hypothéquer une exploitation desdites surfaces. Partant, nous proposons d'inscrire une dérogation à l'article 5 permettant d'intervenir en cas d'urgence.

- Art. 5. Les dispositions énumérées aux articles 3 et 4 ne s'appliquent pas dans les cas énumérés ci-après :
 - a) Pour des mesures prises dans l'intérêt de la conservation et de la gestion de la zone protégée d'intérêt national sous forme de réserve naturelle.
 - b) La disposition sub 7° de l'article 3 ne s'applique pas pour les parcelles 730/1138; 732/11739; 1108/3351; 1110/3352; 1113/3353; 1117/3354; 1119/3355; exploitées comme prairies pâturées par des équidés.
 - c) La disposition sub 5° de l'article 4 ne s'applique pas pour les parcelles 1419/11762; 193/1625 et 186/1623 exploitées comme prairies pâturées par des équidés.

d) Il peut être dérogé aux dispositions sub 1° et 3° de l'article 3 et sub 1° de l'article 4, sur avis de l'Administration de la Gestion de l'Eau, dans le cas où le cours d'eau et son hydrologie aient changé par une forte sédimentation qui risquerait de préjudicier l'exploitation des surfaces agricoles adjacentes.

Ces mesures restent toutefois soumises à l'autorisation du ministre.

Ainsi arrêté à Mondercange, date qu'en tête

(suivent les signatures) Pour expédition conforme. Mondercange, le 19 juin 2019

Le secrétaire communal ff

Le bourgmestre

Laurence Rumor Huelstrooss 5 Fel: 62/234730

Reckange sur Mess, le 11 juin 2018

L-4980 Reckange sur Mess

14 JUN 2018

Administration Communale de Mondercange A l'attention du Collège des Bourgmestres et Echevins Rue Arthur Thinnes L-3901 Mondercange

Copies : administrations communales de Bergem et Schifflange Bellembers

<u>Objet :</u> projet de règlement grand-ducal déclarant zone protégée d'intérêt national sous forme de réserve naturelle la zone humide « Dumontshaff » et plus particulièrement le site Centre Equestre Lameschmillen

Madame, Monsieur,

Nous nous référons à votre courrier du 28/04/2018 ainsi qu'à la réunion du 8 mai relatifs au projet de règlement grand-ducal cité en objet.

Nous comprenons parfaitement l'enjeu de préservation de la nature de ce projet, cependant nous sommes dans l'obligation de vous faire part de nos objections concernant le site Lameschmillen :

- Le site Lameschmillen est une exploitation à vocation principalement équestre depuis plus de 40 ans;
- Les terrains, impactés à 100% par le règlement, ne peuvent être considérés comme des prairies permanentes. Ils servent au pâturage des équidés à la belle saison et ne sont jamais fauchés.
- En l'absence de rénovation des terrains par chaulage puis réensemencement, l'équilibre graminées/adventices est rompu au profit des adventices. Il en résulte des pâtures impropres à la consommation par des équidés.
- Ainsi, faire entrer l'entièreté des terrains dans la réserve naturelle A ou B obligerait le centre équestre à fermer son exploitation, entraînant licenciement du gérant et du personnel, et perte totale de la valeur de la propriété car dédiée à l'activité équestre.

Nous vous demandons dès lors d'exclure de la zone les terrains appartenant à la propriété et à l'exploitation équestre.

Nous restons à votre entière disposition pour tout renseignement complémentaire,

Meilleures salutations

Kail et Kail s.c. 13, rue de l'église L-3316 Bergem ADMINISTRATION COMMUNALE
ENTRÉE LE
2 9 JUIN 2018
DE MONDERCANGE

Bergem, den 25. Juni 2018

Commune de Mondercange Monsieur le Bourgmestre Monsieur Jeannot FÜRPASS Collège échevinal

B.P. 50 rue Arthur Thinnes L-3901 Mondercange

Betreff : Projet de règlement grand-ducal déclarant zone protégée d'intérêt national sous forme de réserve naturelle la zone humide « Dumontshaff » sise sur le territoire des communes de Schifflange, de Mondercange, et de Bettembourg.

Sehr geehrte Damen und Herren,

Anlässlich der vom Umweltministerium geplanten Ausweisung des Gebiets "Dumontshaff" als Naturschutzgebiet, möchten wir Sie mit diesem Schreiben freundlichst auf die Probleme für uns als Bewirtschafter einiger der sich im Gebiet befindlichen Flächen, aufmerksam machen.

Innerhalb des geplanten Naturschutzgebietes bewirtschaften wir insgesamt 17.6 Hektar. Besonders aber die Bewirtschaftung der Parzelle mit der Flik-Nummer P0353991, Kadasternummer 4970/11783 ist in den letzten Jahren deutlich erschwert worden. Diese Wiese wird in der Regel 2-3 gemäht und eine dem Entzug angepasste Düngung vollzogen, demnach eine mittlere dem Ertragspotenzial des Standortes angepasste Nutzung. Durch die extreme Ansammlung von faulem, schwarzen Schlamm im Bach ("Kiemelbaach"), ist es zu einer Erhöhung des Wasserpegels im Bach gekommen und unsere angrenzende Wiese ist auf einem recht großen Bereich ständig nass und unbefahrbar geworden (siehe Foto). Dieser Bereich kann aktuell nicht mehr zur Futterproduktion genutzt werden und zusätzlich verbreiten sich hier Problemunkräuter wie etwa der Ampfer aufgrund der Überflutung mit sehr nährstoffreichem Schlamm.



Der ständig nasse Bereich der Wiese, der in diesem Frühjahr noch gar nicht genutzt werden konnte.

Bei der Flurbereinigung, die vor einigen Jahren für die Renaturierung der Alzette durchgeführt wurde, wurde uns versprochen, dass falls unsere Wiese eines Tages zu sehr vernässen würde, wir die Möglichkeit bekommen würden die Wiese zu drainieren. Durch das vorgesehene règlement grandducal wird diese Möglichkeit uns nun endgültig verboten. Wenn das Reglement wie vorgesehen in Kraft tritt, wird die Produktivität der Wiese durch das Verbot jeglicher Art der Düngung zusätzlich vermindert, da auf dem Teil der Parzelle der nicht ständig nass wird, ebenfalls deutlich weniger Futter wachsen wird. Auch verlieren wir die Fläche als potentielle Fläche zur Ausbringung von organischem Dünger.

Wir möchten Sie hiermit einerseits darauf hinweisen, dass durch das geplante Reglement unsere Wiese erheblich an Produktivität verlieren wird, ohne dass wir eine Entschädigung hierfür bekommen. Andererseits möchten wir die Verantwortlichen freundlichst darum bitten, den sich angesammelten Schlamm dringend aus dem Bachbett zu entfernt, damit das Wasser wieder ordentlich abfließen kann und die umherliegenden Wiesen wieder normal bewirtschaftet werden können.





()





























Hochachtungsvoll,

Pol & Guy Kail 13, rue de l**'église** L-3316 Bergem

Pol Kail

Guy Kail

An den Schöffenrat und den Bürgermeister der Gemeinde Monnerich rue Arthur Thinnes L – 3919 Monnerich



Betreff: Projet de règlement grand-ducal déclarant zone protégée d'intérêt national sous forme de réserve naturelle la zone humide « Dumontshaff » sise sur le territoire des communes de Schifflange, de Mondercange, et de Bettembourg.

Sehr geehrte Damen und Herren,

das Umweltministerium beabsichtigt die Ausweisung eines Naturschutzgebietes "Dumontshaff", in dem ich als Landwirt 3 Parzellen Dauergrünland bewirtschafte. Es sind dies die Parzellen in Schifflingen mit der

Flik-Nummer P0860558 Kataster-Nummer 4873 / 11771 (1,3 Hektar) und Flik-Nummer P0453983 Kataster-Nummer 4892 / 11774 (1,23 Hektar) und Flik-Nummer P0704979 Kataster-Nummer 102 / 11718 (0,87 Hektar). Im Folgenden möchte ich meine Einwände und Bedenken zu diesem Projekt darstellen.

Die drei oben genannten Parzellen bewirtschafte ich seit jeher nach einer eher mittleren Intensivierungsstufe. Die Wiesen werden nur mäßig gedüngt und meist erst nach der Blüte der Gräser und Kräuter zur Heumahd genutzt. Ich bin mir der Schutzwürdigkeit des Gebietes "Dumontshaff" mit seinen zahlreichen Biotopen und Vogelarten sehr wohl bewusst. Jedoch bin ich der Meinung, dass meine bisherige Wirtschaftsweise dem Gebiet nicht geschadet hat. Zudem haben die Entwicklungen der letzten Jahre die landwirtschaftlichen Parzellen derart entwertet und ihre Bewirtschaftung derart erschwert, dass dies für alle Beteiligten keine zufriedenstellende Situation sein kann.

Seit kurzem ist zu beobachten, dass das Bachbett der "Kiemelbaach" immer weiter ansteigt und sich bereits jetzt über dem Niveau der angrenzenden Wiesen befindet. Dies macht die vorher beschriebene Nutzung - vor allem der Parzelle P0453983 Katasternummer 4892 /11774 - jedes Jahr schwieriger bis fast schon unmöglich.

In den ersten Jahren nach der Renaturierung des Baches war die Situation noch eine ganz andere. Das Bachbett war deutlich tiefer, das Wasser floss gut ab und die umliegenden Wiesen waren befahrbar und konnten zur Mahd genutzt werden. Jedoch haben sich immer mehr Sedimente im Bachbett niedergelassen und eine schwarze stark riechende vermodernde Schlammschicht gebildet (Fotos 3 und 4). Der Wasserspiegel wurde so erheblich angehoben. Dadurch sind große Bereiche der umliegenden Wiesen dauerhaft nass und nicht mehr zu bewirtschaften (Foto 1). Übrigens sind auch

die angelegten Wanderpfade rund um das Projekt der Renaturierung hiervon betroffen, wie auf dem Foto erkennbar (Foto 2).

Ich möchte die Verantwortlich deshalb dringend darum bitten, den sich im Bachbett befindlichen Schlamm zu entfernen und das Abfließen des Wassers zu ermöglichen. Nur durch diese Maßnahme bleiben die Wiesen auf Dauer bewirtschaftbar.

Ein weiteres kürzlich aufgetretenes Problem ist der Ampfer, der seit wenigen Jahren massiv in den Wiesen zugenommen hat. Durch die langen Perioden der Überflutung mit dem schlammigen, nährstoffreichen Wasser, ist es in den nassen Bereichen der Wiesen zu einem massiven Auftreten von Ampfer gekommen. Diese Pflanze stellt in landwirtschaftlichen Parzellen insofern ein Problem dar, als dass sie den Wert des Futters erheblich reduziert, sich bei ungenügender Bekämpfung massiv verbreiten kann und dann nur noch schwer zu verdrängen ist. Laut den aktuellen Bestimmungen zum Erhalt von landwirtschaftlichen Prämien, ist der Landwirt verpflichtet sogenannte "Problemunkräuter" – zu denen Ampfer zählt - zu bekämpfen.

Durch die bereits beschriebene Situation rund um die "Kiemelbaach" hat sich der Ampfer massiv ausgebreitet. Falls das vorgestellte règlement grand-ducal wie geplant appliziert wird, werden uns Landwirten zudem alle Möglichkeiten genommen effizient gegen dieses Unkraut vor zu gehen. Eine effiziente Bekämpfung von Ampfer erfolgt in der Regel durch den gezielten lokalen Einsatz eines Herbizids, gefolgt von einer Gras-Übersaat. Die Übersaat ist insofern wichtig, um die Grasnarbe wieder vollständig schließen zu können und so Unkräutern keinen Platz zum Keimen zu bieten. Diese Praktiken sind aufgrund des beabsichtigten Reglements künftig untersagt.

Einen weiteren Punkt, den ich in diesem Schreiben ansprechen möchte, ist der Fakt, dass landwirtschaftliche Nutzfläche mit extremen Verboten und Einschränkungen belegt wird, die einerseits die Bewirtschaftung erheblich erschweren und andererseits eine enorme Entwertung des Landes nach sich tragen, ohne dass eine Entschädigung hierfür vorgesehen ist.

Durch die Vernässung der Wiesen wird die Qualität des Futters herabgesetzt und es werden gesundheitsschädigende Parasiten (Magen-,Darm-,Lungenwürmer und Leberegel) häufiger auftreten .

Durch das Düngungsverbot wird der Futterertrag herabgesetzt und im vorgesehenen Reglement wird überhaupt keine angemessene Entschädigung angeboten.

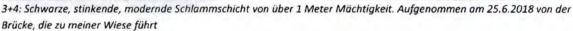


1:Massive Ausbreitung des Ampfers und Vernässung der Wiese (25.6.2018)



2:Überflutung eines Teilbereiches meiner Wiese und des Wonderpfades



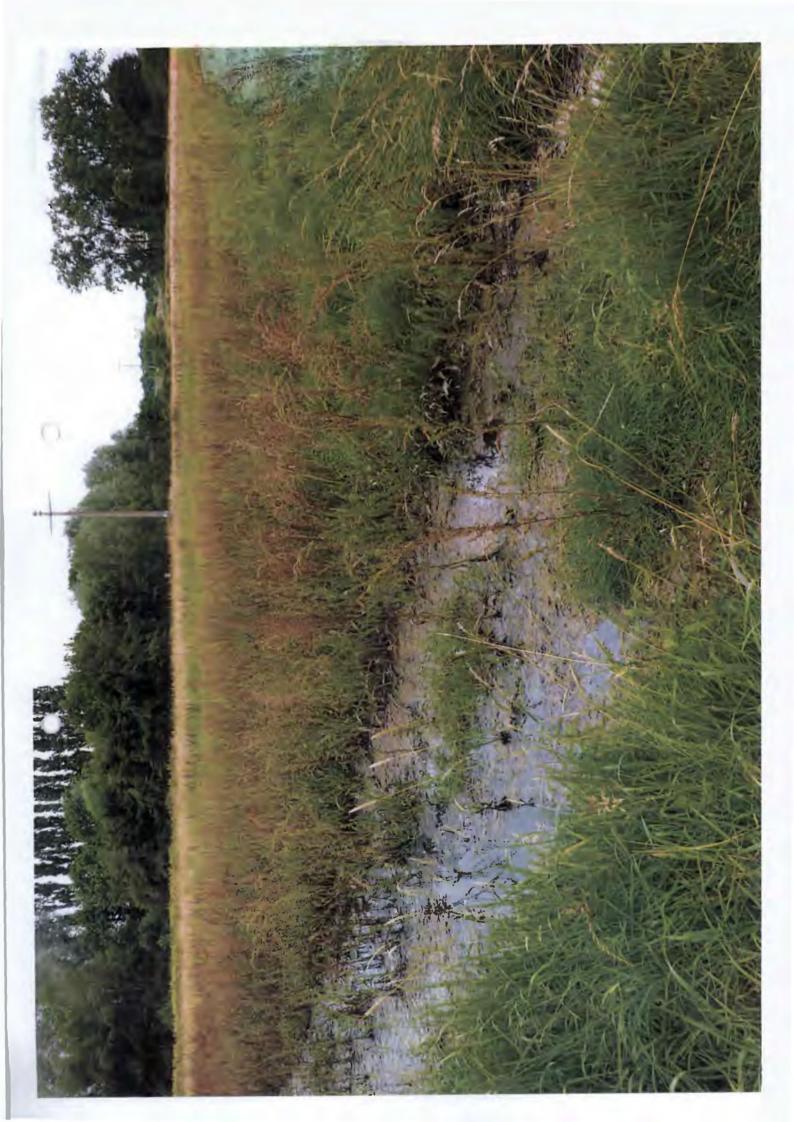


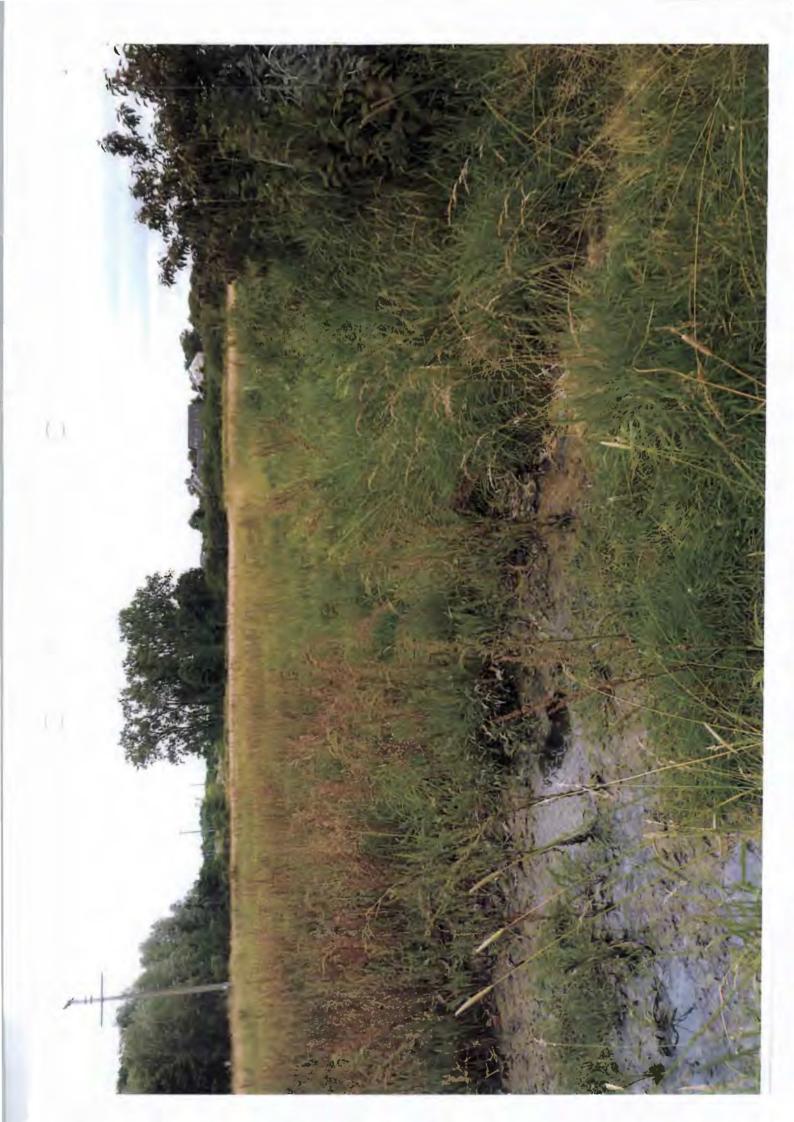
Hochachtungsvoll

Marc Witry 50, rue de Schifflange L-3316 Bergem

Witney









Grand-Duché de Luxembourg

Commune de SCHIFFLANGE

DELIBERATION DU CONSEIL COMMUNAL EN SEANCE PUBLIQUE

Séance du 07 juin 2019

Date de l'annonce publique: Date de la convocation des conseillers: 31.05.2019

31.05.2019

Présents: P. Weimerskirch, bourgmestre. A. Kalmes, M. Spautz, C. Lecuit, échevins.

R. Agovic, J. Caputo-Johanns, I. Cattivelli, C. Feiereisen, Y. Fiorelli, G. Godart, S. Kill, N. Kuhn-Metz, Y. Marchi, V. Nothum, C. Schütz, conseillers.

F. Diederich, secrétaire. Absente et excusée: néant

N° 115/19 Objet:

Avis sur le projet de règlement grand-ducal déclarant zone protégée d'intérêt national sous forme de réserve naturelle de la zone humide « Dumontshaff »

Le conseil communal,

Vu la loi communale modifiée du 13 décembre 1988 ;

Considérant que le délai prévu par la publication pour les réclamations écrites du 1er juin 2018 au 2 juillet 2018 étant écoulé, 4 réclamations écrites sont parvenues à la Commune de Schifflange;

Considérant que les 4 réclamations émanent de propriétaires fonciers ou exploitants des terres et portent sur les droits d'intervention sur leurs terrains et les craintes en relation avec le débordement permanent du Kiemelbaach et le dépôt de sédiments pollués sur les terres exploitées ;

Considérant les interventions et réclamations faites de vive voix lors de la séance d'information publique en date du 8 mai 2018 et lors d'une entrevue avec les réclamants en date du 19 décembre 2018 ;

Après examen du texte du projet de règlement grand-ducal;

Après avoir délibéré conformément à la loi

décide unanimement

d'émettre l'avis suivant :

Nous aimerions féliciter les auteurs du dossier de classement pour le degré de précision des informations reprises, surtout en ce qui concerne la faune et la flore présentes sur les sites concernés. Il est incontestable que la partie du territoire visée avec ses prairies humides, pâtures extensives et roselières englobent des biotopes rares et uniques au Luxembourg. Les biotopes typiques de la plaine alluviale sont propices au développement de maintes espèces menacées. Le classement en réserve naturelle témoigne de la volonté de protéger ces biotopes. Le périmètre de la réserve naturelle projetée englobe des terres agricoles et empiète sur des parcelles exploitées par le Centre équestre « Lameschmillen » et sur des parcelles susceptibles d'accueillir une production maraîchère.

Il y a lieu de soulever aussi que le sentier didactique « Dumontshaff » est bien fréquenté par les citoyens intéressés.

L'espace concerné a donc une triple fonction, terre d'accueil pour des espèces rares et menacées, terre de production de produits alimentaires et lieu de récréation pour les citoyens.

Il s'agit de concilier les différentes utilisations sans bouleverser la finalité du classement en zone protégée.

La zone ne connaît actuellement pas de véritables problèmes de cohabitation entre espaces naturels, exploitation agricole et activités humaines.

Il faudrait toutefois soulever le problème du débordement régulier du Kiemelbaach qui n'a toutefois aucune relation avec la déclaration en réserve naturelle de la zone.

Afin de renforcer la cohabitation en place, il s'impose de veiller à bien équilibrer la règlementation de la réserve naturelle pour qu'elle ne soit pas trop rigide et risquerait de préjudicier les exploitations en place ou projetées.

A ce sujet, il y a lieu de relever que les prairies situées au sud de la Lameschermillen servent au pâturage des équidés du centre équestre. Lesdites prairies ne sont jamais fauchées et en l'absence de rénovation des terrains concernés par chaulage puis réensemencement, l'équilibre graminées/adventices est rompu au profit des adventices. Il en résulte des pâtures impropres à la consommation pour les équidés. Partant, nous estimons qu'il faudrait, soit exclure les surfaces en questions de la réserve naturelle, soit prévoir une disposition spécifique pour lesdites surfaces permettant le chaulage et l'ensemencement sur lesdites surfaces.

Dans le même contexte, nous tenons à renseigner qu'une parcelle située au nord et limitrophe à l'ancienne ferme Dumontshaff s'apprête pour y installer une exploitation maraîchère. Une telle exploitation ne sera pas en concordance avec les dispositions de la réserve naturelle proposées. Comme pour les prairies mentionnées ci-avant, il faudrait pour cette parcelle, soit l'exclure du périmètre de la réserve naturelle, soit prévoir une disposition spécifique pour celle-ci afin de ne pas préjudicier ladite activité dans l'enceinte du Dumontshaff.

Le sentier didactique aménagé tend à sensibiliser le public pour la nature et dans ce cas précis pour la renaturation de l'Alzette et les biotopes typiques de la plaine alluviale, mais aussi pour le pâturage extensif. Il faudrait veiller à ce que le visiteur de la réserve naturelle ait une certaine liberté de circulation dans le respect de la nature et des exploitations dans la zone.

Finalement, comme il ressort du dossier de classement « Dumontshaff » que la qualité physio-chimique de l'eau du Kiemelbaach est dans un état assez grave, la commune demande aux autorités étatiques de bien vouloir entreprendre ensemble avec les communes concernées des mesures d'amélioration de la qualité d'eau.

Au vu des considérations qui précèdent, la Conseil communal de Schifflange propose de modifier le projet de règlement grand-ducal comme suit :

Art 2. La zone protégée d'intérêt national « Dumontshaff » d'une étendue de 119,50 (à revoir suite à la rectification éventuelles des limites proposées) ha, 1° la partie A, d'une étendue de 76,32 ha (à revoir suite à la rectification éventuelles des limites proposées) formée par les parcelles cadastrales suivantes :

a) Commune de Schifflange, section A de Schifflange :

...., 4733/4248, 4734/4249 (à biffer car renommées suite à un morcellement) à remplacer par 4733/12343, 4734/12341 (les parcelles 4733/12342, 4733/12343, 4734/12340 ne seront pas intégrées dans le réserve naturelle afin d'y permettre une exploitation maraîchère)

Commune de Mondercange, section E de Bergem :

...... à rajouter les parcelles 1526/3371 et 1445/3360, incluses dans la partie graphique du projet de RGD, mais non reprises dans la partie écrite

2° la partie B, d'une étendue de 43,24 ha (à revoir suite à la rectification éventuelles des limites proposées) formée par les parcelles cadastrales suivantes :

Art 3. Dans la partie A sont interdits:

7° le retournement, le réensemencement ou le sursemis des prairies ou pâtures permanentes ;

Cette disposition préjudicie l'exploitation du centre équestre. Ainsi, nous proposons soit d'exclure les prairies pâturées en l'occurrence les parcelles 730/1138; 732/11739 et 1419/11762 de la réserve naturelle sises sur le territoire de la commune de Schifflange et les parcelles 1108/3351; 1110/3352; 1113/3353; 1117/3354; 1119/3355 de la réserve naturelle sises sur le territoire de la commune de Mondercange, et les parcelles 193/1625 et 186/1623 de la réserve naturelle sises sur le territoire de la commune de Bettembourg soit d'inscrire une dérogation à l'article 5.

De plus, les articles 3 et 4 risquent de préjudicier les propriétaires et exploitants des surfaces adjacentes au cours d'eau du Kiemelbaach. Le débordement régulier du Kiemelbaach suite à une forte sédimentation ayant modifiée l'hydrologie du cours d'eau, risque d'inonder régulièrement des surfaces agricoles fauchées et d'y déposer des sédiments pollués. Il s'avère que des dispositions trop strictes, notamment l'interdiction d'effectuer des travaux de remblai ou de déblai et l'extraction de matériaux tels que des sédiments de même que le curage des cours d'eau risqueraient d'hypothéquer une exploitation desdites surfaces. Partant, nous proposons d'inscrire une dérogation à l'article 5 permettant d'intervenir en cas d'urgence.

Art. 5. Les dispositions énumérées aux articles 3 et 4 ne s'appliquent pas dans les cas énumérés ci-après :

a) Pour des mesures prises dans l'intérêt de la conservation et de la gestion de la zone protégée d'intérêt national sous forme de réserve naturelle.

b) La disposition sub 7° de l'article 3 ne s'applique pas pour les parcelles 730/1138; 732/11739; 1108/3351; 1110/3352; 1113/3353; 1117/3354; 1119/3355; exploitées comme prairies pâturées par des équidés.

c) La disposition sub 5° de l'article 4 ne s'applique pas pour les parcelles 1419/11762; 193/1625 et 186/1623 exploitées comme prairies pâturées par des équidés.

d) Il peut être dérogé aux dispositions sub 1° et 3° de l'article 3 et sub 1° de l'article 4, sur avis de l'Administration de la Gestion de l'Eau, pour le cas où la dynamique du cours d'eau et une hydrologie changée par une forte sédimentation risque de préjudicier l'exploitation des surfaces agricoles adjacentes.

Ces mesures restent toutefois soumises à l'autorisation du ministre.

Annexes : plan indiquant le redressement de la limite de la zone protégée au lieudit Dumontshaff

Plan indiquant les parcelles adjacentes à la Lameschermillen

Ainsi décidé en séance date que dessus. Schifflange, le 1^{er} juillet 2019. Pour extrait conforme.

Le Bourgmestre,

Le Secrétaire,/

An den Bürgermeister und Schöffenrat der Gemeinde Schifflange B.P. 11, avenue de la Libération L-3801 Schifflange



Betreff: Zustand der Wiesen in der Réserve naturelle « Dumontshaff

Sehr geehrter Herr Bürgermeister, Sehr geehrter Schöffenrat,

Als Besitzer der Parzelle 4892/11774 möchten wir Sie auf folgende Situation hinweisen: Nach der Renaturierung war das Bachbett der 'Kiemelbaach' anfangs tiefer, so dass das Wasser gut abfließen konnte.

Leider hat sich die Situation zusehends verschlechtert. Auf den beigefügten Bildern sehen Sie sowohl den Zustand der Wiesen am 23.4.2018 sowie den aktuellen Zustand vom 25.6.2018.

In den letzten Jahren haben sich immer mehr Sedimente im Bachbett niedergelassen und es hat sich eine schwarze stark riechende vermodernde Schlammschicht gebildet. Der Wasserspiegel wurde so erheblich angehoben. Wie auf den beigefügten Fotos ersichtlich sind große Bereiche der umliegenden Wiesen dauerhaft nass und nicht mehr zu bewirtschaften.

Mit Brief vom 25. Juni 2018 hat sich unser Pächter, der Landwirt Herr Marc Witry aus Bergem, an Sie gewandt um auf die Missstände in dem Gebiet der 'réserve naturelle Dumontshof' hinzuweisen. Wie er ebenfalls geschildert hat, hat die aktuelle Situation der Nasswiesen zur Folge, dass sich immer mehr Unkraut (Ampfer) ausbreitet, welches ein erhebliches Problem darstellt ('werden vom Vieh als Futter verschmäht').

Außerdem ist unser Pächter nicht mehr in der Lage den vorgesehenen Zugang (über die Brücke) zu den zu bewirtschaftenden Parzellen zu benutzen und ist daher gezwungen vorübergehend über unsere Parzelle 4719/11896 zu fahren

Wir möchten Sie daher eindringlich darum bitten, entsprechende Maßnahmen vornehmen zu lassen, um den sich im Bachbett befindlichen Schlamm zu entfernen und das Abfließen des Wassers wieder zu ermöglichen. Denn nur durch diese Maßnahme bleiben die Wiesen auf Dauer bewirtschaftbar.

Mit freundlichen Grüßen

Iris VORWERK-JUNGERS

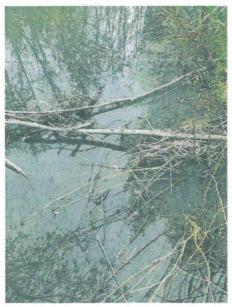
2. échevin 4 4 3. échevin #



(Aufnahme vom 23/4/2018)



:Massive Ausbreitung des Ampfers und Vernässung der Wiese (25.6.2018)



iser



Schwarze, stinkende, modernde Schlammschicht von über 1 Meter Mächtigkeit. Aufgenommen am 25.6.2018 von der Brücke, die zu unserer Wiese führt



Laurence Rumor Huelstrooss 5 L-4980 Reckange sur Mess Reckange sur Mess, le 11 juin 2018

Administration Communale de Mondercange

A l'attention du Collège des Bourgmestres et Echevins
Rue Arthur Thinnes
L-3901 Mondercange

Copies : administrations communales de Bergem et Schifflange

<u>Objet :</u> projet de règlement grand-ducal déclarant zone protégée d'intérêt national sous forme de réserve naturelle la zone humide « Dumontshaff » et plus particulièrement le site Centre Equestre Lameschmillen

Madame, Monsieur,

Nous nous référons à votre courrier du 28/04/2018 ainsi qu'à la réunion du 8 mai relatifs au projet de règlement grand-ducal cité en objet.

Nous comprenons parfaitement l'enjeu de préservation de la nature de ce projet, cependant nous sommes dans l'obligation de vous faire part de nos objections concernant le site Lameschmillen :

- Le site Lameschmillen est une exploitation à vocation principalement équestre depuis plus de 40 ans ;
- Les terrains, impactés à 100% par le règlement, ne peuvent être considérés comme des prairies permanentes. Ils servent au pâturage des équidés à la belle saison et ne sont jamais fauchés.
- En l'absence de rénovation des terrains par chaulage puis réensemencement, l'équilibre graminées/adventices est rompu au profit des adventices. Il en résulte des pâtures impropres à la consommation par des équidés.
- Ainsi, faire entrer l'entièreté des terrains dans la réserve naturelle A ou B obligerait le centre équestre à fermer son exploitation, entraînant licenciement du gérant et du personnel, et perte totale de la valeur de la propriété car dédiée à l'activité équestre.

Nous vous demandons dès lors d'exclure de la zone les terrains appartenant à la propriété et à l'exploitation équestre.

Nous restons à votre entière disposition pour tout renseignement complémentaire,

Meilleures salutations

Punor

1506.18	Vu	C.E.
Bourgmestre	d	A Marian Company
1. échevin	K.	The state of the s
2. échevin	W	CONTRACTOR AND
3. échevin	TV.	

Kail et Kail s.c. 13, rue de l'église L-3316 Bergem



Bergem, den 25. Juni 2018

Commune de Schifflange Monsieur le Bourgmestre Monsieur Paul Weimerskirch Collège échevinal

B.P. 11, avenue de la Libération L-3801 Schifflange

Betreff: Projet de règlement grand-ducal déclarant zone protégée d'intérêt national sous forme de réserve naturelle la zone humide « Dumontshaff » sise sur le territoire des communes de Schifflange, de Mondercange, et de Bettembourg.

Sehr geehrte Damen und Herren,

Anlässlich der vom Umweltministerium geplanten Ausweisung des Gebiets "Dumontshaff" als Naturschutzgebiet, möchten wir Sie mit diesem Schreiben freundlichst auf die Probleme für uns als Bewirtschafter einiger der sich im Gebiet befindlichen Flächen, aufmerksam machen.

Innerhalb des geplanten Naturschutzgebietes bewirtschaften wir insgesamt 17.6 Hektar. Besonders aber die Bewirtschaftung der Parzelle mit der Flik-Nummer P0353991, Kadasternummer 4970/11783 ist in den letzten Jahren deutlich erschwert worden. Diese Wiese wird in der Regel 2-3 gemäht und eine dem Entzug angepasste Düngung vollzogen, demnach eine mittlere dem Ertragspotenzial des Standortes angepasste Nutzung. Durch die extreme Ansammlung von faulem, schwarzen Schlamm im Bach ("Kiemelbaach"), ist es zu einer Erhöhung des Wasserpegels im Bach gekommen und unsere angrenzende Wiese ist auf einem recht großen Bereich ständig nass und unbefahrbar geworden (siehe Foto). Dieser Bereich kann aktuell nicht mehr zur Futterproduktion genutzt werden und zusätzlich verbreiten sich hier Problemunkräuter wie etwa der Ampfer aufgrund der Überflutung mit sehr nährstoffreichem Schlamm.

02.07.18	Vu	C.E.
Bourgmestre	X	
1. échevin	16	
2. échevin	14	
3. échevin		



Der ständig nasse Bereich der Wiese, der in diesem Frühjahr noch gar nicht genutzt werden konnte.

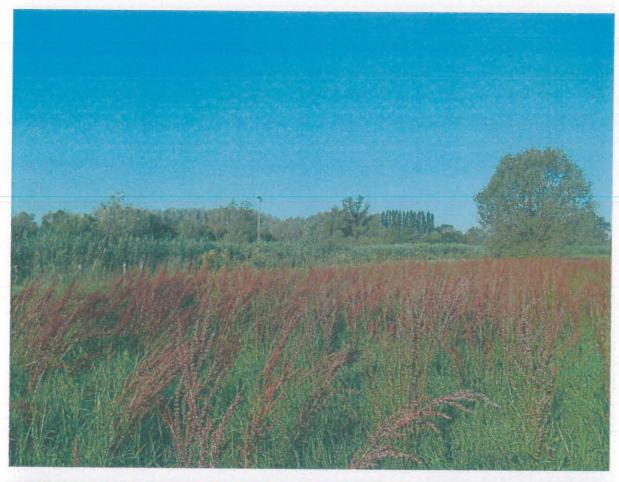
Bei der Flurbereinigung, die vor einigen Jahren für die Renaturierung der Alzette durchgeführt wurde, wurde uns versprochen, dass falls unsere Wiese eines Tages zu sehr vernässen würde, wir die Möglichkeit bekommen würden die Wiese zu drainieren. Durch das vorgesehene règlement grandducal wird diese Möglichkeit uns nun endgültig verboten. Wenn das Reglement wie vorgesehen in Kraft tritt, wird die Produktivität der Wiese durch das Verbot jeglicher Art der Düngung zusätzlich vermindert, da auf dem Teil der Parzelle der nicht ständig nass wird, ebenfalls deutlich weniger Futter wachsen wird. Auch verlieren wir die Fläche als potentielle Fläche zur Ausbringung von organischem Dünger.

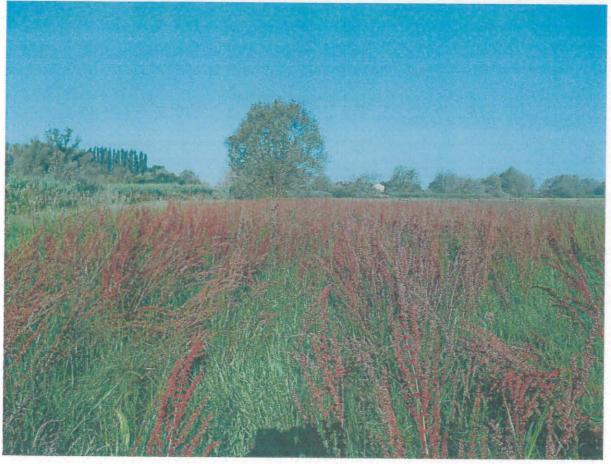
Wir möchten Sie hiermit einerseits darauf hinweisen, dass durch das geplante Reglement unsere Wiese erheblich an Produktivität verlieren wird, ohne dass wir eine Entschädigung hierfür bekommen. Andererseits möchten wir die Verantwortlichen freundlichst darum bitten, den sich angesammelten Schlamm dringend aus dem Bachbett zu entfernt, damit das Wasser wieder ordentlich abfließen kann und die umherliegenden Wiesen wieder normal bewirtschaftet werden können.









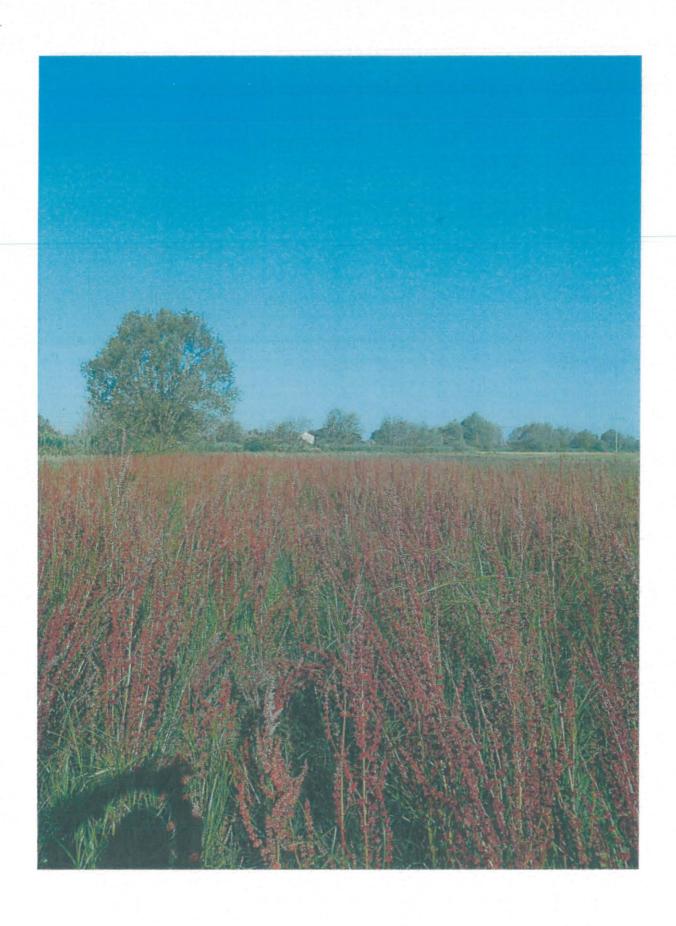
























Hochachtungsvoll,

Pol & Guy Kail 13, rue de l'église L-3316 Bergem

Guy Kail

An den Schöffenrat und den Bürgermeister der Gemeinde Schifflange B.P. 11, avenue de la Libération L-3801 Schifflange



Betreff: Projet de règlement grand-ducal déclarant zone protégée d'intérêt national sous forme de réserve naturelle la zone humide « Dumontshaff » sise sur le territoire des communes de Schifflange, de Mondercange, et de Bettembourg.

Sehr geehrte Damen und Herren,

das Umweltministerium beabsichtigt die Ausweisung eines Naturschutzgebietes "Dumontshaff", in dem ich als Landwirt 3 Parzellen Dauergrünland bewirtschafte. Es sind dies die Parzellen in Schifflingen mit der

Flik-Nummer P0860558 Kataster-Nummer 4873 / 11771 (1,3 Hektar) und Flik-Nummer P0453983 Kataster-Nummer 4892 / 11774 (1,23 Hektar) und Flik-Nummer P0704979 Kataster-Nummer 102 / 11718 (0,87 Hektar). Im Folgenden möchte ich meine Einwände und Bedenken zu diesem Projekt darstellen.

Die drei oben genannten Parzellen bewirtschafte ich seit jeher nach einer eher mittleren Intensivierungsstufe. Die Wiesen werden nur mäßig gedüngt und meist erst nach der Blüte der Gräser und Kräuter zur Heumahd genutzt. Ich bin mir der Schutzwürdigkeit des Gebietes "Dumontshaff" mit seinen zahlreichen Biotopen und Vogelarten sehr wohl bewusst. Jedoch bin ich der Meinung, dass meine bisherige Wirtschaftsweise dem Gebiet nicht geschadet hat. Zudem haben die Entwicklungen der letzten Jahre die landwirtschaftlichen Parzellen derart entwertet und ihre Bewirtschaftung derart erschwert, dass dies für alle Beteiligten keine zufriedenstellende Situation sein kann.

Seit kurzem ist zu beobachten, dass das Bachbett der "Kiemelbaach" immer weiter ansteigt und sich bereits jetzt über dem Niveau der angrenzenden Wiesen befindet. Dies macht die vorher beschriebene Nutzung - vor allem der Parzelle P0453983 Katasternummer 4892 /11774 - jedes Jahr schwieriger bis fast schon unmöglich.

In den ersten Jahren nach der Renaturierung des Baches war die Situation noch eine ganz andere. Das Bachbett war deutlich tiefer, das Wasser floss gut ab und die umliegenden Wiesen waren befahrbar und konnten zur Mahd genutzt werden. Jedoch haben sich immer mehr Sedimente im Bachbett niedergelassen und eine schwarze stark riechende vermodernde Schlammschicht gebildet (Fotos 3 und 4). Der Wasserspiegel wurde so erheblich angehoben. Dadurch sind große Bereiche der umliegenden Wiesen dauerhaft nass und nicht mehr zu bewirtschaften (Foto 1). Übrigens sind auch

die angelegten Wanderpfade rund um das Projekt der Renaturierung hiervon betroffen, wie auf dem Foto erkennbar (Foto 2).

Ich möchte die Verantwortlich deshalb dringend darum bitten, den sich im Bachbett befindlichen Schlamm zu entfernen und das Abfließen des Wassers zu ermöglichen. Nur durch diese Maßnahme bleiben die Wiesen auf Dauer bewirtschaftbar.

Ein weiteres kürzlich aufgetretenes Problem ist der Ampfer, der seit wenigen Jahren massiv in den Wiesen zugenommen hat. Durch die langen Perioden der Überflutung mit dem schlammigen, nährstoffreichen Wasser, ist es in den nassen Bereichen der Wiesen zu einem massiven Auftreten von Ampfer gekommen. Diese Pflanze stellt in landwirtschaftlichen Parzellen insofern ein Problem dar, als dass sie den Wert des Futters erheblich reduziert, sich bei ungenügender Bekämpfung massiv verbreiten kann und dann nur noch schwer zu verdrängen ist. Laut den aktuellen Bestimmungen zum Erhalt von landwirtschaftlichen Prämien, ist der Landwirt verpflichtet sogenannte "Problemunkräuter" – zu denen Ampfer zählt - zu bekämpfen.

Durch die bereits beschriebene Situation rund um die "Kiemelbaach" hat sich der Ampfer massiv ausgebreitet. Falls das vorgestellte règlement grand-ducal wie geplant appliziert wird, werden uns Landwirten zudem alle Möglichkeiten genommen effizient gegen dieses Unkraut vor zu gehen. Eine effiziente Bekämpfung von Ampfer erfolgt in der Regel durch den gezielten lokalen Einsatz eines Herbizids, gefolgt von einer Gras-Übersaat. Die Übersaat ist insofern wichtig, um die Grasnarbe wieder vollständig schließen zu können und so Unkräutern keinen Platz zum Keimen zu bieten. Diese Praktiken sind aufgrund des beabsichtigten Reglements künftig untersagt.

Einen weiteren Punkt, den ich in diesem Schreiben ansprechen möchte, ist der Fakt, dass landwirtschaftliche Nutzfläche mit extremen Verboten und Einschränkungen belegt wird, die einerseits die Bewirtschaftung erheblich erschweren und andererseits eine enorme Entwertung des Landes nach sich tragen, ohne dass eine Entschädigung hierfür vorgesehen ist.

Durch die Vernässung der Wiesen wird die Qualität des Futters herabgesetzt und es werden gesundheitsschädigende Parasiten (Magen-,Darm-,Lungenwürmer und Leberegel) häufiger auftreten .

Durch das Düngungsverbot wird der Futterertrag herabgesetzt und im vorgesehenen Reglement wird überhaupt keine angemessene Entschädigung angeboten .

O2 of 18 Vy C.E.

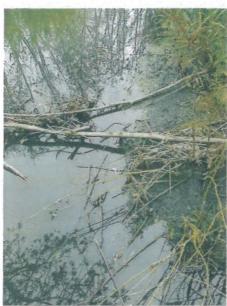
Bourgmestre 1. échevin 1
2. échevin 1
3. échevin 1



1:Massive Ausbreitung des Ampfers und Vernässung der Wiese (25.6.2018)



2:Überflutung eines Teilbereiches meiner Wiese und des Wanderpfades





Hochachtungsvoll

Marc Witry 50, rue de Schifflange L-3316 Bergem

Whitny







Adresse postale: Chambre d'Agriculture B.P.81 L-8001 Strassen Siège: 261, route d'Arlon L-8011 Strassen



Chambre d'Agriculture

Chambre Professionnelle des Agriculteurs, Viticulteurs et Horticulteurs Luxembourgeois

à Madame la Ministre de l'Environnement

Strassen, le 21 février 2018

Tél.: 31 38 76-1 Fax: 31 38 75

E-mail: info@lwk.lu www.lwk.lu

www.produitduterroir.luMinistère du Développement durable et des Infrastructures Département de l'environnement Entré le: 22 -02- 2018

N/Réf: BG/PR/01-22

Avis

sur l'avant-projet de règlement grand-ducal déclarant zone protégée d'intérêt national sous forme de réserve naturelle la zone humide « Dumontshaff» sise sur le territoire des communes de Schifflange, de Mondercange, et de Bettembourg.

Madame la Ministre,

Par lettre du 3 juillet 2017, vous avez bien voulu saisir la Chambre d'Agriculture pour avis sur l'avant-projet de règlement grand-ducal sous rubrique. Après l'avoir analysé en assemblée plénière et suite à des discussions avec les exploitants agricoles concernés, la Chambre d'Agriculture a décidé d'émettre l'avis suivant.

I. Considérations générales :

Conformément à l'article 44 de la loi du 19 janvier 2004 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles, les auteurs du projet sous avis prévoient la désignation sous forme de réserve naturelle de la zone humide « Dumontshaff», comprenant une surface totale de 119,5 ha. Il est prévu de diviser la réserve naturelle en deux zones : une zone noyau, plus restrictive (dénommée « partie A ») ainsi qu'une zone tampon (dénommée « partie B »). La partie A a une étendue de 76,32 ha - la partie B quant à elle, a une étendue de 43,24 ha. Pratiquement toute l'étendue de la réserve naturelle est composée de terres agricoles.

La Chambre d'Agriculture note que la zone susmentionnée a été retenue comme Réserve Naturelle - Zone humide 16 (RN ZH 16) dans la « Déclaration d'Intention Générale » de 1982.

II. L'inclusion de terres agricoles dans la réserve naturelle :

Le noyau de la réserve naturelle autour de l'Alzette renaturée

La Chambre d'Agriculture note que la partie centrale de la réserve naturelle prévue est composée d'une zone humide par laquelle passe l'Alzette. Il ressort du dossier de classement que suite à la renaturation de ce cours d'eau il y a plus de 10 ans, l'ancienne plaine alluviale a été restaurée. Ceci semble avoir eu un effet positif sur l'état écologique de cette zone. Le cadastre des biotopes révèle en effet l'existence de diverses prairies maigres, de magnocariçaie ainsi que d'autres habitats.

Cependant la Chambre d'Agriculture note qu'un grand nombre des terres agricoles exploitées de façon conventionnelle et n'abritant aucun biotope classé, ont été incluses dans les limites de la réserve naturelle prévue – et cela sans qu'aucune indemnisation n'ait été prévue pour les agriculteurs concernés.

Imposition de servitudes et de charges sans une quelconque indemnisation

Il est en effet prévu de grever plus de 100 ha de terres agricoles de servitudes resp. d'imposer aux propriétaires et aux exploitants agricoles concernés certaines charges. Le bien-fondé de ces servitudes/charges fera l'objet d'une analyse détaillée au niveau du commentaire des articles (cf. partie IV). Il est cependant important de noter que ces servitudes/charges représentent un dommage réel pour les propriétaires et les exploitants concernés. Les parcelles agricoles deviennent moins productives et perdent donc en valeur. Cependant le projet de règlement grand-ducal sous avis ne prévoit aucune contrepartie de quelconque nature que ce soit pour les personnes lésées.

Selon la Chambre d'Agriculture, il n'est pas équitable de grever des immeubles (dans notre cas des terres agricoles) de servitudes resp. d'imposer aux propriétaires et aux exploitants agricoles concernés certaines charges sans aucune contrepartie (pécuniaire ou en nature). La loi du 1^{er} septembre 1988 relative à la responsabilité civile de l'État et des collectivités publiques ainsi que la jurisprudence y relative confirment ce principe¹. En l'espèce, le préjudice pour les propriétaires et les exploitants agricoles est certain, spécial et exceptionnel. Il se doit donc d'être indemnisé. Le projet de loi 7048 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles (i.e. la future loi sur la protection de la nature) prévoit lui aussi un droit à indemnité pour les propriétaires de fonds sur lesquels des servitudes sont imposées lors de la désignation d'une zone protégée d'intérêt national². La Chambre d'Agriculture appelle donc les auteurs du projet sous avis ainsi que le ministère et l'administration compétents à prévoir une indemnisation adéquate des propriétaires resp. exploitants des fonds en question.

III. Limites proposées de la zone :

Une exploitation agricole fortement touchée qui lutte pour sa sauvegarde

La Chambre d'Agriculture ne cesse d'accuser le caractère inéquitable de l'imposition de servitudes et de charges par l'État sur des terrains appartenant à des personnes resp. collectivités privées sans la moindre indemnisation de celles-ci. Cette iniquité devient frappante en analysant la situation personnelle d'un agriculteur de Kayl exploitant près de 13 hectares de terres agricoles censées faire partie de la réserve naturelle. Cette personne exploite les parcelles suivantes :

² Article 41 du projet de loi 7048

¹ Article 1 alinéa 2 de la loi du 1^{er} septembre 1988 dispose que : « *Toutefois lorsqu'il serait inéquitable, eu égard à la nature et à la finalité de l'acte générateur du dommage, de laisser le préjudice subi à charge de l'administré, indemnisation est due même en l'absence de preuve d'un fonctionnement défectueux du service, à condition que le dommage soit spécial et exceptionnel et qu'il ne soit pas imputable à une faute de la victime,* »

Dans la partie A:

- P0905660, d'une surface totale de 6 ha
- P0770329, d'une surface totale de 2,44 ha

Dans la partie B:

- P0850382, d'une surface totale de 4,62 ha

La parcelle incluse dans la partie B est la propriété de l'exploitant concerné.

Pour cette exploitation agricole de taille moyenne, la perte de revenu due à l'imposition de servitudes sur sa propriété resp. sur les terres qu'il exploite est importante. S'y ajoute que ce même exploitant a déjà perdu près de 3 ha de terres arables (parcelles P0905648, P0152013, P0152020 et P0152000) dû à leur inclusion dans une autre zone protégée d'intérêt national sous forme de réserve naturelle (en l'occurrence la zone « Léiffrächen »).

De plus cette même exploitation s'est vue retirer il y a quelques années 3 ha de terres arables pour la réalisation de mesures compensatoires par la commune de Kayl resp. par le SICONA. Finalement, l'agrandissement prévu de la ville de Kayl se fera sur des parcelles que ce même agriculteur exploite. Une vingtaine d'hectares lui seront retirés dans les années à venir. Son existence est déjà actuellement mise en danger — l'avant-projet sous avis vient empirer sa situation.

La Chambre d'Agriculture désire pointer du doigt le fait que la protection de la nature, qui profite à toute notre société, se fait malheureusement au détriment des exploitants agricoles.

Afin de limiter l'impact sur les exploitations agricoles concernées, la Chambre d'Agriculture demande aux auteurs du texte de (i) prévoir une indemnisation adéquate des propriétaires ainsi que des exploitants agricoles ainsi que (ii) de bien vouloir revoir les limites de la réserve naturelle afin de retirer la parcelle P0850382, qui est détenue en pleine propriété par l'exploitant susvisé, des limites de la zone.

L'inclusion de trois parcelles exploitées par une pension de chevaux

Les trois parcelles suivantes, d'une surface totale de 3,03 ha, appartiennent à la *Lameschermillen* et sont les seules à être exploitées par cette exploitation :

- P0771276;
- P0771278; et
- P0874742.

L'avant-projet sous avis prévoit de les inclure intégralement dans la partie A de la réserve naturelle. Il y a lieu de noter que seule la parcelle P0771276 compte la présence d'un biotope (en l'occurrence une prairie maigre de fauche) d'une surface de 0,18 ha (sur un total de 3.03 ha!).

Après discussions sur place avec le propriétaire concerné, la Chambre d'Agriculture se doit de noter que la *Lameschermillen* (adjacente des parcelles en question) héberge des équidés, et les fait sortir sur ces parcelles. Cette exploitation ne dispose pas d'autres terrains où elle pourrait faire pâturer les chevaux. Les parcelles citées ci-dessus sont donc d'une importance primordiale pour la *Lameschermillen* et l'imposition de servitudes mettra en péril cette exploitation.

En effet, l'inclusion de ces trois parcelles dans la partie A de la réserve naturelle interdirait tout réensemencement ainsi que tout sursemis de ces parcelles, alors que ces mesures sont primordiales pour maintenir les parcelles en tant que prairies permanentes et afin d'endiguer la survenance d'adventices. L'exploitant ainsi que la Chambre d'Agriculture consentent au fait que le biotope prémentionné d'une surface de 0,18 ha fait l'objet d'une exception. De même, l'exploitant pourrait s'engager à pratiquer le réensemencement resp. le sursemis selon les instructions de l'ANF (avec un mélange de graminées donné p.ex.).

Cependant le texte actuel prévoit l'interdiction totale de réensemencement/sursemis au niveau de toute la réserve naturelle.

C'est pour cette raison que la Chambre d'Agriculture demande aux auteurs du projet de bien vouloir retirer ces parcelles des limites de la réserve naturelle resp. de trouver une autre solution avec l'exploitant concerné.

IV. Commentaire des articles :

Ad article 2

Cet article reprend en hectares la surface de la zone protégée « *Dumontshaff*» et énumère les numéros des parcelles cadastrales tombant dans la partie A respectivement dans la partie B. Se référant aux commentaires émis au niveau de la partie III ci-dessus, la Chambre d'Agriculture demande à ce que soit fait droit à sa revendication (exclusion de la parcelle P0850382) en modifiant cet article.

Ad. article 3:

La Chambre d'Agriculture note qu'il est, entre autres, prévu d'interdire dans la partie A de la zone protégée :

- 6. [...]
- 7. <u>le retournement, le réensemencement ou le sursemis des prairies et pâtures permanentes ;</u>
- 8. [...]

15. [...]

16. la fertilisation ou l'emploi de pesticides ;

17. [...].

La Chambre d'Agriculture rappelle que ces interdictions ont un impact négatif sur l'exploitabilité des parcelles agricoles situées dans la partie A. Cependant, étant donné la présence et la densité de biotopes sur et autour des parcelles agricoles concernées, la Chambre d'Agriculture estime que ces interdictions sont nécessaires pour maintenir le bon état de conservation des biotopes présents et n'a pas de commentaire y relatif.

Elle appelle cependant les auteurs du projet sous avis à faire droit à ses revendications émises au niveau de :

- la partie II ci-dessus en prévoyant une indemnisation adéquate des propriétaires respectivement des exploitants agricoles lésés ;
- la partie III en trouvant une solution pour l'exploitant de la pension de chevaux en ce qui concerne l'interdiction de réensemencement/sursemis sur les trois parcelles citées.

Ad. article 4:

La Chambre d'Agriculture note qu'il est, entre autres, prévu d'interdire dans la partie B de la zone protégée :

- 4. [...]
- 5. [...] le sursemis des prairies et pâtures permanentes [...] ;
- 6. [...]

La Chambre d'Agriculture ne comprend pas pourquoi les auteurs du projet sous avis entendent interdire le sursemis de prairies et pâtures permanentes dans la partie B. Si le retournement de prairies et pâtures permanentes peut être considéré comme une mesure impactant de façon négative les objectifs de protection, il n'en est pas de même du sursemis. Celui-ci ne saurait avoir un impact négatif sur l'état de conservation actuel de la partie B. Le sursemis permet de maintenir la parcelle dans un état apte à l'exploitation agricole et empêche le développement d'adventices (p.ex. rumex, ortie, chardon, séneçon de Jacob, etc.). Signalons dans ce contexte l'obligation découlant de la législation tant européenne que nationale (« conditionnalité ») de prendre des mesures pour empêcher justement la propagation de ces adventices. Dans ce contexte, le sursemis est en effet une mesure de choix. C'est pour ces raisons que la Chambre d'Agriculture demande de faire abstraction de l'interdiction du sursemis.

V. Conclusions:

La Chambre d'Agriculture rappelle qu'il n'est pas possible de grever des parcelles agricoles de servitudes resp. d'imposer aux propriétaires et aux exploitants agricoles concernés certaines charges sans aucune contrepartie (pécuniaire ou en nature).

Concernant les limites de la zone de protection, la Chambre d'Agriculture demande une modification, telle que détaillée au niveau du point III.

Finalement, la Chambre d'Agriculture demande à ce que soit fait abstraction de l'interdiction de sursemis au niveau de la partie B.

* * *

La Chambre d'Agriculture ne peut approuver l'avant-projet de règlement grand-ducal sous avis que sous condition de la prise en compte intégrale de ses remarques formulées dans le présent avis.

Veuillez agréer, Madame la Ministre, l'expression de notre plus haute considération.

Pol Gantenbein Secrétaire général



Diekirch, le 3 décembre 2021

A Madame Carole DIESCHBOURG Ministère de l'Environnement, du Climat et du Développement durable

Concerne : Classement de la zone protégée d'intérêt national « Dumontshaff »

Transmis à Madame la Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable pour donner suite à la procédure publique du classement de la zone protégée d'intérêt national sous forme de réserve naturelle la zone humide « Dumontshaff » sise sur le territoire des communes de Bettembourg, Mondercange et Schifflange.

Veuillez agréer, Madame la Ministre, l'expression de mes salutations très distinguées.

Le Directeur adjoint de l'Administration de la nature et des forêts

Laurent SCHLEY



Diekirch, le 3 décembre 2021

Dossier suivi par Mme Corinne Steinbach

Tél: 247 56665

Email: corinne.steinbach@anf.etat.lu

A Madame Carole DIESCHBOURG Ministère de l'Environnement, du Climat et du Développement durable

Par la voie hiérarchique

Concerne : Classement de la zone protégée d'intérêt national « Dumontshaff »

Madame la Ministre,

Veuillez trouver ci-joints les documents nécessaires pour donner suite à la procédure publique du classement de la zone protégée d'intérêt national sous forme de réserve naturelle la zone humide « Dumontshaff » sise sur le territoire des communes de Bettembourg, Mondercange et Schifflange.

Veuillez agréer, Madame la Ministre, l'expression de mes salutations très distinguées.

Le chef du service de la nature

Sandra CELLINA



Diekirch, le 1er décembre 2021

Madame Carole DIESCHBOURG
Ministre de l'Environnement

Concerne : observations et recommandations relatives à l'enquête publique de la zone protégée d'intérêt national sous forme de réserve naturelle la zone humide « Dumontshaff »

Madame la Ministre,

Veuillez trouver ci-dessous les observations et recommandations concernant les avis des conseils communaux des communes de Bettembourg, Mondercange et Schifflange, ainsi qu'aux réclamations adressées aux conseils communaux respectifs, issus dans le contexte de l'enquête publique pour la déclaration de la zone humide « Dumontshaff » en tant que zone protégée d'intérêt national (ZPIN) sous forme de réserve naturelle.

1) Observations du Conseil communal de la commune de Bettembourg

Le Conseil communal de la commune de Bettembourg avise à l'unanimité des voix le classement de la zone humide « Dumontshaff » en zone protégée d'intérêt national sous forme de réserve naturelle.

Aucune réclamation n'a été adressée au Conseil communal.

2) Observations du Conseil communal de la commune de Mondercange

Le Conseil communal de la commune de Mondercange a reçu trois réclamations qui seront traitées à la fin de cet avis car il s'agit des mêmes qui ont été adressées au Conseil communal de la commune de Schifflange.

Le Conseil communal de Mondercange décide unanimement d'émettre un avis avec les remarques et suggestions suivantes :



- Tout d'abord le Conseil communal de Mondercange tient à féliciter les auteurs du dossier de classement et du degré de précision des informations reprises surtout en ce qui concerne la flore et la faune.
- Le Conseil communal signale que la réserve naturelle projetée empiète sur des parcelles exploitées par le Centre équestre « Lameschmillen ». Ces parcelles ne sont jamais fauchées mais uniquement pâturées et vu leur situation dans la plaine alluviale, il est important de pouvoir les chauler puis réensemencer pour sauvegarder un équilibre entre graminées et adventices.
 - Les parcelles concernées par le centre équestre seront transférées en zone B ou le réensemencement et le chaulage ne seront plus interdits. Cette remarque pertinente a donc bien été considérée et l'avant-projet de règlement a été modifié de sorte.
- Le sentier didactique aménagé tend à sensibiliser le public pour la nature, et notamment pour les différents biotopes reliés à la renaturation de l'Alzette et le projet de pâturage. La commune souhaite que le public ait plus de liberté de circulation dans le respect de la nature et des exploitations dans la zone. La circulation libre du public est très difficile à contrôler ; les risques pour la faune et la flore présentes sont difficiles à manier. Cette proposition de la part de la commune ne sera pas retenue, trop nombreux sont les dégâts constatés déjà dans d'autres zones protégées dans le pays par des visiteurs non respectueux ; les risques pour la nature si fragile sont trop immenses. Rappelons que le but des zones protégées est de protéger les éléments de la nature que ce soit la faune, la flore ou les biotopes les plus sensibles et précieux que nous possédions au Luxembourg. Il est ainsi dans notre
- La commune relève la mauvaise qualité physio-chimique de la Kiemelbaach, affluent de l'Alzette et demande aux autorités étatiques de bien vouloir entreprendre ensemble avec les communes concernées des mesures d'amélioration de la qualité de l'eau.

obligation de les protéger au mieux.

- Les travaux de renaturation du cours d'eau ont déjà été entamés, ces travaux ne permettront non seulement de résoudre le problème de dépôts de vase, problème relevé par des réclamants et traité à plusieurs reprises au sein de cet avis, mais également d'améliorer la qualité de l'eau. Le cours d'eau ne traversera plus la zone commerciale de Foetz mais passera au sud de celle-ci à travers du terrain naturel. Le cours d'eau aura de cette manière la possibilité de s'auto-nettoyer, même qu'une certaine pollution persistera tant qu'il n'y aura pas de station d'épuration.
- Au vu de ces remarques, le conseil communal de Mondercange propose de modifier
 l'avant-projet de règlement comme suit :
 - De rectifier la partie A de la zone protégée projetée en renommant les parcelles 4733/4248 et 4734/4249 en 4733/12343, 4734/12341 de la section A de Schifflange suite à un morcellement.
 - Comme les parcelles ne sont plus énumérées dans la partie écrite, cette remarque est sans objet.
 - De sortir les parcelles 4733/12342, 4733/12343 et 4734/12340 de la zone protégée projetée car elles seront utilisées pour une exploitation maraîchère. Cette demande n'est retenue que partiellement. Une partie de ces parcelles possède le statut de prairies permanentes et ne peut donc pas être transformée en labour vue leur situation dans une zone Natura 2000.



- O De rajouter les parcelles 1526/3371 et 1445/3360 incluses dans la partie graphique de l'avant-projet de règlement mais non reprises dans la partie écrite.
 - Comme les parcelles ne sont plus énumérées dans la partie écrite, cette remarque est sans objet.
- L'interdiction de retournement, de réensemencement ou le sursemis des prairies ou pâtures au sein de la zone A. Cette interdiction concerne en particulier les parcelles du centre équestre de la Lameschmillen. La commune propose d'exclure les parcelles 730/1138, 732/11739 et 1419/11762 (commune de Schifflange, section A de Schifflange) ainsi que les parcelles 1108/3351, 1110/3352, 1113/3353, 1117/3354, 1119/3355 (Commune de Mondercange, section E de Bergem) et les parcelles 193/1625 et 186/1623 (Commune de Bettembourg, section E de Noertzange) de la réserve naturelle.

En sortant toutes ces parcelles, la zone protégée avisée perdra une partie des parcelles néanmoins cruciales pour la réserve vue leur situation au moins en partie, le long de l'Alzette. Pour cette raison, toutes ces parcelles seront classées en zone B et le réensemencement et le sursemis seront permis tout comme la fertilisation et le chaulage. De cette manière, les parcelles resteront au sein de la réserve naturelle projetée, mais auront des interdictions moindres que si elles étaient restées au sein de la zone A.

- La commune souligne que les articles 3 et 4 de l'avant-projet de règlement risqueront de préjudicier les propriétaires et exploitants des surfaces adjacentes au cours d'eau Kiemelbaach. Ce petit cours d'eau déborde régulièrement et suite à une forte sédimentation, l'hydrologie du cours d'eau a été modifié et risque d'inonder régulièrement des surfaces agricoles et d'y déposer des sédiments pollués.
 - Les travaux de renaturation de la Kiemelbaach ont déjà été entamés ; le risque d'inondation et de dépôts de sédiments sera alors amélioré pour les surfaces avoisinantes du cours d'eau. Ce point n'est donc plus pertinent.
- Enfin la commune souhaite que des exceptions aux articles 3 et 4 de l'avantprojet de règlement soit possible pour certaines parcelles cadastrales. Il s'agit des parcelles utilisées par le centre d'équestre Lameschmillen et mentionnées ci-haut.
 - Vu que les parcelles du centre équestre seront tous transférées en zone B, et que l'avant-projet de règlement de la zone B modifié de sorte à ce que le chaulage et le réensemencement seront admis, ce point n'est plus pertinent.

3) Observations du Conseil communal de la commune de Schifflange

Le Conseil communal de la commune de Schifflange a reçu quatre réclamations qui seront traitées à la fin de cet avis car trois de ces réclamations sont identiques à celles adressées au Conseil communal de Mondercange.

Le Conseil communal de Schifflange décide unanimement d'émettre un avis avec des remarques et suggestions. Cet avis est identique à celui du conseil communal de



Mondercange traité au point 2 ci-dessus. Il en résulte les mêmes conclusions que celles tirées au point deux.

Lettres individuelles motivées

a) Lettre de Madame LR

La réclamante tient à faire part de ses objections concernant le site Lameschmillen. Le centre équestre utilise des pâtures pour les chevaux pendant la belle saison. Vue la situation initiale d'une partie de ces parcelles en zone A de la zone protégée avisée, le réensemencement et le chaulage seraient interdits.

De ce fait nous avons tenu compte de cette réclamation pertinente et avons classé toutes les parcelles utilisées par le centre équestre en zone B. En même temps nous avons modifié le règlement de sorte à ce que le chaulage et le réensemencement au sein de la zone B soient permis.

b) Lettre de K et K s.c

L'exploitation K et K gère environ 17,6 ha au sein de la zone protégée projetée dont notamment la parcelle 4970/11783 bordant la Kiemelbaach. Au sein de la Kiemelbaach des sédiments ont peu à peu augmenté le fond du lit, ce qui a engendré une hausse du niveau d'eau. Ceci a provoqué qu'une partie de la parcelle est devenue de plus en plus humide et ne peut donc plus être fréquentée avec des engins motorisés. Le dépôt de sédiments très riche en nutriments a d'ailleurs provoqué l'apparence d'adventices non désirées tels que les oseilles.

Des échanges de parcelles ont eu lieu pour que l'exploitation K et K puisse continuer ses activités et la renaturation du Kiemelbaach a déjà été entamée. Le lit du cours d'eau sera transféré plus à l'ouest et ne bordera plus la parcelle nommée au sein de la réclamation.

Cette réclamation n'est donc plus pertinente

c) Lettre de Monsieur MW

Monsieur MW est exploitant actif au sein de la zone protégée projetée. Il y gère environ 3.4 hectares répartis sur trois parcelles, à savoir 4873/11771, 4892/11774 et 102/11718.

- La parcelle 102/11718 se situe en-dehors de la zone protégée projetée, et n'est donc pas concernée.
- La parcelle 4873/11771 se situe en zone A de la zone projetée et dans le bassin versant de la Kiemelbaach et de l'Alzette. Afin de limiter les apports



en nutriments vers les biotopes protégés situés en aval, il est prépondérant de garder cette parcelle au sein de la zone protégée projetée. La perte en rendement pourra être compensée par la conclusion d'un contrat « biodiversité » ou d'une mesure agro-environnementale similaire.

• La parcelle 4892/11774 est très concernée par les dépôts en sédiments de la Kiemelbaach. Comme mentionné déjà à plusieurs reprises, les travaux de renaturation sont en cours. Ceci va améliorer la situation existante et permettra à l'exploitant de gérer sa parcelle à nouveau. En ce qui concerne la présence concentrée d'oseilles due aux dépôts de vase, l'agriculteur devra ensemencer sa prairie pour pouvoir l'exploiter. Dans ce cas précis, il devra faire une demande d'autorisation de réensemencement. Même que le réensemencement soit interdit au sein de la zone A, il devrait pouvoir recréer sa prairie. Le réensemencement devrait se réaliser avec des semences autochtones et être considéré comme une mesure de gestion, autorisable d'après l'article 5 de l'avant-projet de règlement. Par la suite, la conclusion d'un contrat « biodiversité » ou une mesure agroenvironnementale similaire devrait lui permettre de compenser la perte en rendement.

d) Lettre de Madame IV-J

La réclamante est propriétaire de la parcelle 4892/11774, affermée à Monsieur MW, dont l'objection a été traitée ci-dessus. La propriétaire de la parcelle révèle les mêmes problèmes déjà mentionnées ci-dessus à savoir les dépôts de sédiments et la difficulté à exploiter la surface suite à ces sédiments et le degré d'humidité de sol plus élevé. Comme expliqué ci-dessus, la renaturation de la Kiemelbaach devrait améliorer la situation existante et permettre à nouveau une exploitation adéquate de la surface concernée.

Pour le Service de la nature

Corinne Steinbach Chargée d'études

Copie : Gilles BIVER, Ministère de l'Environnement, du Climat et du Développement durable

Annexes:

- 1) Avant-projet de règlement grand-ducal modifié suite aux avis et objections issus de la procédure publique version « track changes » et version définitive
- 2) Commentaire des articles
- Carte avec la nouvelle délimitation proposée suite à l'enquête publique

Avant-projet de règlement grand-ducal déclarant zone protégée d'intérêt national sous forme de réserve naturelle la zone humide « Dumontshaff » sise sur le territoire des communes de Schifflange, de Mondercange, et de Bettembourg.

Nous Henri, Grand-Duc de Luxembourg, Duc de Nassau;

Vu la loi modifiée du 19 janvier 2004<u>18 juillet 2018</u> concernant la protection de la nature et des ressources naturelles, et notamment ses articles 2, 15-17, 34, 35 et 37 à 46et 34 à 45 ;

Vu la décision du Gouvernement en conseil du 13 janvier 2017 relative au plan national concernant la protection de la nature 2017 – 2021 et ayant trait à sa première partie intitulée Stratégie nationale Biodiversité;

Vu l'avis du Conseil supérieur pour la protection de la nature et des ressources naturelles ;

Vu l'avis émis par les conseils communaux de Schifflange, de Mondercange et de Bettembourg après enquête publique ;

Vu la fiche financière ;

Vu les avis [de la Chambre d'agriculture, de la Chambre de commerce et de la Chambre des métiers] ; Notre Conseil d'État entendu ;

Sur le rapport de Notre Ministre de l'Environnement et de Notre Ministre des Finances, et après délibération du Gouvernement en Conseil ;

Arrêtons:

Art. 1^{er}. Est déclarée zone protégée d'intérêt national sous forme de réserve naturelle, la zone humide « Dumontshaff », sise sur le territoire des communes de Schifflange, Mondercange et Bettembourg, partie de la zone protégée d'intérêt communautaire « Vallée supérieure de l'Alzette LU0002007 ».

- **Art. 2.** La zone protégée « Dumontshaff », d'une étendue de 119,50-23 ha, <u>se compose de deux parties.</u> est formée de fonds inscrits au cadastre des communes de Schifflange, de Mondercange et de Bettembourg, sous les numéros :
 - 1° la partie A, d'une étendue de 76,3268,91 ha, est formée de fonds inscrits au cadastre des communes de Schifflange, section A de Schifflange, et de Mondercange, section E de Bergem formée par les parcelles cadastrales suivantes:
 - a) commune de Schifflange, section A de Schifflange :

 132/11722 partie, 158/11723, 612/11730, 618/11731, 619/11732, 649/11733,
 685/11734, 695/11735, 699/11736 partie, 720/11737, 730/11738, 732/11739,
 733/11740 partie, 735/11741 partie, 736/11742 partie, 739/11743 partie, 778/11746
 partie, 783/11747, 786/11748, 795/11749, 836/11752, 1385/11758 partie, 1387/11759,
 1407/11760, 4733/4248, 4734/4249, 4737/11766, 4745/11767, 4766/11770,
 4873/11771, 4880/11773, 4892/11774, 4901/11775, 4902/11776, 4903/11777,

- 4916/11778, 4933/11779, 4945/11780, 4953/11781, 4961/11782, 4970/11783, 4973/11784, 4976/11785.
- b) commune de Mondercange, section E de Bergem : 1093/3350, 1108/3351, 1110/3352, 1113/3353, 1117/3354, 1120/3356 partie, 1121/3358, 1438/3359, 1467/3363, 1468/3364, 1476/3365.
- 2°—la partie B, d'une étendue de 43,2450,33 ha, <u>est formée de fonds inscrits au cadastre des communes de Schifflange, section A de Schifflange, de Mondercange, section E de Bergem, et de Bettembourg, section E de Noertzange. par les parcelles cadastrales suivantes:</u>
- a) commune de Schifflange, section A de Schifflange:
- ——173/11724, 192/11725, 203/11726, 213/11727, 585/11728, 607/11729, 699/11736 partie, 733/11740 partie, 735/11741 partie, 736/11742 partie, 739/11743 partie, 750/11744, 751/11745, 778/11746 partie, 849/11753, 869/11754, 1354/11756, 1380/11757, 1385/11758 partie, 1409/11761, 1419/11762.
- b) commune de Mondercange, section E de Bergem:
- 2° 1119/3355, 1120/3356 partie, 1490/3366, 1493/3367, 1498/3368, 1501/3369, 1508/3370.
 - c) commune de Bettembourg, section E de Noertzange: 184/1622, 186/1623, 193/1625.

Sont également inclus tous les fonds et toutes les parcelles cadastrales ne portant pas de numéros, tels que chemins et cours d'eau se trouvant à l'intérieur du périmètre de la zone protégée d'intérêt national.

La délimitation de la zone protégée et de ses parties est indiquée sur les plans annexés.

Art. 3. Dans la partie A sont interdits :

- 1° les fouilles, les sondages, les travaux de terrassement, l'enlèvement de terre végétale, le déblai, le remblai ou l'extraction de matériaux ;
- 2° le dépôt de déchets et de matériaux ;
- 3° les travaux susceptibles de modifier le régime des eaux superficielles ou souterraines, tels que le drainage, l'entretien de drainages existants, le changement du lit des ruisseaux et le curage, ainsi que le rejet d'eaux usées;
- 4° toute construction incorporée au sol ou non ;
- 5° la mise en place d'installations de transport et de communication, de conduites d'énergie, de liquide ou de gaz, de canalisations ou d'équipements assimilés ; cette interdiction ne s'appliquant pas aux interventions nécessaires à l'entretien ou au renouvellement des installations existantes, ainsi qu'à la mise en place de conduites et de canalisations par fonçage ayant leurs puits d'entrée et de sortie en dehors des limites de la zone protégée d'intérêt national qui restent soumises à autorisation préalable du ministre ayant l'Environnement dans ses attributions, ci-après nommé « le ministre » ;
- 6° le changement d'affectation des sols, y compris la réduction, la destruction ou la détérioration de biotopes, tels que mares, sources, cours d'eau, broussailles, haies, arbres solitaires, rangées d'arbres, couvertures végétales constituées par des roseaux, des carex ou des joncs, prairies humides ou friches, ainsi que les habitats listés à l'annexe 1 et les habitats

- d'espèces listées aux annexes 2, 3 et 6 de la loi modifiée du 19 janvier 2004 18 juillet 2018 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles ;
- 7° le retournement, le réensemencement ou le sursemis des prairies ou pâtures permanentes ;
- 8° l'enlèvement, l'endommagement et la destruction de plantes sauvages ; la lutte mécanique ou thermique contre les adventices, dans le contexte de la conditionnalité de l'exploitation agricole, est autorisée ;
- 9° la perturbation, la capture ou la destruction d'animaux sauvages indigènes non classés comme gibier, sans préjudice des dispositions afférentes de la législation sur la chasse ;
- 10° l'appâtage du gibier ;
- 11° la chasse aux oiseaux ;
- 12° l'emploi de la munition de plomb;
- la circulation à l'aide de véhicules motorisés en dehors des voies goudronnées ; cette interdiction ne s'appliquant pas aux propriétaires des terrains, ni à leurs ayants droit,
 :
- 14° la circulation à pied, à vélo et à cheval en dehors des sentiers balisés à cet effet ; cette interdiction ne s'appliquant pas aux propriétaires des terrains, ni à leurs ayants droit, ni aux visites guidées organisées dans le contexte de la sensibilisation environnementale encadrée par l'Administration de la nature et des forêts ; les activités susceptibles de nuire à l'environnement restent soumises à autorisation du ministre ;
- 15° l'usage d'avions et de drones télécommandés ;
- 16° la circulation avec chien non tenu en laisse;
- 17° la fertilisation, le chaulage ou l'emploi de pesticides ;
- 18° la plantation de résineux ou d'essences allochtones.

Art. 4. Dans la partie B sont interdits :

- 1° les travaux de terrassement, l'enlèvement de terre végétale, le déblai, le remblai ou l'extraction de matériaux dépassant un volume de 250 m³;
- 2° le dépôt de déchets ;
- 3° toute construction incorporée au sol ou non, à l'exception d'abris agricoles sans impact significatif sur le site, la faune, la flore et le paysage, qui restent soumis à autorisation préalable du ministre ;
- 4° la mise en place d'installations de transport et de communication, de conduites d'énergie, de liquide ou de gaz, de canalisations ou d'équipements assimilés; cette interdiction ne s'appliquant pas aux interventions nécessaires à l'entretien ou au renouvellement des installations existantes, ainsi qu'à la mise en place de conduites et de canalisations par fonçage ayant leurs puits d'entrée et de sortie en dehors des limites de la zone protégée d'intérêt national qui restent soumises à autorisation préalable du ministre;
- <u>5°</u> le retournement, <u>le réensemencement ou le sursemis</u> des prairies ou pâtures permanentes ; <u>les réparations de dégâts de gibier pouvant se faire selon les instructions de l'Administration de la nature et des forêts</u> ;
- 6° la fertilisation, le chaulage ou l'emploi de pesticides sur les parcelles appartenant à l'Etat ;
- 6°7° l'emploi de rodenticides ;

```
7°8° la chasse aux oiseaux ;
```

8°9° l'emploi de munition de plomb;

9°10° l'usage d'avions et de drones télécommandés.

Art. 5. Les dispositions énumérées aux articles 3 et 4 ne s'appliquent pas aux mesures <u>et activités</u> prises dans l'intérêt de la conservation et de la gestion de la zone protégée d'intérêt national sous forme de réserve naturelle. Ces mesures <u>et activités</u> restent toutefois soumises à l'autorisation du ministre.

Art. 6. Notre Ministre de l'Environnement et Notre Ministre des Finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent règlement qui sera publié au Journal officiel.

La Ministre de l'Environnement

Le Ministre des Finances

Avant-projet de règlement grand-ducal déclarant zone protégée d'intérêt national sous forme de réserve naturelle la zone humide « Dumontshaff » sise sur le territoire des communes de Schifflange, de Mondercange, et de Bettembourg.

Nous Henri, Grand-Duc de Luxembourg, Duc de Nassau;

Vu la loi modifiée du 18 juillet 2018 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles, et notamment ses articles 2,17,34, 35 et 37 à 46 ;

Vu la décision du Gouvernement en conseil du 13 janvier 2017 relative au plan national concernant la protection de la nature 2017 – 2021 et ayant trait à sa première partie intitulée « Stratégie nationale Biodiversité » ;

Vu l'avis du Conseil supérieur pour la protection de la nature et des ressources naturelles ;

Vu l'avis émis par les conseils communaux de Schifflange, de Mondercange et de Bettembourg après enquête publique ;

Vu la fiche financière;

Vu les avis [de la Chambre d'agriculture, de la Chambre de commerce et de la Chambre des métiers] ; Notre Conseil d'État entendu ;

Sur le rapport de Notre Ministre de l'Environnement et de Notre Ministre des Finances, et après délibération du Gouvernement en Conseil ;

Arrêtons:

Art. 1er. Est déclarée zone protégée d'intérêt national sous forme de réserve naturelle, la zone humide « Dumontshaff », sise sur le territoire des communes de Schifflange, Mondercange et Bettembourg, partie de la zone protégée d'intérêt communautaire « Vallée supérieure de l'Alzette LU0002007 ».

Art. 2. La zone protégée « Dumontshaff », d'une étendue totale de 119,23ha, se compose de deux parties :

- 1° la partie A, d'une étendue de 68,91 ha, est formée de fonds inscrits au cadastre des communes de Schifflange, section A de Schifflange, et de Mondercange, section E de Bergem;
- 2° la partie B, d'une étendue de 50,33 ha, est formée de fonds inscrits au cadastre des communes de Schifflange, section A de Schifflange, de Mondercange, section E de Bergem, et de Bettembourg, section E de Noertzange.

Sont également inclus tous les fonds et toutes les parcelles cadastrales ne portant pas de numéros, tels que chemins et cours d'eau se trouvant à l'intérieur du périmètre de la zone protégée d'intérêt national.

La délimitation de la zone protégée et de ses parties est indiquée sur les plans annexés.

Art. 3. Dans la partie A sont interdits :

- 1° les fouilles, les sondages, les travaux de terrassement, l'enlèvement de terre végétale, le déblai, le remblai ou l'extraction de matériaux ;
- 2° le dépôt de déchets et de matériaux ;
- 3° les travaux susceptibles de modifier le régime des eaux superficielles ou souterraines, tels que le drainage, l'entretien de drainages existants, le changement du lit des ruisseaux et le curage, ainsi que le rejet d'eaux usées ;
- 4° toute construction incorporée au sol ou non ;
- 5° la mise en place d'installations de transport et de communication, de conduites d'énergie, de liquide ou de gaz, de canalisations ou d'équipements assimilés ; cette interdiction ne s'appliquant pas aux interventions nécessaires à l'entretien ou au renouvellement des installations existantes, ainsi qu'à la mise en place de conduites et de canalisations par fonçage ayant leurs puits d'entrée et de sortie en dehors des limites de la zone protégée d'intérêt national qui restent soumises à autorisation préalable du ministre ayant l'Environnement dans ses attributions, ci-après nommé « le ministre » ;
- 6° le changement d'affectation des sols, y compris la réduction, la destruction ou la détérioration de biotopes, tels que mares, sources, cours d'eau, broussailles, haies, arbres solitaires, rangées d'arbres, couvertures végétales constituées par des roseaux, des carex ou des joncs, prairies humides ou friches, ainsi que les habitats listés à l'annexe 1 et les habitats d'espèces listées aux annexes 2, 3 et 6 de la loi modifiée du 18 juillet 2018 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles ;
- 7° le retournement, le réensemencement ou le sursemis des prairies ou pâtures permanentes;
- 8° l'enlèvement, l'endommagement et la destruction de plantes sauvages ; la lutte mécanique ou thermique contre les adventices, dans le contexte de la conditionnalité de l'exploitation agricole, est autorisée ;
- 9° la perturbation, la capture ou la destruction d'animaux sauvages indigènes non classés comme gibier, sans préjudice des dispositions afférentes de la législation sur la chasse ;
- 10° l'appâtage du gibier ;
- 11° la chasse aux oiseaux ;
- 12° l'emploi de la munition de plomb;
- 13° la circulation à l'aide de véhicules motorisés en dehors des voies goudronnées; cette interdiction ne s'appliquant pas aux propriétaires des terrains, ni à leurs ayants droit, ;
- 14° la circulation à pied, à vélo et à cheval en dehors des sentiers balisés à cet effet ; cette interdiction ne s'appliquant pas aux propriétaires des terrains, ni à leurs ayants droit, ni aux visites guidées organisées dans le contexte de la sensibilisation environnementale encadrée par l'Administration de la nature et des forêts ; les activités susceptibles de nuire à l'environnement restent soumises à autorisation du ministre ;
- 15° l'usage d'avions et de drones télécommandés ;
- 16° la circulation avec chien non tenu en laisse;
- 17° la fertilisation, le chaulage ou l'emploi de pesticides ;
- 18° la plantation de résineux ou d'essences allochtones.

Art. 4. Dans la partie B sont interdits :

- 1° les travaux de terrassement, l'enlèvement de terre végétale, le déblai, le remblai ou l'extraction de matériaux dépassant un volume de 250 m³;
- 2° le dépôt de déchets ;
- 3° toute construction incorporée au sol ou non, à l'exception d'abris agricoles sans impact significatif sur le site, la faune, la flore et le paysage, qui restent soumis à autorisation préalable du ministre ;
- 4° la mise en place d'installations de transport et de communication, de conduites d'énergie, de liquide ou de gaz, de canalisations ou d'équipements assimilés; cette interdiction ne s'appliquant pas aux interventions nécessaires à l'entretien ou au renouvellement des installations existantes, ainsi qu'à la mise en place de conduites et de canalisations par fonçage ayant leurs puits d'entrée et de sortie en dehors des limites de la zone protégée d'intérêt national qui restent soumises à autorisation préalable du ministre;
- 5° le retournement, des prairies ou pâtures permanentes;
- 6° la fertilisation, le chaulage ou l'emploi de pesticides sur les parcelles appartenant à l'Etat;
- 7° l'emploi de rodenticides ;
- 8° la chasse aux oiseaux ;
- 9° l'emploi de munition de plomb;
- 10° l'usage d'avions et de drones télécommandés.

Art. 5. Les dispositions énumérées aux articles 3 et 4 ne s'appliquent pas aux mesures et activités prises dans l'intérêt de la conservation et de la gestion de la zone protégée d'intérêt national sous forme de réserve naturelle. Ces mesures et activités restent toutefois soumises à l'autorisation du ministre.

Art. 6. Notre Ministre de l'Environnement et Notre Ministre des Finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent règlement qui sera publié au Journal officiel.

La Ministre de l'Environnement

Le Ministre des Finances

Commentaires des articles

Ad article 1^{er}: Cet article formule l'objectif du présent règlement grand-ducal qui est la désignation d'une zone appelée « Dumontshaff » en tant que zone protégée d'intérêt national sous forme de réserve naturelle en vertu de la loi du 18 juillet 2018 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles. Il précise la situation géographique de la zone en précisant les communes concernées. En plus, cet article indique que la zone sous question fait partie d'une zone protégée d'intérêt communautaire et en conséquence le présent règlement grand-ducal est à interpréter en tant que mesure réglementaire de ladite zone d'intérêt communautaire.

Ad article 2 : Cet article indique la surface en hectares de la réserve naturelle proposée. Il précise que certaines surfaces incluses dans la réserve naturelle ne portent pas de numéro cadastral, cependant sont également visées par la désignation de la zone protégée d'intérêt national. Finalement, cet article indique que la délimitation de la réserve naturelle est précisée sur base d'un plan topographique annexé au règlement grand-ducal.

Ad article 3 : L'article 3 liste les différentes servitudes grevées aux fonds et interdictions imposées aux propriétaires et exploitants dans la partie A de la zone protégée.

Ad 1^{er} à 3^e point: ces trois points interdisent les différents types d'activités de mouvement de sol et de sous-sol, de dépôt ou d'enlèvement de matériaux ou encore d'utilisation des eaux ou de changement du régime hydrique impactant ou risquant d'impacter - directement ou indirectement - les biotopes, habitats d'espèces et espèces, ainsi que la beauté du paysage. Une exception pour l'entretien des drainages existants est prévue, mais reste soumis à l'autorisation du ministre.

Ad 4^e **point:** il interdit les différentes constructions qui impactent ou risquent d'impacter - directement ou indirectement - les biotopes, habitats d'espèces et espèces, ainsi que la beauté du paysage.

Ad 5° point: à l'instar du 4° point, ce point interdit l'installation de moyens de transport ou de communication, tout en prévoyant des exceptions pour les installations déjà existantes ainsi que pour la mise en place de conduites et de canalisations par fonçage ayant leurs puits d'entrée et de sortie en dehors des limites de la zone protégée d'intérêt national. Ces exceptions restent cependant soumises à autorisation.

Ad 6^e **point** : il interdit le changement d'affectation des sols tout en précisant que la destruction, dégradation ou réduction de fonds présentant des biotopes en vertu de ladite loi est interdite.

Ad 7^e point : il réglemente l'exploitation agricole en interdisant le labourage des prairies permanentes (habitats des espèces protégées), même temporaire.

Ad 8^e **point :** il interdit toute atteinte aux plantes sauvages. Une exception est prévue pour les travaux réalisés dans le cadre des pratiques agricoles et forestières afin de respecter la conditionnalité dans le cadre de l'exploitation agricole.

Ad 9^e point : il interdit toute capture - temporaire ou définitive – destruction de tout animal indigène dans la réserve naturelle ; la chasse n'étant pas visée par ce point.

Ad 10^e point : l'exercice de la chasse restant permis dans la zone, ce tiret règlemente la chasse en interdisant l'appâtage du gibier qui consiste dans l'apport d'une

alimentation d'attrait non transformée en petites quantités dans le seul et unique but d'un tir immédiat ou rapproché.

Ad. 11^e **point :** il interdit la chasse aux oiseaux, ceci dans un souci d'éviter tout impact direct ou indirect sur des espèces d'oiseaux protégées et non-chassables dans cette réserve d'intérêt ornithologique particulier.

Ad. 12^e point : il interdit l'emploi de munition de plomb pour éviter tout impact négatif sur la santé des oiseaux suite à l'ingestion accidentelle de ce type de munition.

Ad 13^e et 14^e points: ces points réglementent la circulation dans la zone qui impacterait ou risquerait d'impacter - directement ou indirectement - les biotopes, habitats d'espèces et espèces ou qui risqueraient de perturber plus précisément la faune. Différentes exceptions sont précisées visant notamment les propriétaires des terrains de la zone et leurs ayants droit, la circulation des engins sylvicoles et les activités de promotion pédagogique et de sensibilisation encadrées par l'Administration de la nature et des forêts.

Ad 15^e **point** : il interdit l'usage d'engins volants et télécommandés dans la réserve naturelle.

Ad 16e **point**: il interdit la circulation avec le chien non tenu en laisse.

Ad 17° point: il interdit l'utilisation de différentes substances nocives pour les biotopes, les habitats d'espèces et les espèces. La fertilisation risque d'homogénéiser la flore en donnant un avantage aux plantes ubiquistes et généralistes. Les pesticides impactent directement voire indirectement les espèces protégées: les herbicides portent atteinte à la flore, les insecticides détruisent les insectes et impactent les autres animaux insectivores, les rodenticides portent atteinte au rongeurs et indirectement à leurs prédateurs (rapaces et carnivores) et les fongicides sont connus d'impacter indirectement différentes espèces d'insectes. Le chaulage impacte directement notamment les bas-marais acides et les zones humides.

Ad 18^e point : il réglemente l'exploitation forestière en interdisant la plantation de résineux et d'essences allochtones qui risqueraient d'impacter ou dégrader des habitats protégés tels que zones humides, prairies permanentes et forêts de feuillues.

Ad article 4 : L'article 4 liste les différentes servitudes grevées aux fonds et interdictions imposées aux propriétaires et exploitants dans la partie B de la zone protégée.

Ad 1^{er} et 2^e point: ces points interdisent les différents types d'activités de mouvement de sol et de sous-sol, de dépôt ou d'enlèvement de matériaux ou encore d'utilisation des eaux ou de changement du régime hydrique impactant ou risquant d'impacter directement ou indirectement - les biotopes, habitats d'espèces et espèces, ainsi que la beauté du paysage. Des exceptions par rapport aux points 1-3 de l'article 3 sont prévues, à savoir, en ce qui concerne les différents types d'activités de mouvement de sol et de sous-sol, une limite autorisée d'un volume de 250 m3 au maximum restant possible, mais soumis à autorisation.

Ad 3^e point: à l'instar du point 4 de l'article 3, ce point interdit les différentes constructions qui impactent ou risquent d'impacter - directement ou indirectement - les biotopes, habitats d'espèces et espèces, ainsi que la beauté du paysage, à l'exception des installations d'affut de chasse et des abris agricoles qui restent soumis à autorisation.

Ad 4° point: ce point interdit l'installation de moyens de transport ou de communication, tout en prévoyant des exceptions pour les installations déjà existantes

ainsi que pour la mise en place de conduites et de canalisations par fonçage ayant leurs puits d'entrée et de sortie en dehors des limites de la zone protégée d'intérêt national. Ces exceptions restent cependant soumises à autorisation.

Ad 5^e point : il réglemente l'exploitation agricole en interdisant le labourage des prairies permanentes (habitats des espèces protégées), même temporaire.

Ad 6° et 7° point : il interdit l'utilisation de différentes substances nocives pour les biotopes, les habitats d'espèces et les espèces sur les parcelles appartenant à l'Etat. La fertilisation risque d'homogénéiser la flore en donnant un avantage aux plantes ubiquistes et généralistes. Les pesticides impactent directement voire indirectement les espèces protégées : les herbicides portent atteinte à la flore, les insecticides détruisent les insectes et impactent les autres animaux insectivores, les rodenticides portent atteinte au rongeurs et indirectement à leurs prédateurs (rapaces et carnivores) et les fongicides sont connus d'impacter indirectement différentes espèces d'insectes. Le chaulage impacte directement notamment les bas-marais acides et les zones humides.

Ad. 8^e **point :** il interdit la chasse aux oiseaux, ceci dans un souci d'éviter tout impact direct ou indirect sur des espèces d'oiseaux protégées et non-chassables dans cette réserve d'intérêt ornithologique particulier.

Ad. 9^e **point** : il interdit l'emploi de munition de plomb pour éviter tout impact négatif sur la santé des oiseaux suite à l'ingestion accidentelle de ce type de munition.

Ad 10^e point : il interdit l'usage d'engins volants et télécommandés dans la réserve naturelle.

Ad. article 5: Cet article prévoit la possibilité de déroger aux servitudes, interdictions et réglementations disposées par les articles 3 et 4 s'il s'agit de mesures de conservation et de gestion prises dans l'intérêt de la zone. L'autorisation du ministre reste requise pour toutes ces dérogations.

Ad. article 6 : Cet article comporte la formule exécutoire.

